

L'organisation du cessez-le-feu et les perspectives de l'après-guerre

La logique de reconstruction

LES Français veulent leur part dans la reconstruction des pays du Golfe, à commencer par le Koweït. Les délégations ministérielles n'ont donc pas attendu longtemps après l'arrêt des hostilités pour se précipiter, sans beaucoup de vergogne, sur les pas des militaires.

M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, envisage un voyage dans huit jours. Mais il a été pris de vitesse par M. Michel Charasse, ministre du budget, arrivé dès le samedi 2 mars à Abou-Dhabi, première étape d'une tournée dans plusieurs États du Golfe. Cette visite est officiellement consacrée à l'examen de la situation dans la région après la fin de la guerre. Mais elle veut surtout souligner que la France entend tirer les bénéfices commerciaux de son engagement militaire.

LES Français craignent que les Américains ne s'adjugent l'essentiel du « gâteau » koweïtien, les Britanniques récoltant le reste, comme le laissent croire les premières informations : sur les 500 millions de dollars que représentent les premiers contrats déjà signés, les Américains en auraient remporté plus des deux tiers.

Quelques petits marchés viennent, il est vrai, de tomber dans l'escarcelle des Français. Thomson-CSF a annoncé vendredi 1^{er} mars qu'il avait conclu avec le ministère irakien de l'information un contrat pour la fourniture d'un système de télévision de première urgence. GEC-Alsthom, groupe anglo-français, va livrer quatre groupes énergétiques mobiles pour pallier les besoins en électricité les plus urgents du Koweït.

Que les entreprises françaises essaient de vendre leurs produits au prorata de l'effort militaire français entre, quoi qu'on en pense, dans ce qu'on pourrait appeler la logique de reconstruction. Mais elles seraient tort de s'illusionner.

D'ABORD parce que cette région est de tradition tournée de préférence vers les Anglo-Saxons. La France étant plus dans ses quartiers... en Irak, pays aujourd'hui ruiné. Ensuite, parce que le montant global de ces marchés reste incertain. On a parlé de 100 millions de dollars, mais déjà les experts sérieux divisent ce pactole par deux. Surtout parce que le nouveau mirage du Golfe risque de faire retomber l'industrie française dans un double travers hérité des années 70 et des chocs pétroliers : une trop grande dépendance vis-à-vis de ce qu'on appelle les « grands contrats » soutenus par l'État et une spécialisation géographique trop axée sur les pays du Proche-Orient.

Ces « grands contrats » ont peut-être fait la fortune de sociétés comme Thomson ou Bouygues, en Irak notamment, mais ils coûtent aujourd'hui fort cher au contribuable. De toute façon, ils ne sauraient dispenser d'un effort régulier et prolongé pour la conquête des grands marchés mondiaux.

L'an passé, le gouvernement français conseillait aux entreprises de se « précipiter » en Europe de l'Est. Avec, aujourd'hui, des fruits aussi secs que les maigres résultats économiques de ces pays. Certes, le Golfe reste riche de son pétrole, mais à condition que celui-ci soit vendu à bon prix. Autre motif d'incertitude.

M0146 - 0304 0 - 6,00 F



M. George Bush maintient la pression sur le régime irakien

La rencontre entre commandants alliés et irakiens devait avoir lieu dimanche 3 mars. Avant cette échéance, dont il attend beaucoup, le président Bush a fait comprendre, vendredi, qu'il voulait continuer d'exercer des pressions militaires, politiques et économiques sur le régime de M. Saddam Hussein. Interrogé sur l'hypothèse d'un exil de ce dernier en Algérie, qui l'a démentie, M. Bush a laissé entendre que les États-Unis n'étaient pas disposés à renoncer à toute action judiciaire internationale contre le dirigeant irakien.

M. Mitterrand devait prononcer une allocution télévisée dimanche à 20 heures.



Le martyre du Koweït

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

S'il ne prouvait rien quant au nombre, les corps mutilés de la morgue de l'hôpital Moubarak plaident pour la certitude de la cruauté des sept mois d'occupation irakienne du Koweït. Yeux arrachés, gorges tranchées, têtes écrasées, crânes coupés dont la cervelle s'échappe, corps à moitié carbonisés, brûlures de cigarettes, les exemples sont là, visibles. Trois jours après leur libération, les trois cent mille Koweïtiens demeurés sous le joug irakien parlent, parlent, comme s'ils craignaient qu'on ne les croie pas, tant ces atrocités leur semblent incroyables. Pas une famille, une personne rencontrée, qui n'ait

une histoire de mort, de torture, d'enlèvement ou de disparition.

Responsable des urgences à l'hôpital Moubarak, l'un des cinq grands du Koweït, du 2 août à aujourd'hui, le docteur Abdul Bebbhani affirme avoir reçu pendant cette période quatre cents cadavres. « Les blessures étaient toujours les mêmes, dit-il, balles dans la tête ou la poitrine, les os des mains, des pieds ou du front brisés, le crâne enfoncé avec un objet contondant ou coupé au rasoir, les ongles arrachés. Beaucoup de cadavres n'étaient pas identifiables. »

Pour lui - et là-dessus tous les témoignages concordent - les deux périodes les plus dures ont été la première semaine de l'invasion et les dix derniers jours de l'occupation, quand les Irakiens,

sentant la fin venir, se sont vengés de cet échec. « Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait rien eu entre ces deux moments, précise-t-il, mais là ils ont atteint les sommets. » Les responsables de ces tortures ? « Pas les soldats ordinaires », affirme un Koweïtien, qui accuse en priorité les services de renseignement et les membres de la garde républicaine d'avoir commis ces exactions aux premiers jours de l'invasion.

L'état-major irakien au Koweït était installé dans la luxueuse maison de l'émir Moubarak Al Sabah Yarmouk, dans un quartier de Koweït-Ville.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 5

L'impuissance des « anti-guerre »

Le comité Maintenant la paix a organisé, jeudi 28 février, au palais de la Mutualité, à Paris, un meeting consacré aux conséquences de la guerre du Golfe. Cette réunion, à laquelle participaient MM. Harlem Désir, Pierre Juquin, Anicet Le Pors et Antoine Waechter, a illustré la diversité du mouvement pacifiste qui, après de puissantes manifestations de rue avant le début des hostilités, s'est effacé pendant la guerre.

Loin de la Mutualité, antique salle des « grands soirs », ils avaient été nombreux à se retrouver, souvent par petites poignées, pour marquer, ne fût-ce que symboliquement, leur opposition à la guerre. A Moissac, dans le Tarn-

et-Garonne, dès avant Noël, on invente un journal, la Paix (lire page 8). A Chambéry, au début du mois de janvier, d'autres bloquent un train chargé de matériel militaire pour les Américains. A Lille, un centre de documentation de l'armée de terre est occupé, pacifiquement.

A force de se rencontrer dans les manifestations, des Parisiens, un petit groupe, décident de « payer de leur personne » en se retrouvant chaque soir, place de la République, un petit drapeau blanc à la main. Ce sont les « Rue-publicains », les républicains de la rue.

GILLES PARIS et JEAN-LOUIS SAUX

Lire la suite page 8

Lire également

- Les raisons d'une débâcle par JACQUES ISNARD
- Les cinq membres du Conseil de sécurité ont élaboré un projet de résolution régissant les conditions de la paix par SERGE MARTI
- M. Bush est déterminé à agir vite pour régler les autres problèmes du Proche-Orient par JAN KRAUZE
- Dans l'émirat libéré, à la recherche des frères et des fils par DANIEL SCHNEIDERMAN
- Les nappes de pétrole risquent de rester bloquées dans les eaux saoudiennes par YVONNE REBEYROL
- Peut-on stabiliser les prix du pétrole ? par ERIC FOTTORINO

pages 3 à 6

page 17

Les répercussions du coup d'Etat en Thaïlande

Isolément accru de Hanoi et de Phnom-Penh

page 7

L'Europe verte en crise

La Commission de Bruxelles veut réduire les dépenses agricoles de la Communauté

page 17

Après les émeutes de la Réunion

M. Jacques Vergès appelle le « peuple créole » à se mobiliser contre la « répression coloniale »

page 20

HEURES LOCALES

■ Que faire des ghettos de centre-ville ? ■ L'école du Grand Meaulnes en vacances. ■ Rouen voit grand. ■ Taza professionnelle : l'Arlésienne de la pérégrination ; les entreprises circonspectes sur le projet Joxe.

pages 13 à 16

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Edouard Balladur, ancien ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, invité dimanche 3 mars, à partir de 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

Référéndums sur l'indépendance

L'Estonie et la Lettonie défient à leur tour Moscou

Les électeurs de deux Républiques baltes, l'Estonie et la Lettonie, étaient invités dimanche 3 mars à se prononcer sur leur indépendance, dans le cadre d'un référendum décidé par les autorités locales au mépris de la consultation organisée à l'échelle de toute l'URSS par M. Gorbatchev le 17 mars. Le président soviétique a déjà fait savoir que les scrutins baltes n'avaient aucune valeur juridique, comme il l'avait fait pour le vote massif des Lituaniens en faveur de l'indépendance, le 9 février. Dans un discours prononcé à l'issue de son voyage en Biélorussie, M. Gorbatchev a tenté d'atténuer la violence de ses précédentes attaques contre les réformateurs.

Tergiversations

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Le président Mikhaïl Gorbatchev, qui était samedi 2 mars ses soixante ans, vient d'opérer un de ces mouvements de balancier auxquels il a souvent recours, en nuancant les propos qu'il avait tenus mardi dernier à Minsk, lorsqu'il avait lancé des attaques d'une virulence sans précédent contre les démocrates. Ses nouvelles déclarations en faveur d'une « coalition centriste » et d'un débloccage du processus de désarmement coïncident avec une accentuation des pressions américaines, au moment où le chef de l'Etat soviétique doit affronter, avec la série de référendums qui déferle sur l'URSS, une épreuve capitale pour son avenir.

Le discours de Minsk (le Monde du 28 février), bien que retransmis par la télévision, n'avait pas encore eu le temps de provoquer des remous particuliers chez les Soviétiques. D'une part, l'opinion, où la popularité du père de la perestroïka est tombée depuis longtemps, n'y a vu qu'une confirmation de l'image qu'elle a de son président, celle d'un communiste - comme il l'a lui-même très fer-

mement revendiqué dans son discours. D'autre part, le texte n'en a été publié que vendredi dans la presse, un retard exceptionnel qui, selon le journal réformiste l'Indépendant, traduirait une hésitation de M. Gorbatchev à l'assumer.

L'aile dure des communistes n'a ainsi pas eu l'occasion d'embrayer sur les paroles du secrétaire général pour élever d'un cran encore la campagne contre le camp démocratique, que déjà M. Gorbatchev tenait un autre langage. Mais cette campagne contre les opposants du Kremlin, qui s'était déjà accentuée après Vilnius, ne devrait pas pour autant se relâcher, l'objectif étant le référendum du 17 mars sur le maintien de l'Union.

Le discours de Minsk a, en revanche, suscité des réactions très vives chez des diplomates occidentaux à Moscou. « J'ai été frappé par la véhémence de ses propos, de voir à quel point la nouvelle politique n'a pas effacé les vieilles habitudes, celles de noircir ses opposants, comme par exemple d'accuser les Baltes de fascisme », a ainsi déclaré un de leurs représentants de haut rang.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 6

UNE ENQUETE

IPSOS/GLOBE/France INTER

"un B52 est un aspirateur..."

"un Français sur 5 ne sait pas que nous sommes dans la coalition..."

"un SCUD est un prisonnier de guerre..."

ce que la guerre a appris aux Français !



DATES

Il y a quarante-cinq ans

Churchill et le « rideau de fer »

« UN rideau de fer s'est abattu sur le continent [européen]... » Ce 5 mars 1946, au Westminster College de Fulton (Missouri), Winston Churchill fait mouche. Alors que, sortant à peine d'un interminable cauchemar, qui n'ose encore regarder en face l'Europe née d'une épreuve qui fit que quarante millions de morts sur ce seul continent, la formule cho- que par sa brutalité, mais donne à réfléchir; elle s'imposera rapidement, à mesure que ce « rideau de fer » cessera d'être une image ca- chottée, pour décrire la réalité la plus tangi- ble : un barrage de fer et d'acier, de barbelés et de béton, infranchissable sans autorisa- tion expresse ou risque de mort, et qui ne disparaîtra, en quelques jours, comme par magie, qu'en 1989.

L'effet de ces trois mots, Churchill l'a déjà rodé, notamment dans un télégramme à Truman, tout nouveau président des Etats- Unis, le 12 mai 1945, deux semaines après que les soldats américains et russes se furent rencontrés et serrés la main au cœur du Reich en ruine, à Torgau, sur l'Elbe, à l'en- droit même où, immédiatement, écrit le pre- mier ministre britannique au président, « un rideau de fer est tombé sur le front soviéti- que ». Mais, à Fulton, c'est la première fois qu'un homme d'Etat de son envergure emploie l'expression à l'adresse de l'opinion mon- diale, dans un discours qui sera rétrospectivement con- sidéré comme marquant le début de la « guerre froide ».

En 1946, officiellement, Churchill n'est plus rien, ou presque : le chef de l'opposition de Sa Majesté depuis que, l'été précédent, à peine les canons s'étaient tus sur l'Europe, les électeurs britanniques ont massive- ment préféré les travaillistes aux conservateurs. Mais, politiquement, le prestige de l'ancien premier ministre est immense. Il est indiscutable- ment le grand vainqueur moral de la guerre contre le nazisme. De tous les diri- geants des démocraties occi- dentales, il fut le plus inflexi- ble, maintenant pendant une année entière son pays seul debout face à une Wehr- machet déchaînée; il avait été le plus perspicace en dénon- çant le danger nazi dès son origine dans une Angleterre qui se bécota jusqu'après Munich des illusions de l'« apaisement »; et, depuis la mort de Roosevelt, il est sans rival. Truman le sait bien, lui qui n'a encore à son actif que la responsabilité d'avoir déclenché le feu nucléaire pour abattre le Japon, mais qui fera rapide- ment preuve de ses capacités. Truman n'a pas pour Staline l'indulgence de son prédéces- seur, du moins celle du Roo- sevelt vieillissant, d'ailleurs lié au dictateur soviétique par la solidarité du combat. Depuis la fin des hostilités, les rôles ont été redistribués à la table des Grands : ce n'est plus comme à Yalta l'Américain (Roosevelt) qui joue le conciliateur entre le Soviétique et l'Anglais (Churchill), c'est l'Anglais (Atlee) qui joue ce rôle entre Staline et l'Américain (Truman). Celui-ci n'ignore pas qu'en dépit de l'arsenal nucléaire dont il a le monopole (pour combien de temps ?) il manque de charisme et de fiabilité. Il joue donc à fond la carte Churchill, et c'est ensemble qu'ils ont monté l'opération Ful- ton.

Truman au premier rang

Après six années de guerre épuisantes, Sir Winston, septuagénaire, a décidé de prendre des vacances aux Caraïbes et en Floride, et c'est la Maison Blanche qui a annoncé que l'ancien premier ministre profitera de son séjour américain pour donner au monde, dans un discours au « college » où Truman fit de modestes études, son sentiment sur le nouvel état du monde. La substance du dis- cours a été discutée entre les deux hommes, et le président est assis au premier rang de

l'assistance. Pour l'occasion, la population de la petite ville (dix mille habitants) a qua- druplé. Les auditeurs ne seront pas déçus.

Il s'agit de faire comprendre au monde, dix mois après la capitulation de l'Alle- magne, sept mois après celle du Japon, que les alliés d'hier sont les adversaires d'au- jourd'hui, engagés dans une nouvelle épreuve de force à l'échelle planétaire - un langage qui, en Europe surtout, s'adressait à des sourds, mais des sourds qui ne l'étaient que parce qu'ils ne voulaient pas entendre. Pour tout Européen doué de raison, sortant d'un carnage sans précédent, la priorité des priorités n'était-elle pas la reconstruction, la sécurité à l'encontre des vaincus et le main- tien de la paix fondée sur l'entente entre les vainqueurs grâce à une institution interna- tionale nouvelle, l'Organisation des Nations unies ?

Les trois piliers de l'Occident

Pourtant, cette volonté pacifique était indissociable d'une angoisse tout aussi gé- nérale. La victoire de 1945, au contraire de celle de 1918, n'avait engendré aucune euphorie; personne n'avait cru à la « der

Churchill a gardé « beaucoup d'admiration et d'amitié pour le vaillant peuple russe » et (son) « camarade de combat le maréchal Staline », mais il croit de son « devoir » de ne pas cacher l'inquiétude que lui inspire « la situation présente en Europe » : « De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriati- que, dit-il, un rideau de fer s'est abattu sur le continent [européen]. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales de l'Europe orientale : Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia.

« Toutes ces villes célèbres, toutes ces nations (...) sont soumises (...) à l'autorité constamment renforcée de Moscou. Athènes seule (...) est libre de décider de son avenir (...). Les communistes, qui étaient très faibles dans tous ces pays (...) cherchent partout à imposer un contrôle totalitaire (...). Ce n'est pas pour cette Europe que nous nous sommes battus (...). Dans le monde entier, des « cin- quante colonnes » communistes sont à l'œu- re, soumises à une obéissance absolue aux directives du siège central du commu- nisme.

« Je ne crois pas que la Russie désire la guerre, dit encore Sir Winston. Ce qu'elle désire, ce sont les fruits de la guerre et une expansion illimitée de sa puissance et de sa

l'époque la plume à peine anticipatrice d'un George Orwell, et son cortège de répressions et de soulèvements populaires; il démasque les ambitions mondiales de l'expansion- nisme communiste, que nourriront Khrouchtchev et Brejnev beaucoup plus que Staline lui-même (tous s'illusionnant d'ail- leurs sur la cohésion d'un « bloc » dont les nationalismes, à commencer par le chinois, viendront à bout). Le discours de Fulton esquisse aussi les affrontements de la « guerre froide » et un subtil cotoiement du « bord du gouffre », le Kremlin se tenant à distance quand la guerre deviendra brillante comme en Corée, ainsi que l'exploitation Est-Occident des conflits régionaux. Fulton pose enfin les fondements et fixe les lignes principales des « relations spéciales » anglo- américaines, trace en filigrane le pacte atlanti- que et l'Union de l'Europe.

Churchill reviendra sur ce dernier point, avec insistance mais ambiguïté, quelques mois plus tard. Le 16 septembre, à Zurich. Comme « remède » aux « nouveaux périls », à la tyrannie et à la terreur », il appelle « la famille européenne » à « se reformer » et « à construire une sorte d'Etat-Unis d'Europe » sans en exclure les Allemands, alors politi- quement « atomisés » - audacieuse pré- vision qui allait à l'encontre de toutes les idées du moment.

Fulton et Zurich furent le chant du cygne de Churchill. Quand les électeurs britanni- ques le rappelleront au pou- voir en 1950, le « vieux lion » n'était plus que l'om- bre de lui-même. En 1955, il passa la main à son fidèle lieutenant Anthony Eden, qui, l'année suivante, lança son pays aux côtés de la France dans la fatale expé- dition de Suez, dernier baroud des puissances coloniales avant le raz-de-marée de la décolonisation des années 60.

Le grand vainqueur de 1945, le prophète de Fulton et de Zurich, qui traçait l'avenir d'un trait si ferme, n'a cependant pas en la même sagacité pour y dis- cerner la place de son pays. « Nous devons construire une sorte d'Etat-Unis d'Eu- rope », avait-il dit à Zurich. Mais, revenu au pouvoir au moment même où la France ouvrait le chantier de l'Eu- rope communautaire, force lui fut de préciser qu'il ne fallait pas compter sur la Grande-Bretagne pour une telle aventure : son « nous » de Zurich n'impliquait pas la Grande-Bretagne au-delà de l'asodin Conseil de l'Eu- rope... Pour Churchill, l'Eu- rope était entre autres et même surtout destinée à

mettre fin définitivement au fanatisme antago- nisme franco-allemand, vue d'avenir encore plus non conformiste outre-Manche que dans la France d'alors. Sur ce point, Churchill fut constant, et c'est dans cet esprit, par exemple, qu'il insista pour que Stras- bourg devienne le siège du Conseil de l'Eu- rope. Mais, pour ce qui est du destin de la Grande-Bretagne, réalisez Fulton...

L'Occident, dans la vision churchillienne, devait reposer sur trois piliers : les Etats- Unis, l'Europe continentale, avec une France et une Allemagne réconciliées, et le Commonwealth britannique, avec à sa tête le gouvernement de Londres, celui-ci devant toujours préférer, comme le premier mini- tre l'avait dit à de Gaulle, la veille du débar- quement en Normandie, « le grand large » et l'Amérique à l'Europe. Malheureusement, le Commonwealth était déjà voué à la dis- persion et, en boudant l'Europe communau- taire, en y entrant à reculons, en freinant son développement dans tous les domaines, la Grande-Bretagne a perdu beaucoup de son poids économique et son crédit politi- que. Elle n'a pas encore trouvé le nouveau visionnaire, de la stature de Churchill, qui mettra ses pendules à l'heure du prochain siècle.

MAURICE DELARUE



des der » et à l'avènement universel du droit. Il était clair que partout où les batailles avaient conduit l'armée rouge, Sta- line avait mis en place un pouvoir à sa dévotion. Aussi longtemps qu'avaient duré les hostilités, il avait bien fallu s'en accom- moder, et Churchill l'avait fait tout le premier avec un réalisme dénué du moindre scrupule. En octobre 1944, à Moscou, sans l'aval de personne, pas même de Roosevelt, il s'était livré avec Staline à un invraisem- blable marchandage; il avait troqué la reprise en main de la Grèce par la Grande- Bretagne contre l'abandon de l'est de l'Eu- rope à la domination communiste avec des précisions chiffrées grotesques : Grèce, « prédominance » britannique : 90 %, Rou- manie, « prédominance » soviétique : 90 %, Hongrie et Bulgarie : 80 %; Yougoslavie : 60 % (le désaccord persistait sur le papier à propos de la Pologne, ce qui n'empêchait nullement Staline d'y installer ses hommes aux commandes). Churchill n'hésita pas à faire donner le canon, début d'une atroce guerre civile, dans Athènes à peine libérée du nazisme pour y faire régner ce nouvel ordre européen.

Mais, quand il parle à Fulton, en mars 1946, ce cynisme, en quelque sorte stratégique, a perdu sa raison d'être. Certes,

doctrine. » Pour mettre « tous les hommes et toutes les femmes de tous les pays » à l'abri « de la guerre et de la tyrannie », il y a, bien sûr, les Nations unies, à condition qu'elles soient armées, étant bien entendu que l'arme atomique devra rester un monopole américain (logiquement partagé avec les Bri- tanniques). Mais c'est essentiellement dans « une association fraternelle des peuples de langue anglaise » que Churchill met toute sa confiance, ce qui signifie « des relations toutes particulières » entre la Grande-Bre- tagne (avec son empire et le Common- wealth) et les Etats-Unis et exige « non seu- lement une amitié grandissante et une compréhension mutuelle, mais des relations suivies et intimes » entre les militaires des deux pays, avec mise en commun des armes et des manuels d'instruction, échange d'offi- ciers et d'aspirants, maintien de bases aéro- navales communes à travers le monde. Churchill souhaite aussi « une Europe régy- née », avec « une France forte », et conclut que « si les démocraties occidentales restent unies (...) personne ne se risquera à les attaquer ».

Ainsi le discours de Fulton annonce beau- coup plus que la coupure de l'Europe en deux. Il évoque l'hermétisme étouffant du totalitarisme stalinien que seule imagine à

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-55-25-26
Télécopieur : (1) 40-55-25-89
Tél. : 206.906 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-55-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Edité par la SARI, le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. 45-55-91-82 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Press SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue de Montesson
94852 IVRY CEDEX
Reproduction interdite de tout article
sans l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Remise gratuite des microfilms et
index du Monde au (1) 40-55-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LU

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-
MÉRY 94852 IVRY-SUR-
SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	AUTRES PAYS vols internat. 1er temps CDE 1988
3 mois	480 F	571 F	790 F
4 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 480 F	2 866 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
montants propres en espèces d'abonnement
PP Paris RP 111 MON 02

Le Monde

Edité par la SARI, le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
Bruno Freppet,
directeur de la rédaction
Jacques Giliu,
directeur de la gestion
Manuel Luciani,
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombant
Robert Solé
(indiqués au directeur
de la rédaction)

Thomas Ferenzi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

EDOUARD BALLADUR

débat animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Eric LE BOUCHER (le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)

LE CONFLIT DU GOLFE

M. George Bush est déterminé à agir vite pour régler les autres problèmes du Proche-Orient

Le président George Bush, évoquant vendredi 1^{er} mars, au cours d'une longue conférence de presse l'avenir du Proche-Orient, a durci le ton à l'égard de l'Irak, estimant qu'au stade actuel seule une aide humanitaire pouvait être envisagée. Soulignant qu'un règlement des problèmes en suspens serait facilité par le départ de Saddam Hussein du pouvoir, il a réaffirmé son désir de parvenir « vite » à une solution.

WASHINGTON

de notre correspondant

A l'approche de la rencontre entre commandants alliés et irakiens, d'abord annoncée pour samedi 2 mars, puis reportée à la demande des Irakiens, selon les indications données par le Pentagone, les Etats-Unis ont durci le ton à l'égard de l'Irak et menacé de reprendre les hostilités si leurs exigences ne sont pas rapidement satisfaites.

Cette rencontre figure parmi les conditions posées par le président américain à la suspension des hostilités. Elle doit en principe régler les aspects techniques du futur cessez-le-feu, et les Etats-Unis entendent en profiter pour obtenir la libération immédiate de leurs neuf prisonniers de guerre et de ceux des alliés. Mais aussi celle des civils koweïtiens ou appartenant à des pays tiers, détenus par les Irakiens. Selon des indications données au Pentagone, les Américains voudraient aussi obtenir des Irakiens qu'ils leur livrent les responsables des crimes commis au Koweït.

Il semble aussi que les responsables américains attachent une grande importance symbolique à cette rencontre entre vainqueurs et vaincus, qu'ils entendent tenir en territoire irakien, et avec une très large couverture médiatique, histoire de bien montrer à la face du

monde, et par ricochet, aux Irakiens eux-mêmes, qu'il n'y a pas la moindre ambiguïté sur l'issue de la guerre.

Les Etats-Unis disposent d'un gage territorial

L'étendue des exigences américaines n'est pas exactement connue, mais les porte-parole du Pentagone ont pris soin de rappeler, vendredi, que les Etats-Unis disposaient d'un gage territorial au cas où l'Irak refuserait d'obtempérer. Après avoir rappelé que les forces américaines occupaient une large portion du territoire irakien, le général Kelly, chef des opérations, a déclaré : « Je suppose que les Irakiens veulent le récupérer, et pour cela ils vont devoir être coopératifs ».

La menace ne s'arrête pas là : « Il existe toujours en Irak des moyens de production et de distribution qui peuvent être attaqués », a ajouté le général Kelly, qui a aussi évoqué la possibilité d'une attaque contre les quelques troupes irakiennes encore présentes sur le

théâtre des opérations. Un incident s'est produit vendredi, lorsque deux bus transportant des soldats irakiens ont été arrêtés à un point de contrôle établi en Irak par les forces américaines. Selon le Pentagone, des Irakiens auraient tiré sur les Américains. Ces derniers n'ont pas été touchés, mais ils ont tué six soldats ennemis. Au cours d'un autre incident, deux médecins militaires américains qui s'approchaient d'un groupe d'Irakiens pour recevoir leur reddition ont sauté sur des mines et ont été tués.

Pour sa part le président Bush, qui a donné vendredi une conférence de presse inhabituellement longue, a continué à user d'un langage très ferme à l'égard de l'Irak. Il a, en particulier, catégoriquement exclu « qu'un seul centime de l'argent des contribuables américains » soit utilisé pour la reconstruction de l'Irak. Seule une aide humanitaire, « pour aider un enfant, par exemple », est envisageable, mais rien d'autre. M. Bush entérine donc le projet évoqué il y a quelques semaines par M. James Baker d'une banque de reconstruction

pour la région, où, selon le secrétaire d'Etat, les Etats-Unis devraient jouer un certain rôle. Cette idée avait été très mal reçue à la Maison Blanche et plus encore au Congrès.

Lorsqu'on a demandé à M. Bush pourquoi il refusait d'envisager une telle aide, puisque selon ses propres termes les Etats-Unis « n'ont aucune querelle avec le peuple irakien », le président a répondu avec une ironie un peu grinçante : « nous leur offrons des conseils gratuits » (sur la manière d'utiliser leurs richesses).

Cette attitude, fort différente de celle qu'avait eue les Etats-Unis à l'égard de l'Allemagne, au lendemain de la dernière guerre mondiale sera apparemment maintenue quel que soit le régime au pouvoir à Bagdad, mais M. Bush a néanmoins répété que si les Irakiens déposaient Saddam Hussein, « cela faciliterait grandement la solution de tous les problèmes et certainement l'acceptation du retour de l'Irak dans la famille des nations pacifiques ».

Le président américain a aussi reconnu ce que personne ne pouvait ignorer : si tel qu'il soit de la victoire remportée sur l'Irak, sa satisfaction n'est pas totale : « Saddam Hussein est toujours là » (...) Mon programme est un peu inachevé ».

M. Bush voudrait donc « finir sa part du travail », tout en laissant entendre qu'il pourrait se faire progressivement à l'idée que son ennemi intime reste impuni. Pourtant, même si les Etats-Unis n'ont pas l'intention de « faire la chasse » à Saddam Hussein, il est « impossible de l'absoudre de ses responsabilités devant la loi internationale ». M. Bush, interrogé sur l'hypothèse d'un exil du dictateur irakien à Alger, a affirmé que « les Etats-Unis n'avaient pas été approchés à ce sujet ».

Mais sa réponse semble au moins indiquer que, même s'ils avaient été approchés sur leurs intentions, les Etats-Unis n'auraient pas disposés à renoncer à toute tenta-

tive de poursuites ou d'extradition contre Saddam Hussein. De son côté, le général Kelly, à qui l'on demandait si les Etats-Unis avaient l'intention d'empêcher le dictateur de quitter son pays, a répondu de manière un peu équivoque. Il a d'abord fait savoir que dans la dernière phase du conflit, l'aviation américaine avait détruit quelques avions civils qui auraient pu être utilisés pour une fuite. Pour le reste, au cas où une tentative de fuite serait détectée, le Pentagone « demanderait des ordres » à la Maison blanche.

« Les conditions sont meilleures que jamais »

M. Bush a par ailleurs manifesté l'intention « d'agir rapidement » pour essayer de résoudre, outre les questions concernant l'Irak et la sécurité dans le Golfe, les deux autres grands problèmes du Proche-Orient, celui du Liban et

celui des Palestiniens. « Les conditions sont meilleures que jamais (...) le temps s'y prête, faisons quelque chose ».

Le président américain n'a rien dit de plus précis, sinon que des consultations étaient nécessaires, que « les Britanniques, les Français et nombre de partenaires de la coalition souhaitent aller de l'avant », et que l'Allemagne avait « de très bonnes idées » (M. Bush avait rencontré un peu plus tôt dans la journée M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, qui suivait à Washington ses collègues britannique et français).

« Le temps dira » si une « conférence de la paix » est nécessaire, ou bien « une audacieuse nouvelle idée », a ajouté M. Bush, qui estime qu'en tout état de cause les Soviétiques ont un rôle à jouer dans le processus. L'URSS est en effet « un grand pays », qui « doit être traité avec respect ».

JAN KRAUZE

La satisfaction de M. Dick Cheney

La supériorité du matériel américain sur l'équipement soviétique de l'armée irakienne a probablement suscité quelques grincements de dents au ministère soviétique de la Défense, a déclaré vendredi 1^{er} mars, le secrétaire américain à la Défense, M. Dick Cheney.

« J'adorerais pouvoir entendre ce qui se dit ce matin derrière les murs de l'équivalent du Pentagone en Union soviétique à propos des performances de nos forces. Ils ont dû être très impressionnés, comme tout le monde », a-t-il expliqué avec une satisfaction évidente. Les avions américains, les bombes guidées au laser, les chars équipés de systèmes de vision nocturne et les autres armes américaines, ont mis en pièces

l'armée irakienne, que l'on rangeait au quatrième rang mondial avant la guerre.

Dick Cheney a reconnu que l'armée irakienne possédait des chars anciens, comme les T-55 ou les T-62, mais il a rappelé que la Garde républicaine, les troupes d'élite de Saddam Hussein, étaient équipées de T-72, le dernier cri soviétique.

« C'était un modèle d'exportation et il n'avait donc pas tous les accessoires », a-t-il souligné devant des membres du Congrès, avant d'ajouter que le meilleur avion soviétique, le MiG-29, faisait partie de l'armée de l'air adverse, mais « les Irakiens ont été incapables de s'en servir efficacement contre nous » - (Reuters)

Le président américain : « nous avons enterré le syndrome du Vietnam »

Deux jours après la victoire des alliés sur l'Irak, le président George Bush a montré, vendredi 1^{er} mars, une profonde satisfaction : « J'ai eu un jour de fierté pour l'Amérique. Et, Dieu, nous avons enterré une fois pour toutes le syndrome du Vietnam », a-t-il déclaré lors de sa première conférence de presse depuis le début de l'offensive terrestre qui a délogé les forces irakiennes du Koweït.

Pourtant, le président américain a pris peu de temps pour parler du succès, préférant évoquer les

tâches « ardues » qui attendent les alliés au Proche-Orient. « Je n'ai pas encore ce sentiment merveilleusement euphorique que beaucoup d'Américains ressentent. Ça vient. Je le ressens aujourd'hui plus qu'hier. Mais je pense que c'est parce que je veux voir la fin (de cette crise) », a-t-il dit, soulignant que Saddam Hussein était « toujours là ». Les militaires ont terminé leur travail, a conclu M. Bush : « Je veux simplement finir le mien (...) J'ai toujours du pain sur la planche » - (AFP).

An Conseil de sécurité

Les Cinq ont élaboré un projet de résolution régissant les conditions de la paix

Un consensus aurait été dégagé, vendredi 1^{er} mars, entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS) sur le projet de résolution visant à officialiser la cessation des hostilités dans le Golfe, dont la trame avait été présentée la veille par le département d'Etat américain. Ce projet, qui réintroduit le rôle de l'ONU dans le processus de paix et réaffirme « le recours à la force » prévu par la résolution 678 si l'Irak ne se conforme pas aux conditions qui lui sont imposées, devait être discuté à nouveau samedi.

NEW-YORK

de notre correspondant

Prénant note de la suspension des combats « offensifs » intervenue entre les forces alliées et l'Irak et de la nécessité de s'assurer des « intentions pacifiques » de ce pays, le texte

discuté au Conseil de sécurité, vendredi 1^{er} mars, prévoit que Bagdad accepte pleinement les douze résolutions du Conseil et, notamment :

- renonce immédiatement à toute action d'annexion du Koweït ;
- accepte le principe de sa responsabilité pour toute perte, dommage ou blessure concernant les ressortissants et les entreprises du Koweït ou de pays tiers, résultant de l'occupation illégale du Koweït ;
- commence immédiatement à restituer au Koweït tous les biens saisis par l'Irak.

En outre, il est demandé à Bagdad de cesser tout acte hostile ou de provocation contre les Etats membres ou les autres parties (y compris les tir de missiles ou les attaques des avions de combat), de désigner des commandements militaires chargés d'étudier le plus vite possible les aspects militaires d'une cessation des hostilités avec les forces du Koweït ou des Etats membres coopérant avec ce pays ; de libérer immédiatement les prisonniers de guerre sous les auspices de la Croix-Rouge. Et enfin de fournir les informations et l'assistance permettant d'identifier les mines et les explosifs

posés par l'Irak ainsi que les armes et le matériel chimique et biologique entreposé au Koweït.

Par ailleurs, il est rappelé à l'Irak que, durant la période où ce pays devra se conformer aux exigences du Conseil, les dispositions de la résolution 678 de recours éventuel à la force) restent valables. De son côté, le Koweït devra commencer la libération des prisonniers de guerre irakiens. Enfin, tous les Etats membres, les Nations unies et les autres agences de l'Organisation sont invités à coopérer avec le gouvernement du Koweït pour participer à la reconstruction du pays.

Cette dernière version a été approuvée par rapport au texte initial rédigé par l'administration américaine et qui, de l'avis général, avait peu de chances d'obtenir l'agrément de la majorité du Conseil de sécurité.

Ce document ne faisait nulle mention du rôle de l'ONU dans le processus de paix et ne prévoyait pas la levée des sanctions économiques contre l'Irak, autant de lacunes qui avaient suscité d'importantes réserves chez certains pays, notamment la Chine. Par la suite, les deux premiers points ont été introduits dans la présente mouture et la rédaction du paragraphe menaçant l'Irak d'une reprise des combats à tout instant durant la période laissée à ce pays pour se conformer aux directives onusiennes, a été remaniée pour en faire une présentation moins brutale. Le texte se contentait à présent de réaffirmer la validité de la résolution 678 qui permet « le recours à la force » si l'Irak ne se conforme pas aux engagements qui lui sont demandés.

En l'état actuel du projet de résolution qui s'apparente à un acte de capitulation pour l'Irak et qui pouvait être adopté dans les vingt-quatre heures, le point important reste l'absence de référence à la levée de l'embargo militaire et économique frappant ce pays. Preuve que sur ce chapitre, les alliés veulent avancer pas à pas, en échange des informations sur la nature du nouveau régime qu'ils souhaitent voir instauré à Bagdad.

SERGE MARTI

Radio-Bagdad continue d'exalter le soutien à « Saddam »

Partagés entre le deuil et le soulagement, les habitants de Bagdad sont allés dans les mosquées, vendredi 1^{er} mars, afin de « prier pour la paix », sans la peur d'être pris dans des bombardements. La plupart d'entre eux avaient un parent ou un ami dans l'armée.

Ils se sont rendus aussi dans les souks, où les bougies, les lampes à huile, les générateurs individuels, sont devenus des biens de première nécessité dans une ville privée d'eau, d'électricité et de carburant après six semaines de bombardements. Les responsables de la production électrique disent qu'il faudra au moins trois ans pour remplacer certaines centrales détruites.

Radio-Bagdad a commencé à diffuser de nouvelles chansons célébrant l'attachement des Irakiens à leur dirigeant bien-aimé : « Ne l'abandonne pas, ton Irak est en sécurité », « Seul Dieu sait combien nous t'aimons, ô Saddam », Le Parti Baas a rendu hommage vendredi à son chef, et affirmé : « Les Arabes et les musulmans placent l'honneur de la victoire dans les mains du commandant de

l'Irak ». A Bassorah, seconde ville du pays, les témoignages rapportés par la presse britannique font état d'une situation anarchique et indiquent que des signes de révolte contre Saddam Hussein sont perceptibles.

Selon le Financial Times, les responsables du parti Baas au pouvoir auraient quitté la ville, tandis que de nombreux soldats chercheraient également à fuir. Le quotidien raconte comment la population a manifesté sa joie vendredi lorsque l'équipage d'un blindé a ouvert le feu sur un portrait géant de Saddam Hussein en pleine ville, sans que les troupes présentes sur les lieux n'interviennent. Les éléments de l'armée restés fidèles au régime continuent leurs exactions contre les ressortissants égyptiens présents à Bassorah. Ils auraient assassiné entre dix et vingt d'entre eux ces derniers jours.

Radio-Bagdad a qualifié d'« imaginables », vendredi, les destructions en Irak, et indiqué que « rien de significatif n'est resté des objectifs soumis aux attaques répétées » des alliés. « Jamais les droits de l'homme n'ont été autant violés », a

poursuivi la radio irakienne, qui a affirmé aussi : « L'invasion américaine ne visait pas seulement à reprendre le Koweït, mais à faire plier l'Irak, détruire ses capacités et ensuite le diviser en mini-Etats. Cet objectif a été inspiré par l'entité sioniste (...) C'est pourquoi, bien que nous n'ayons pas pu réaliser tous nos objectifs, nous pouvons estimer que l'Irak sort victorieux de cette confrontation, car il a pu (...) préserver l'unité et l'intégrité de son territoire ».

D'autre part, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a exigé vendredi le « retrait immédiat » des forces américaines qui se trouvent en territoire irakien. Selon lui, une force américaine et occidentale composée de chars et de soldats se trouve dans plusieurs secteurs de la route reliant Nassirya et Samawa, au sud de l'Irak. Cette force, a affirmé le ministre, est plus importante qu'avant le cessez-le-feu et mène des « actions provocatrices » - (AFP, Reuters)

La « mère des batailles » à toutes les sauces...

Depuis que le président Saddam Hussein a tenté de stimuler ses troupes et d'effrayer la coalition alliée en qualifiant la guerre du Golfe de « mère de toutes les batailles », l'expression « mère de tous... » a fait une percée dans le vocabulaire américain et est en train de devenir l'une des formules les plus employées du moment : la « mère » d'une floraison de nouvelles expressions.

Pour accueillir avec panache les soldats de retour du front, les membres du conseil municipal de New-York ont annoncé, vendredi 1^{er} mars, l'organisation future d'une « mère de toutes les parades » à Manhattan. De son côté, le secrétaire à la défense,

Dick Cheney, avait déjà qualifié la déroute irakienne de « mère de toutes les retraites », tandis que les journalistes américains, admiratifs devant le talent de communicateur du général Schwarzkopf, ont baptisé ses points de presse de « mère de tous les briefings ».

Les journaux s'en donnent à cœur joie, et on peut lire des titres tels que « Maintenant, la mère de tous les problèmes : que faire de Saddam Hussein ? », tandis que, pour qualifier la seconde guerre mondiale, un journaliste n'a pas hésité à parler de « mère de la mère de toutes les batailles » - (AFP).

Le roi de Jordanie prêche la réconciliation dans le monde arabe

Dans son premier discours depuis celui du 6 février, qui avait irrité Washington parce qu'il défendait la position de l'Irak et critiquait sévèrement l'attitude des alliés, le roi Hussein de Jordanie a lancé, vendredi 1^{er} mars, un appel en faveur d'une réconciliation du monde arabe. « En ce jour, nous voyons le début d'une nouvelle ère arabe, une nouvelle aube entre l'Irak et le Koweït marquée par la réconciliation et la reconstruction dans les deux pays », a-t-il déclaré.

Le souverain s'est adressé indirectement aux Etats-Unis et à leurs alliés arabes, qu'il avait dénoncés pour les destructions en Irak. « Nous voulons assurer le monde entier que la Jordanie garde ses bras grands ouverts pour tous ceux qui souhaitent établir des relations amicales basées sur le respect mutuel et la coopération », a-t-il dit.

Le souverain, dont le pays a particulièrement souffert économiquement du conflit, a mis en garde contre un accroissement du fossé entre

pays riches et pays pauvres. « Nous devons aussi focaliser notre attention sur les disparités croissantes entre pays riches et pays pauvres qui entraîneraient une agitation politique et sociale incessante si elles ne sont pas traitées au niveau des institutions (...) et non pas seulement comme une expression de charité », a-t-il déclaré.

« C'est par une adoption large de la démocratie dans les pays arabes que nous pourrions au mieux préserver la nation arabe des pièges des conflits

armés », a-t-il encore dit. La Jordanie, a poursuivi le souverain, est satisfaite que le Koweït ait retrouvé son indépendance, mais sa population sympathise aussi avec « nos frères irakiens, qui pensent leurs plaies et leur douleur ». Le roi a également appelé la communauté internationale à accorder au problème palestinien le même intérêt que celui manifesté pour le Koweït - (Reuters)

L'inscription « Armée jordanienne arabe ». Quelques heures auparavant, un haut responsable jordanien s'était « étonné » de la publication répétée d'informations non vérifiées sur de récentes livraisons d'armes de la Jordanie à l'Irak, et avait affirmé qu'Amman n'avait fourni des armes à Bagdad qu'en 1982 et 1983 - (AFP, Reuters)

LE CONFLIT DU GOLFE

Les raisons d'une débâcle

Les Irakiens ont connu une déroute technologique, logistique et tactique, mais gardent trente divisions dans le Nord et autour de Bagdad

La « quatrième » armée du monde – ce rang a été conféré à l'armée irakienne par le secrétaire américain à la défense en personne – s'est écroulée comme un château de cartes. Elle ne méritait, donc, ce classement que sur le papier, lorsque les États-majors se contentent de comptabiliser les matériels en présence, sans pouvoir mesurer la qualité des chefs et des combattants qui les servent.

De ce point de vue, seule la guerre est une sanction sans appel qui révèle – mais a posteriori – l'état réel des forces qui s'affrontent. Méritait-elle, l'armée irakienne, cette appréciation, toute subjective à vrai dire, de M. Dick Cheney ou s'est-il agi, pour le ministre américain, de tromper son monde en surestimant l'adversaire pour mieux l'endormir et, ainsi, doper davantage la coalition militaire qui allait lui être opposée ?

La résolution de cette alternative demandera du temps aux analystes qui, d'ores et déjà, ont entrepris de classer l'état exact de cette armée irakienne avant, puis pendant et, enfin, après la bataille qu'elle a perdue au Koweït.

Ce travail ne sera pas inutile si l'on sait qu'il reste, dans le nord de l'Irak et autour de Bagdad, une trentaine de divisions intactes, non engagées dans le conflit et probablement mal entraînées. Avec, ici ou là, un millier de chars, un millier de blindés, un millier de pièces d'artillerie récupérées du Koweït, des armes chimiques, les quelques deux cents hélicoptères – sans oublier les avions de combat – demeurés sous abris ou stockés en d'autres lieux, dont les cotés n'ont pas trouvé trace sur le théâtre de leurs opérations et que le régime de M. Saddam Hussein n'a pas alignés pour conserver, encore, des atouts dans sa manche.

Un fait reste néanmoins acquis : les infrastructures chimiques et nucléaires de l'Irak, c'est-à-dire sa capacité à renouveler ou à compléter sa production en la matière, ont été

détruites en grande partie dès le début des opérations.

A vrai dire, le débat qui est posé ne doit pas être l'être dans les termes choisis par M. Cheney. On peut, en effet, continuer de prétendre que les forces irakiennes n'ont pas été surestimées – si l'on considère leur suréquipement quantitatif malgré une évidente inaptitude à manipuler des matériels aussi modernes – et on peut souligner, en revanche, que M. Saddam Hussein a sans doute sous-estimé les effets de l'action des alliés sur le moral, l'organisation, le savoir-faire et la logistique de son armée.

Une troupe démotivée

Sous la pression d'une coalition qui a joué à la fois la vitesse, la violence, la diversion et la surprise, la défaite militaire des Irakiens est une déroute technologique, logistique et tactique. Mais elle est aussi le fruit de la débâcle et de la démotivation d'une armée qui n'y croyait plus du tout.

Deux exemples cités de source militaire française en font foi à leur manière. Le premier a trait aux premiers jours de janvier, avant le déclenchement de l'opération « Tempête du désert » : la hiérarchie irakienne a fait main basse sur tous les transistors dans la troupe, comme si elle redoutait la désagrégation des unités à l'annonce de mauvaises nouvelles apprises autrement que par la radio officielle, et elle a interdit le port de sous-vêtements blancs, pour éviter que ceux-ci puissent être agités en signe de révolte. Le second fait se rapporte aux heures qui ont précédé immédiatement l'assaut terrestre contre le Koweït : une majorité des cadres irakiens sur le terrain, étaient des civils issus du parti Baas au pouvoir, ont fui la zone des combats pour remonter vers le nord, lais-

sant leurs subordonnés désarmés. On touche là, probablement, à l'un des mystères non encore élucidés de ce qui s'est passé avec une partie de l'armée de l'air irakienne, lorsque des avions de combat et de transport – dont on a évalué le nombre à plus de cent soixante-dix – ont atterri en Iran.

Défection ? Ruse de M. Saddam Hussein pour préserver une carte maîtresse dans la future négociation ? On l'ignore. Mais il pourrait s'agir, dit-on aujourd'hui, de leur mise hors jeu, voire de leur mise sur la touche, décidée par des pilotes irakiens qui n'ont plus voulu participer aux combats parce qu'ils ont compris que la supériorité alliée, en matière de contrôle de l'espace aérien dans le Golfe, vouait à l'échec leurs missions à venir.

Tout donne à croire que l'armée irakienne, dans le sud du pays et au Koweït, a été comme écorchée, absourdie, ou usée par quarante-trois jours de bombardements aériens (pas moins de cent six mille sorties au total) et de tirs d'artillerie préventifs à partir du 17 janvier, puis par cent heures de combats aéroterrestres, après le 23 février, qui l'ont martelée.

Un embargo efficace

L'embargo décrété par l'ONU a été efficace à sa manière. Il a empêché Bagdad de remplacer les pertes de ses matériels de guerre, quand, de leur côté, les alliés cumulaient les armes de haute technologie (missiles guidés avec précision et lancés à distance de sécurité pour le tir, équipements de vision nocturne, avions « furtifs », brouillage électronique) censées désorganiser le système irakien de commandement, déjà passif par lui-même, et provoquer le désarroi des troupes au sol. Abandonnés par leurs officiers,

apprenant dès le 13 février que M. Saddam Hussein était prêt à quitter le Koweït comme il avait déjà restitué ses acquis territoriaux précédents à l'Iran, isolés et pris dans un étau qui s'était reformé sur un ennemi pour lequel ils n'avaient pas envie de mourir, les soldats irakiens ont préféré s'évanouir dans le désert ou se rendre sans vraiment combattre.

L'heure de la défaite avait sonné avant l'ordre de la retraite pour une armée irakienne qui, de surcroît, n'eût même pas le temps – consciente des capacités de contre-mesure des alliés – de recourir aux équipements occidentaux qu'elle avait achetés sans toujours les payer.

Une stratégie archaïque

De même, elle a, contre toute attente, renié ses armes chimiques, dont étaient dotées certaines unités, puisque, par exemple, on a retrouvé, selon l'état-major français, des mines à yperite dans le sud du Koweït. D'aucuns spéculent sur un geste de désobéissance de commandements locaux, sur le terrain, qui auraient contrevendu à l'ordre d'usage de leur arsenal chimique et dont l'indiscipline aurait raccourci la durée des hostilités.

Rien n'est moins sûr. L'un des objectifs fixés et atteints par le général Norman Schwarzkopf, qui a commandé l'opération « Tempête du désert », aura été, d'entrée de jeu, de priver les Irakiens de leurs « yeux », selon sa propre expression, en s'en prenant à leurs possibilités de déceler par avion le déplacement des forces alliées. Bagdad a été, très tôt, dans l'ignorance des mouvements de la coalition. A cela, il faut ajouter que le plan de l'intervention alliée a reposé sur la mobilité permanente, cherchant à brouiller les pistes, simulant des attaques d'où elles ne venaient pas, se dérobant et cachant le

véritable axe d'effort principal. Il était, dans ces conditions, difficile aux Irakiens d'identifier et de suivre les cibles qui exigeaient un traitement chimique.

En accrochant ses forces au Koweït, derrière une forteresse qu'il avait jugée imprenable, sauf à consacrer à sa reconquête un saut excessif pour des Occidentaux aux économes de la vie humaine, le chef suprême de l'Irak a raté son coup. Persuadé que la vieille règle était toujours d'actualité, qui prévoyait trois attaques pour réussir à faire le siège d'un défenseur dans une guerre de positions, M. Saddam Hussein a opté pour une stratégie assez archaïque : il s'est de lui-même mis dans

une nasse, à l'heure où, au contraire, les armes modernes, par leur potentiel extrême de destruction à distance, donnent un avantage au professionnel qui sait les manier sur le soldat de fortune. Cela étant, on ne peut pas exclure totalement que, dans le nord du pays et autour de Bagdad, des forces aient été mises à l'écart pour préparer un second « round ». Le président irakien a usé, face à l'Iran, de ces périodes de répit pour repartir de plus belle à la bataille. A ce jeu dangereux, M. Saddam Hussein peut spéculer sur l'idée que la coalition, tous partenaires confondus, ne maintiendra pas indéfiniment 645 000 hommes sur le pied de guerre en Arabie saoudite.

JACQUES ISNARD

Les forces irakiennes ont subi des pertes très importantes

Après les combats et tandis que le cessez-le-feu est à peu près respecté sur le terrain par les belligérants, le temps est venu de dresser le bilan des pertes, ou du moins de tenter de le faire. Si le bilan allié est précis – bien qu'il continue de s'allonger, avec, vendredi, la mort de deux médecins américains qui ont sauté sur une mine –, celui des pertes irakiennes demeure impossible à dresser. Pour le moment, les estimations oscillent entre 60 000 et 175 000 prisonniers, tandis que le chiffre des morts va, selon les sources, de quelques dizaines de milliers de tués à 150 000. Les effectifs irakiens engagés dans le conflit étaient d'environ 550 000 hommes, dont 110 000 pour la garde républicaine.

Les responsables militaires alliés demeurent prudents sur ce sujet, se limitant à des éphémères. Le général Neal, porte-parole de la coalition à Riyad, a dit vendredi 1^{er} mars que les pertes humaines irakiennes « vont apparaître énormes ». Le général Schwarzkopf, commandant de l'opé-

été tués après avoir été torturés, parmi lesquels sans doute un Britannique, a affirmé, samedi à Dharhan, un officier allié de haut rang, citant les services de renseignement militaires. Cependant, le ministre italien de la défense a annoncé vendredi que la Croix-Rouge italienne avait été informée par le Croissant-Rouge algérien que tous les prisonniers de guerre détenus par l'Irak étaient en bonne santé.

Carnage sur Faw et Bassorah

Outre les bombardements, la bataille avec la garde républicaine irakienne au sud de la ville de Bassorah a fait de nombreuses victimes. Cette grande confrontation finale, qui a opposé les divisions de la garde prétorienne du régime de M. Saddam Hussein à environ 250 000 soldats américains et britanniques, avait commencé dimanche 24 février par une vaste

Comment la garde républicaine a été prise à revers et anéantie

Quarante-deux heures d'une bataille confuse

La grande bataille finale entre les forces alliées et les troupes d'élite de la garde républicaine irakienne, qui a scellé définitivement le sort de la guerre, aura duré quarante-deux heures.

Environ 250 000 hommes, représentant huit divisions américaines, britanniques et françaises, ont été engagés dans cette gigantesque opération qui a débuté, dimanche 24 février, aux premières heures de l'offensive terrestre alliée, par une manœuvre secrète de contournement à travers les plaines désertiques du sud de l'Irak.

Deux jours plus tard, les chars de la 3^e division blindée américaine arrivaient dans le dos de la garde républicaine, fer de lance des forces irakiennes, puissamment retranchées en prévision de la « mère des batailles » promise par Saddam Hussein. Si certains de leurs soldats se sont battus avec acharnement, les Irakiens avaient un handicap majeur : leurs canons étaient pointés dans la mauvaise direction. L'état-major de Bagdad s'attendait à une attaque venue du sud, à travers le Koweït.

Mais les alliés ont frappé à revers. Et c'est seulement quand ils ont aperçu les premiers T-72, le char le plus moderne de l'ar-

mée irakienne, qu'ils se sont rendus compte qu'ils avaient affaire à la garde républicaine.

Surgissant en pleine tempête de sable, la 3^e division américaine a fait appel à l'aviation et à l'artillerie pour enfoncer une première ligne irakienne, déployée dans des dunes truffées de chars et de bunkers. Les Irakiens ont assisté interdites à cet assaut. « Au fur et à mesure que nous débordions leurs positions, on voyait des types debout qui ne bougeaient pas. Ils ne se rendaient pas compte de ce qui se passait », a déclaré le capitaine Richard Turner, dont la compagnie a détruit quarante blindés ennemis. « La plus grande confusion régnait », a témoigné Glen Wilson, canonier d'un char M-1A1 Abrams, qui s'est retrouvé en pleine nuit entre deux véhicules blindés irakiens en même temps qu'il traitait sur un T-72.

Des chameaux égarés

La manœuvre d'encerclement, la plus importante jamais menée depuis la seconde guerre mondiale, avait donc commencé, tôt dimanche matin, quand des dizaines de milliers de véhicules ont franchi la frontière saou-

dienne pour pénétrer en Irak. Fortement colonnés, ils ont progressé sous feu éteint, en prenant bien soin de suivre les mêmes traces par précaution contre la présence éventuelle de mines. Vêtus de leur combinaison de protection chimique, les chauffeurs conduisaient avec leurs appareils de vision nocturne. Et c'est mardi après-midi que les combats ont débuté.

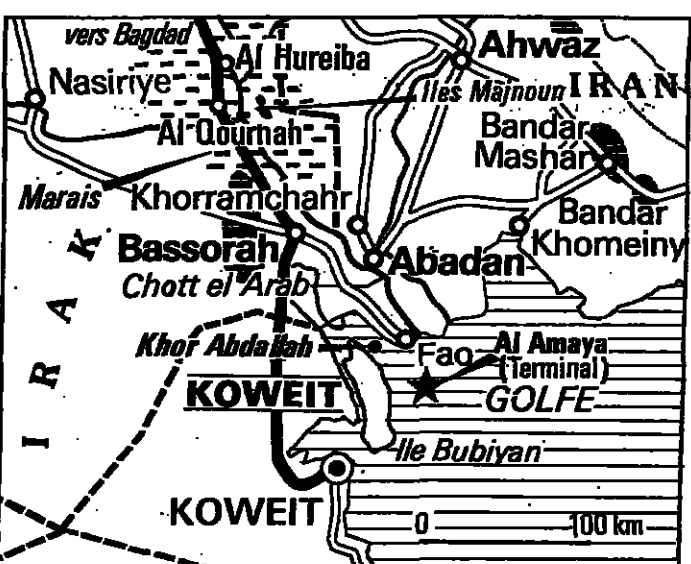
Vers 17 heures, les premiers tirs d'artillerie signalaient que l'avant-garde de la 3^e division blindée venait d'accrocher le flanc droit de la garde républicaine. A la nuit tombante, les hélicoptères Apache et les avions A-10 « tueurs de chars » commencent à entrer en action. Mais les Américains ont dû se passer de cette couverture aérienne, au cours de la nuit, quand leur colonne s'est trouvée en plein milieu d'unités irakiennes en fuite.

Par la suite, les chars de tête se sont heurtés à des lignes de T-62 enterrés. Cet obstacle a, lui aussi, été débordé, même si les visuels de tir laser des blindés américains ont été rendus un temps inopérants par des vents de sable et si les équipages ont été perturbés par la multiplication

de points mystérieux sur leurs écrans de contrôle : ceux-ci devaient représenter plus tard que ces points représentaient des chameaux égarés...

Les combats ont continué toute la nuit, dans une certaine confusion, les Américains ayant du mal à distinguer les Irakiens qui se rendaient de ceux qui continuaient à se battre. Après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, vendredi, le général Bill Nash, commandant de la 1^{re} brigade, a ordonné à ses troupes de rester sur place pour faire sauter tous les bunkers et les blindés ennemis encore intacts.

Des plans de bataille décevants dans des sursis ont confirmé que les Irakiens s'attendaient à une attaque par le sud. Des prisonniers ont déclaré que les bombardements aériens intenses, avant l'offensive terrestre, les avaient privés de tout ravitaillement en vivres et munitions pendant cinq jours. Certains se sont plaints de la fuite de leurs officiers avant la bataille. « On ne leur avait pas donné l'ordre d'attaquer », a raconté un officier américain. Un chef de bataillon que nous avons interrogé a déclaré qu'il n'avait reçu aucun ordre, juste celui de rester là. – (Reuters.)



ation « Tempête du désert », a refusé de chiffres « très importants » mais s'est refusé brutalement à toute estimation du nombre des morts (« body count »). Quant au porte-parole britannique, le colonel Stevens, il a même refusé d'aborder cette question : « Je ne suis pas ici pour discuter de la pornographie de la guerre », a-t-il déclaré.

La chaîne de télévision américaine NBC a néanmoins cité des « experts des services de renseignement américains et alliés », selon lesquels les Irakiens auraient pu avoir jusqu'à 150 000 tués, pour la plupart au cours des bombardements. NBC ajoute que des dizaines de milliers de morts ont été enterrés dans des fosses communes par leurs camarades. Selon le porte-parole du Pentagone, le général Kelly, ces inhumations auraient eu lieu secrètement, de nuit, pour ne pas nuire au moral des troupes.

Le nombre des prisonniers de guerre irakiens demeure également imprécis, et il continue à s'accroître chaque jour. Il est de 60 000 pour les Américains, qui ne comptent que les prisonniers répertoriés dans des camps. Des sources françaises ont parlé de 80 000, des Britanniques de 175 000. Quant aux prisonniers alliés aux mains de Bagdad, ils sont au nombre de treize. La télévision irakienne avait parlé de dix, mais les autorités de Bagdad n'ont fourni aucune notification, comme le prévoient pourtant les conventions de Genève, au Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Selon les rares informations disponibles, certains prisonniers ont été utilisés comme « boucliers humains » ; l'un d'entre eux aurait trouvé la mort, d'autres auraient été blessés. Deux prisonniers auraient

manœuvre de contournement. La bataille aura duré quarante-deux heures, faisant un véritable carnage en hommes et en matériel dans l'armée irakienne.

Autre scène de carnage, l'auto-roue Koweït-Bassorah, empruntée par des milliers de véhicules, civils et militaires, dans lesquels les soldats irakiens ont tenté de fuir l'avance des alliés. Sur des kilomètres, ces enchevêtrements de véhicules calcinés remplis de corps et de marchandises volées (télévisions, magnétoscopes, meubles, parfums, bijoux), qui ont été pris pendant cinq heures dans un déluge de feu allié, donnent une image de carnage « apocalyptique ». De nombreuses bombes à fragmentation ont été utilisées, certaines n'ont pas explosé.

« Environ 80 cadavres ont été enlevés de ce fatras, mais Dieu sait combien il en reste », déclarait vendredi un officier américain. Dans une voiture criblée de balles, on a retrouvé les quatre occupants, une famille, recroquevillée sur la banquette arrière. « Il m'est impossible de trouver les mots pour décrire cela. J'ai vu d'incroyables scènes de carnage. Il y avait partout des cadavres atrocement mutilés et calcinés », ajoutait un officier britannique. Certains cadavres ne sont plus qu'un amas de cendres le long de la route.

On peut se demander si les victimes sont toutes irakiennes et s'il ne pourrait pas se trouver parmi elles des otages koweïtiens. De source koweïtienne, on estime à 22 000 le nombre d'otages emmenés par les Irakiens dans leur fuite. Les retrouver est, pour l'émirat, une question prioritaire. – (AFP, Reuters, AP, UPI.)

Selon un rapport de l'OMS et de l'UNICEF

L'Irak est menacé de graves épidémies

NEW-YORK

de notre correspondant

Bagdad n'a plus d'électricité, plus de téléphone, plus d'essence pour les véhicules civils, mais le problème vital pour la capitale et pour l'ensemble du pays reste la menace de graves épidémies due à l'importante pollution des eaux du Tigre, seule source d'approvisionnement de la population depuis la destruction de nombreuses canalisations et stations de pompage et de filtrage de l'eau.

D'ores et déjà, on enregistre quatre fois plus de cas de diarrhées qu'avant la guerre, constatent les sept personnes de l'équipe envoyée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance

(UNICEF), pour constater l'état sanitaire de l'Irak. L'équipe est restée sur place du 16 au 21 février, et son rapport a été présenté le 1^{er} mars à l'ONU par M. Hiroshi Nakajima, directeur général de l'OMS, et par M. James Grant, son homologue de l'UNICEF.

La situation des femmes et des enfants est particulièrement critique en raison de l'absence d'eau non polluée, mais aussi à cause du manque de chauffage et de certains aliments tels que le lait. Plus de 70 % des femmes (le double de la normale) accouchent maintenant chez elles et non plus à l'hôpital, compte tenu de la destruction des installations et de la crainte des bombardements, surtout la nuit, ajoutent ces observateurs, qui opèrent sous mandat de l'ONU, ont

introduit en Irak un convoi de douze camions chargés de médicaments et de matériel médical. A ce sujet, l'équipe onusienne constate que l'Irak a dû stopper sa production de vaccins, faute d'électricité, aggravant d'autant les risques de contamination.

Evaluation de l'aide humanitaire

En attendant que les stocks de vivres et de médicaments, entreposés dans la région, soient acheminés vers l'Irak et le Koweït, une décision qui doit être agréée (pour tout ce qui n'est pas médical) par le comité des sanctions du Conseil de sécurité, ces observateurs préconisent des mesures d'aide d'urgence pour la population de Bag-

dad (quatre millions d'habitants), mais aussi pour l'ensemble du pays (dix-huit millions, dont 4 % de nourrissons). Ils proposent notamment de débloquer une aide d'urgence de 1,3 million de dollars afin de rétablir, pour une durée de trois mois, le fonctionnement des stations de traitement des eaux, seul moyen d'éviter la propagation des épidémies.

De son côté, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a désigné M. Ahtisaari, secrétaire général adjoint, pour se rendre dans plusieurs pays du Golfe afin d'évaluer l'importance de l'aide humanitaire que les Nations unies pourraient leur apporter.

SERGE MARTI

LE CONFLIT DU GOLFE

Dans l'émirat libéré

A la recherche des frères et des fils

Koweït

de notre envoyé spécial

La première obsession des Koweïtiens, ce sont les ordures. Les monstrueuses ordures que les Irakiens, dans leur fuite éperdue, ont laissées derrière eux. Partout. Le long des autoroutes. Dans les salles dévastées de toutes les casernes sordides. Dans les caniveaux, à la porte des immeubles. A chaque coin de rue, c'est un amoncellement de détritus militaires-civils, un bric-à-brac de chaussures, linge de corps militaire, gamelles, cahiers, ordres du jour, modes d'emploi de masques à gaz. Quatre jours après la fuite des Irakiens, il n'y a pas de masques et les munitions sont visibles, depuis leur départ, « on s'est servi ».

Oui, mais si Abdel Kader est venu vendredi après-midi devant la grille de l'ambassade de France, c'est parce qu'il cherchait son frère que les Irakiens ont emmené jeudi dernier. Et une rumeur folle avait couru dans Koweït, une rumeur comme toutes celles qui se créent dans les villes privées de téléphone, de télévision, de radio, de journaux et aussi - c'est un comble ici - d'essence : des Français détiendraient la liste de tous les otages, ultimes « boucliers humains » rafiés par les fuyards irakiens.

D'où est née cette rumeur ? Sans doute de l'écoute des radios étrangères. Certains ont-ils appris que la mission de la division « Dague » était d'arrêter la fuite des Irakiens ? Qui en a déduit que les Français ont intercepté les autobus d'otages ?

Toujours est-il qu'on s'entasse devant l'ambassade pour venir chercher des nouvelles des frères et des fils que l'occupant a rafiés au hasard des rues, à la sortie des mosquées, pour terroriser la population et la dissuader de se révolter alors que se précisait la menace de l'offensive terrestre alliée. Et, à en juger par le défilé à l'ambassade de France, ils ont dû avoir la main lourde, très lourde.

Abdel Kader, donc, vient chercher des nouvelles de son frère. Et se propose d'emmener les journalistes étrangers dans une école de son quartier que les Irakiens utilisaient comme « salle de tortures ». Dans la cour de l'école, trois camions militaires irakiens abandonnés. Les salles de classe, dont les soldats n'ont même pas pris le temps de retirer les dessins d'enfants, ont servi de dortoirs, de cuisine, de cantine et... « Ici, regardes », explique notre guide. Dans un coin, un fil électrique dénudé.

A côté, un lavabo et un broc. « C'est ici qu'ils torturaient », assure notre banquier, en s'asseyant sur une chaise et en se plaçant le fil à l'endroit des parties génitales. Comment le sait-il ? « On » lui a dit. Lui-même ne connaît personne qui ait été vic-

time de sévices. Il fait grand cas de l'utilisation d'une « batterie » alors que l'électricité n'a été coupée que la semaine dernière. L'ensemble n'est qu'à demi convaincant.

Le bilan précis des exactions irakiennes sera difficile à établir. Un chiffre semble indiscutable, et un seul : depuis le 2 août dernier, les hôpitaux de la ville ont enregistré deux mille morts violentes, selon M. Jehad Al Gharabally, directeur adjoint de la santé de l'émirat, qui vient d'être domicilié à l'hôpital Moubarak, son bureau ayant été « miné » par les Irakiens.

Parmi ces deux mille morts, un tiers environ de soldats irakiens et deux tiers de civils koweïtiens, des hommes dans leur immense majorité - M. Al Gharabally évoque seulement une douzaine de femmes - et de tous âges. Un bon nombre d'entre eux avaient été torturés : oreilles sectionnées, os percés à la perceuse électrique, boîtes crâniennes enfoncées à coups de marteau, « tout ce que vous pouvez imaginer », dit-il. A travers son récit, on peut reconstituer à grands traits une histoire de l'occupation irakienne.

Certitudes et rumeurs

Des premières semaines très violentes, aux alentours de septembre, au cours desquelles la résistance semble avoir multiplié les actions contre des soldats irakiens, subissant en contrepoint une sanglante répression. Plusieurs mois d'accalmie relative, la répression ayant porté ses fruits. Et enfin, dans les dernières semaines, une nervosité croissante des occupants qui, sentant la fin prochaine, ont dû multiplier les exécutions d'intimidation.

« Le scénario était souvent le même, assure M. Al Gharabally. Soupçonné d'activités subversives, la victime était emportée par les Irakiens, torturée, exécutée, et son cadavre déposé devant la porte de la maison de sa famille. Après quoi, les Irakiens appelaient l'hôpital pour qu'on vienne le rechercher. Certes, nous n'en avons reçu que mille cinq cents environ, mais je le soupçonne d'en avoir emporté bien davantage dans le but d'effrayer la population. »

Voilà pour les certitudes. Le reste relève de la rumeur. Ainsi, l'accusation selon laquelle les Irakiens auraient arraché des prématurés de leur couveuse paraît infondée. « Je connais le médecin qui a lancé cette rumeur, assure M. Al Gharabally. Mais aucun hôpital ne m'a signalé de tels actes. En revanche, les Irakiens, peu avant leur fuite, ont emporté un lot de couveuses à Bagdad. » Et, dans un sourire : « Mais ils ne savaient pas que nous en possédions des stocks importants. Cela ne nous a pas manqué. » Si l'on se raconte comment les soldats ont

fait main basse sur tous les bijoux qu'ils ont pu trouver, toute la ville colporte aussi l'histoire de ces soldats goûtant, dans les parfumeries, les crèmes cosmétiques, persuadés qu'il s'agissait de denrées alimentaires.

On raconte aussi, sourire en coin, comment les occupants démontaient les climatiseurs pour les emporter à Bagdad, en oubliant simplement la moitié des appareils. Rumeurs, contre-rumeurs. Qu'en fut-il exactement du rôle de « collabo » prêté par les Koweïtiens à certains Palestiniens ?

« Alors que nous avions tout de suite retiré les plaques des rues, ce sont les Palestiniens qui ont indiqué aux Irakiens les maisons des officiers ou des notables », assure l'un. « Après leur départ, ils se sont précipités dans les casernes pour faire disparaître les preuves de leur collaboration », renchérit un autre. Toujours est-il que, vendredi soir, on ne constatait rien qui ressemblât à un début d'épuration ou de règlement de comptes dans une ville où l'ordre n'était assuré que par des barbares de résistants de la dernière heure arborant farouchement un brassard marqué de la lettre « K ».

Les seuls coups de feu entendus étaient ceux de la fantasia rituelle de ces « résistants ». Chaque soir, ils saluent à coups de kalachnikov l'heure où la ville allume ses chandelles et ses lampes à pétrole et se penche avec désolation sur le contenu périmé de ses opulents congélateurs. Ainsi, donnent-ils à cette ci-devant Zurich un faux air de Beyrouth. Il est vrai que, selon certaines sources médicales, ces manifestations de joie ont déjà causé douze blessés.

DANIEL SCHNEIDERMAN

La France souhaite toujours « une consultation démocratique » au Koweït

La France, tout en soutenant totalement « le rétablissement des autorités légales au Koweït », continue à souhaiter « une consultation démocratique » dans ce pays, a indiqué, vendredi 1^{er} mars à Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères.

M. Daniel Bernard a rappelé la déclaration du président François Mitterrand, le 24 septembre dernier devant l'Assemblée générale de l'ONU, souhaitant « que le rétablissement des autorités légales au Koweït soit accompagné d'une consultation démocratique ». Ce propos « reste entièrement d'actualité », a ajouté le porte-parole. M. Mitterrand avait estimé que la communauté internationale pourrait « garantir la restauration de la souveraineté du Koweït et l'expression démocratique des choix du peuple koweïtien ».

Le martyre du Koweït

Suite de la première page

Au premier étage, dans trois pièces sombres que l'armée irakienne a tenté d'incendier avant de partir, des petits générateurs électriques, ou sont encore attachées les chaînes des tortionnaires, des câbles dans tous les sens, des crochets aux murs, des tuyaux, parlent d'eux-mêmes.

Combien de personnes ont subi ces traitements ? « Difficile à dire. Le Koweït est tout petit, affirme Hamad, on saura bien un jour. N'oubliez pas, pendant toute cette période nous ne sortions pas beaucoup de peur de se faire arrêter dans la rue. Maintenant on va pouvoir établir un bilan. »

L'histoire du major Salem, entré par hasard chez Hamad, n'est qu'une parmi d'autres. Officier dans la police, cet homme de trente ans, à l'épaisse barbe noire qui mange son visage sous le keffiyeh, a vécu ces sept mois dans la clandestinité. « Je ne suis sorti que pour changer de maison toutes les quarante-huit heures à peu près. Les Irakiens connaissaient mal nos papiers d'identité. Je passais les barrières avec une carte sans profession, dit-il en souriant. J'avais caché mon uniforme, mes certificats, mes étiquettes dans un faux plafond, et ils n'ont jamais rien trouvé. »

Major dans l'armée de l'air, son frère a eu moins de chance. Arrêté dès le 2 août, il était détenu à Mossoul au nord de l'Irak, où ses parents ont pu aller le voir. « Il était en bon état », précise Salem. Ses deux autres frères, vingt-deux et vingt-six ans, ont été relâchés jusqu'à samedi dernier à sortir indemnes des événements.

« Mais, précise Salem, les Irakiens sont arrivés dans notre rue samedi à 9 heures du matin dans un bus. Ils ont frappé chez nous, mon père leur a ouvert. Ils ont demandé : combien de fils avez-vous et où ils sont-ils ? Quand j'ai entendu cela, j'ai sauté le mur de la cuisine pour me réfugier chez mon oncle dont la maison venait d'être fouillée. Mes deux frères dormaient. Ils les ont sortis, ils leur ont attaché les mains et fait monter dans le car qui les suivait et qui se remplissait au fur et à mesure. Mes parents ont sauté et se sont enfuyés. Les Irakiens ont sauté cinq ans les ont suppliciés. Ma mère leur embrassait les mains. Un soldat a braqué son revolver sur la tempe de mon père et leur a dit : « partez, ou je vous tue ». Ils les ont bousculés. Depuis ma mère n'a rien mangé. »

Une résistance critiquée

Les témoignages sur les arrestations de ces trois derniers jours de l'occupation sont innombrables. « Les Irakiens nous ont dit qu'ils voulaient avoir de vingt à trente personnes pour les échanger ensuite », affirme un médecin de l'hôpital Moubarak, qui révèle aussi que depuis ce jour le directeur de l'hôpital et son adjoint ont disparu. Sans discrimination, ces arrestations ont, semble-t-il, démarré dès le vendredi. Un cer-

tain nombre de personnes, dont des jeunes filles, auraient été notamment arrêtées à la sortie des mosquées, et ces arrestations se sont poursuivies jusqu'à dimanche. Depuis, personne n'a eu de nouvelles de ces innombrables otages du président irakien, dont le nombre est évidemment difficile à établir.

Proche de la résistance koweïtienne, le major Salem avoue aujourd'hui que celle-ci a surtout servi de prétexte principal à toutes les arrestations opérées par les Irakiens. Son principal résultat positif, avoue cependant ce policier, a été son travail d'information à l'extérieur, qui permettait aux militaires de savoir quasiment jour par jour, par fax, téléphone, films vidéo, ce qui se passait dans le pays pendant sept mois quasiment coupé du monde. « Cela a été utile. Le reste était négligeable, et nous a valu beaucoup d'ennuis. »

La résistance ne fait pas l'unanimité des Koweïtiens, qui la rendent responsable de beaucoup de leurs souffrances. « On ne peut pas lutter contre des chars avec des kalachnikov », affirme à cet égard Ali, et pour un soldat irakien tué comme ça, au coin d'une rue, combien de Koweïtiens ont été torturés ou arrêtés ? Organiste autour des officiers de la police ou de l'armée - les seuls qui aient eu quelque expérience et qui ont mis sur pied cette action et ont cherché à la canaliser, - cette résistance a été le fait de jeunes qui, aux premiers jours de l'invasion, s'étaient emparés des armes trouvées dans les postes de police ou dans les dépôts de l'armée.

Pour l'exemple

« On ne peut pas lutter contre les sentiments des gens, avoue le major Salem, alors on a essayé de les calmer et de les organiser, c'est tout... ». Les grands faits d'armes ? « Très peu, mais que pouvions-nous faire ? ». Plus dur, Ali dénonce certains de ces « héros » qui, entrés en Arabie saoudite, racontaient des faits d'armes, qui avaient des retombées négatives au Koweït. « Un jour, dit-il, on a entendu un de ces jeunes dire comment il cachait ses armes sous le plancher de sa voiture. Le lendemain, les Irakiens démontraient tous les véhicules et fouillaient tout. Une autre fois Radio-Koweït en exil affirmait que par peur, les soldats irakiens n'osaient pas se promener dans les rues et s'approcher trop des maisons. Deux jours après ils étaient partout et frappaient à toutes les portes. »

L'information, en particulier, inquiétait, comme en Irak d'ailleurs, les services de renseignement. « Ils cherchaient régulièrement les machines à écrire, les fax », avoue Hussein, qui raconte comment son cousin de dix-sept ans a payé de sa vie le fait de posséder une machine à écrire, objet interdit il est vrai également en Irak. « Ils sont venus chez lui un matin de décembre et l'ont emmené. Trois

semaines plus tard ils sont revenus à 8 heures du matin pour informer ses parents accourus à la porte qu'ils leur rendaient leur fils, mais qu'ils devaient être prudents et le surveiller. Mais, au moment où tante en larmes se jetait à leurs pieds, ils ont tiré deux balles dans la tête de son fils qui s'est effondré sur le trottoir devant les parents. Ils n'ont pas été autorisés à ramasser le corps avant 11 heures du matin. Sa mère est depuis devenue folle. »

L'exemplarité de la peine a joué, selon tous les témoignages, un grand rôle dans le comportement des Irakiens, qui à chaque fois ont, dans le but évident de terroriser une population réfractaire, exécuté leurs forfaits. « Chaque personne arrêtée et assassinée plus tard l'a été devant sa maison, devant sa famille et les corps sont restés exposés de quatre à douze heures suivant les cas », affirme Hussein. Pour inhumier son cousin, lui-même a dû attendre trois jours, se rendre à Bessorah par deux fois, payer un médecin pour obtenir un certificat de décès normal.

« L'incendie de la demeure d'Ali Dashed, capitaine dans la marine koweïtienne, a eu lieu à midi, affirme Fouad, devant tous ses voisins. Furieux de ne pas le trouver malgré leur recherche permanente, les Irakiens sont venus à 5 heures du matin enlever les meubles. Ils ont attendu la mi-journée pour faire exploser la maison à l'aide de TNT et la brûler. » Pour protéger Ali Dashed, qui en sourit aujourd'hui, ses amis ont peu après cette affaire organisé ses funérailles, suivies par sa famille, ignorante du stratagème. « Je l'ai vu pour la première fois mercredi, raconte son père. Nous pensions vraiment qu'il était mort. C'était, certes, une bonne idée, mais que cela été dur... »

Les histoires comme celles d'Hussein, Ali, Hamad ou Fouad sont monnaie courante au Koweït aujourd'hui, où les vols et les destructions sont devenus secondaires. « Ils ont détruit les gens, pas les maisons, affirme un homme d'affaires dont la femme a disparu. Sept mois ont été un enfer quotidien. Mais à notre niveau nous n'avons pas cédé. Ils nous ont ordonné de changer les plaques d'immatriculation de nos voitures. Nous avons refusé, ou bien nous l'avons fait pour un véhicule, pour obtenir de l'essence, car sans cela nous n'avions rien, et certains de nous ont encore préféré ressortir les bicyclettes de leurs enfants. »

« On a changé le minimum de monnaie », poursuit-il, jetant en exemple les quelques dinars irakiens froissés qui lui restent. « Sur les cartes d'identité non plus nous n'avons pas cédé, et là ils n'ont pas insisté », conclut-il.

Aujourd'hui, s'ils veulent effacer les traces de ce cauchemar, les Koweïtiens ne veulent pas oublier. Nombre d'entre eux, caméra ou appareil de photo à la main, immortalisent le souvenir de cette période noire. Ceux qui sont là veulent témoigner pour l'avenir, avec quelque part le sentiment inavoué qu'ils ont, sur les exilés, le droit de la souffrance.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un cours d'une cérémonie près d'Orléans

M. Joxe rend hommage aux deux soldats français tués au combat

ORLÉANS

de notre correspondant

Un hommage militaire a été rendu vendredi 1^{er} mars, sur la base aérienne de Brétigny, près d'Orléans, dans le Loiret, aux deux soldats de la division « Dague », tués dans le sud de l'Irak, lors de l'offensive terrestre. Au cours de la cérémonie qui a eu lieu dans un hangar de la base en présence des familles et d'un certain nombre d'autorités militaires françaises, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a déclaré que ces deux hommes étaient « tombés dans le Golfe en combattant pour la France et le respect du droit ».

Les corps du sergent Yves Schmitt, trente-deux ans, père de trois enfants, originaire de Witzelheim-Graffenwald (Haut-Rhin), et du caporal-chef Eric Cordier, vingt-quatre ans, originaire de Mangiennes (Meuse), père d'une petite fille d'un mois, appartenant au 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMA) de Bayonne, « une formation prestigieuse » selon M. Joxe, avaient été rapatriés, le jour même, à bord

d'un Transall à Brétigny, plaque tournante du transport aérien militaire depuis le début de la guerre du Golfe. C'est dans le fort d'As Salaman, PC de la 45^e division d'infanterie irakienne, que les deux soldats, membres d'une unité spécialisée dans la recherche du renseignement et l'action commando en profondeur, ont été touchés. Le ministre a indiqué qu'ils avaient été « sur un très court préavis, désignés pour remplir sur le terrain, dans le Golfe, une mission particulièrement délicate ». Il a précisé qu'au cours de cette opération, « préparée et exécutée conformément aux directives et aux ordres donnés », ils avaient été « surpris par une imprévisible et très brutale explosion probablement due à un dispositif piégé à l'avance ».

Le sergent Schmitt et le caporal-chef Cordier ont été décorés à titre posthume de la croix de guerre et de la médaille militaire. « Ils resteront pour nous un exemple de courage, de détermination et de dévouement », a souligné M. Joxe.

RÉGIS GUYOTAT

Les réactions à Paris

« M. Valéry Giscard d'Estaing : « L'action de la France telle qu'elle a été conduite depuis le début des opérations militaires, par les hautes autorités de l'Etat et sur le terrain, n'appelle aucune critique. » L'ancien président a également distingué, vendredi 1^{er} mars, sur la Cinq, « la petite paix, la paix avec l'Irak, et la grande paix, la paix dans la région ». « La menace militaire de l'Irak doit être éliminée », a-t-il ajouté. Les sanctions et l'embargo pétroliers doivent être maintenus. »

« M. Jacques Chirac : « L'Europe devra être attentive aux solutions trouvées afin qu'elles ne soient pas ressenties comme une humiliation dans les pays arabes. » En visite à Barcelone, le président du RPR s'est déclaré « favorable » à l'organisation d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée, qui s'inspirerait des idées et des méthodes de la CSCE.

« M. Jean-Marie Le Pen : « J'ai vu que le président Bush souhaitait exiger de l'Irak des réparations au Koweït. Il est tellement évident que l'Irak aura tellement d'argent à sortir pendant plusieurs années, simplement pour se remettre sur pied, qu'on voit mal comment elle pourrait supporter de payer des réparations au Koweït », affirme le président du Front national dans un entretien publié, samedi 2 mars, par le journal Présent. « On pour-

rait se souvenir du précédent qu'a constitué le traité de Versailles. Versailles, on est sûr que certains Adolf Hitler », ajoute M. Le Pen en évoquant les réparations qui furent exigées de l'Allemagne après la première guerre mondiale.

« M. Pierre Mauroy : « Au cours de ces derniers mois, nous avons soutenu avec une détermination sans faille la politique du président François Mitterrand et de son gouvernement, écrit le premier secrétaire du PS dans une lettre aux militants socialistes. L'heure est certainement venue, si possible dans l'unité mais nécessairement dans la clarté, de faire bloc pour approuver cette action et les propositions qui en seront les conséquences logiques. »

« Ca suffit comme ci » : « Alors que les pays riches juraient sans vergogne que l'économie mondiale ne pouvait pas supporter l'annulation de la dette (des pays du tiers monde), on peut maintenant mesurer le poids d'une guerre qui pouvait être évitée, affirme le collectif « Ca suffit comme ci » (d'inspiration tiers-mondiste, proche de la LCR). Le coût du matériel militaire de la coalition américaine déployé dans le Golfe atteint ou dépasse le montant total de la dette. »

Reprise des vols vers le Moyen-Orient. - De nouvelles compagnies aériennes ont annoncé la reprise des vols interrompus vers le Moyen-Orient. Alitalia reprend à partir du lundi 5 mars ceux vers Chypre, Tel-Aviv, Djeddah et Dubaï, ensuite vers Amman et Damas, et ouvrira la semaine suivante un service cargo vers Koweït-City, Dubaï et Abou Dhabi. La compagnie scandinave SAS recommencera le 16 mars ses vols bi-hebdomadaires de Copenhague à Tel-Aviv. La compagnie hongroise Malev, qui a déjà repris les vols à destination de Tel-Aviv, Le Caire, Laraca (Chypre) et Istanbul, va ouvrir ceux vers Damas. Pour Malev comme pour

Alitalia, la reprise (ou l'ouverture) de vols passagers vers Bagdad et Koweït-City, ou d'escales dans ces villes, dépendra de la date de remise en état de ces aéroports.

L'URSS représente les intérêts français en Irak et Irakiens en France. - L'URSS représentera désormais les intérêts irakiens en Irak et les intérêts irakiens en France, à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays décidée par Bagdad le 6 février, a indiqué vendredi 1^{er} mars le porte-parole du Quai d'Orsay. Initialement, l'Irak avait proposé que ses intérêts soient représentés par Cuba. - (AFP)

DOSSIER SPÉCIAL ATTADO - Le Monde

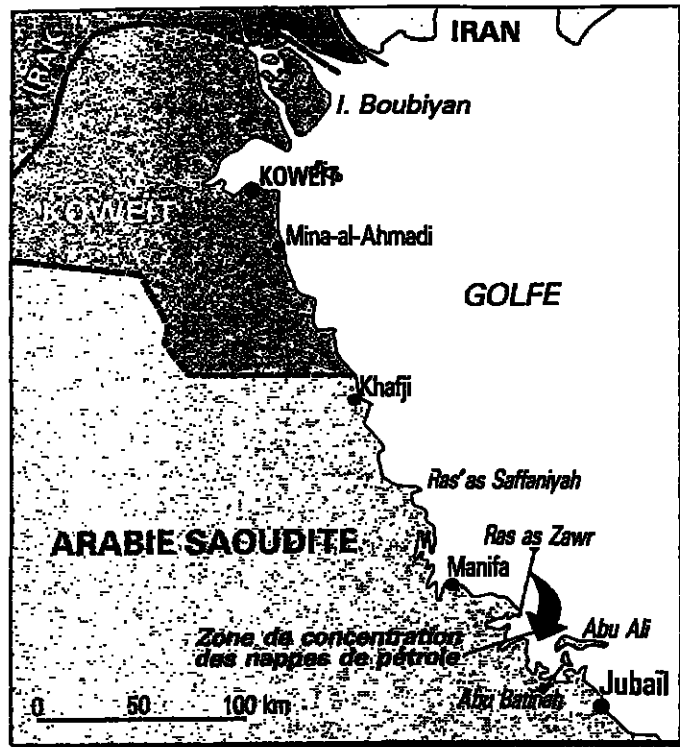
POURQUOI LA GUERRE ?

POUR CONNAÎTRE L'HISTOIRE DU PROCHE-ORIENT POUR COMPRENDRE LES ORIGINES DU CONFLIT

16 PAGES À DÉTACHER - POUR LES 9-13 ANS EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE CONFLIT DU GOLFE

Les nappes de pétrole risquent de rester bloquées dans les eaux saoudiennes



Les nappes de pétrole qui se sont échappées du terminal de Mina-al-Ahmadi à une date indéterminée de la deuxième moitié du mois de janvier semblent bien devoir être bloquées dans le piège que constituent les baies de Musallamiya et de Dafi, situées à un trentaine de kilomètres au nord-ouest du port saoudien de Jubail.

Les prévisions établies dès le début de l'affaire par le CEDRE (Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux, créé à Brest après la catastrophe de l'Amoco Cadiz) se confirment au fil des jours.

Lorsque les Irakiens ont «ouvert les robinets» de Mina-al-Ahmadi, on a d'abord parlé de 1,5 million de tonnes de pétrole dérivant sur les eaux du Golfe. Ce chiffre, en effet, était le total de la capacité des réservoirs du terminal (1 million de tonnes) et de celles de trois tankers ancrés à proximité (500 000 tonnes). Mais, dès le 1^{er} février, les spécialistes du CEDRE, se fondant sur les images prises par la station orbitale soviétique Mir, ont ramené à moins de 500 000 tonnes la quantité de pétrole initiale ment à la dérive. En précisant que la moitié de ce pétrole léger s'était évaporée dans les dix premiers jours.

Une double baie s'ouvrant au nord

Bien renseignés sur la météorologie régionale - secret militaire depuis le début de la guerre du Golfe - sur les courants de marée, par les images de Mir ainsi que par les photos aériennes transmises ensuite par les Américains, les spé-

cialistes du CEDRE sont vite arrivés à la conclusion que les nappes issues de Mina-al-Ahmadi étaient surtout sensibles à ces courants. Ceux-ci imprimaient donc aux nappes un mouvement de va-et-vient, la proximité de la côte freinant la dérive.

Actuellement, l'essentiel des nappes se trouve entre la petite ville côtière saoudienne de Manifa et le cap de Ras-as-Zawr. Ce cap est situé à l'ouest de l'ancienne île d'Abu-Ali, laquelle a été reliée à l'île suivante d'Abu-Batinah, puis au continent, pour que la chaussée ainsi créée supporte l'aéroport de Jubail. Désormais, la côte de la terre ferme et les îles forment donc une double baie s'ouvrant au nord, profonde d'une trentaine de kilomètres et large d'une vingtaine, soit plus grande que la rade de Brest. Ce qui constitue le piège idéal pour avaler des nappes dérivant le long de la côte, du nord-ouest vers le sud-est. D'autant plus efficace que les eaux y sont très calmes et le littoral très ramifié.

Bien entendu, les côtes depuis Mina-al-Ahmadi ont été souillées au passage des nappes. Mais ce sont surtout celles des baies de Musallamiya et de Dafi qui vont être engluées. Ces dernières seront difficiles à nettoyer. Au fil des jours, les parties les plus lourdes du pétrole ont, en effet, formé une émulsion inverse fort gluante - la «mousse de chocolat» - dans laquelle l'eau de mer est majoritaire.

Les spécialistes du CEDRE ont été déjà confrontés à ce genre de problème en 1990 sur la petite île de Porto-Santo, proche de Madère. Ils ont dû récupérer difficilement 25 000 tonnes d'une émulsion qui ne contenait que 5 000 tonnes de pétrole provenant des soutes du pétrolier Aragon...

YVONNE REBEYROL

«Le Monde diplomatique» de mars sera en vente à partir du 5 mars

Golfe : vaincre sans convaincre

- Nouvel ordre, par Ignazio Ramonet.
- Penser l'après-guerre, par Georges Corm.
- Les milieux politiques français plus secoués qu'il n'y paraît, par Paul-Marie de La Gorce.
- Le prix de l'alignement sur Washington, par Bernard Cassan.
- M. Bush et les nostalgiques de l'empire, par Norman Birbaum.
- Le relatif déclin de la puissance américaine, par Marie-Françoise Toinet.
- De la frappe massive et du génie militaire, par l'amiral Antoine Sanguinetti.
- Les médias en tenue camouflée, par Serge Helimi.
- Le grand débat à Moscou sur la guerre du Golfe, par Amnon Kapellouk.
- Israël et les dividendes de la paix, par Alain Gresh.
- Comment l'Arabie saoudite prépare la relève à Bagdad, par Faleh A. Jabbar.
- Au Liban, fragile domination syrienne, par Samir Kassir.
- Pourquoi, en Tunisie, la rue a soutenu Bagdad, par N. Khoury-Dagher et A. Dargouth Medinegh.
- Téhéran, l'autre vainqueur, par Yann Richard.
- Refusés la tension de l'insécurité, par Jacques Berque.
- Premières méditations sur l'après-guerre, par Avraham B. Yehoshua.
- La déception est une arme positive, par Emile Habibi.
- Une nouvelle d'Ammar Koroghly : «Jours d'angoisse en banlieue».

En vente partout. 18 francs.

EUROPE

ALLEMAGNE : premier accord dans la métallurgie

La parité des salaires entre l'Est et l'Ouest serait atteinte dans trois ans

Selon un premier accord conclu, vendredi 1^{er} mars, entre le patronat et le syndicat des métallurgistes du Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale, la parité des salaires entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne devra être atteinte dans ce secteur dans trois ans. Cet accord devrait servir de modèle pour les autres régions de l'ancienne RDA, où des négociations sont en cours.

BERLIN
de notre correspondant

Les pourparlers avaient été précédés dans les cinq nouveaux Länder de l'Est et de Berlin-Est de grèves d'avertissement et de manifestations auxquelles avaient pris part des dizaines de milliers de salariés. A Rostock par exemple, des ouvriers des chantiers navals et des industries de marine ont bloqué jeudi pendant une heure plusieurs carrefours du centre-ville.

Cet accord a surtout une importance psychologique, car ceux qui pourraient bénéficier dans trois ans

de la parité salariale avec l'Ouest pourront s'estimer heureux. Les négociations menées actuellement par les syndicats pour rapprocher les conditions de travail et les salaires entre les deux parties de l'Allemagne n'empêcheront pas les licenciements massifs prévus pour les mois à venir dans l'ex-RDA. Dans la métallurgie de l'Est, la garantie de non-licenciement arrachée l'année dernière lors des négociations sur la réunification n'est valable que jusqu'au mois de juin. Plus de trois millions de chômeurs sont prévus d'ici à la fin de l'année.

Manifestement, les centrales syndicales, dont les directions se trouvent à l'Ouest, font ce qu'elles peuvent pour essayer de garder le contrôle de la situation en prenant la tête de la mobilisation. Plusieurs manifestations importantes ont eu lieu, à leur initiative, mercredi, pour protester contre la montée du chômage, la détérioration sociale et réclamer des mesures d'aide en faveur des nouveaux Länder de l'Est. Au cours d'une manifestation à Leipzig, la présidente du syndicat des services publics, M^{me} Monika Wulf-Mathies, avait dénoncé en termes particulièrement sévères

devant 10 000 personnes la politique gouvernementale. Le même jour, 40 000 personnes s'étaient rassemblées à Erfurt à l'appel d'IG Metall. Le ministre-président de Thuringe, M. Josef Duchac, chrétien-démocrate, avait pris la parole pour réclamer plus de solidarité envers les Länder de l'Est.

700 000 chômeurs à Berlin

Les dirigeants du syndicat de la métallurgie de Berlin, où l'on prévoit 700 000 chômeurs pour la ville et sa région, disent déjà que l'autisme risque d'être «chaud». A Erfurt, plusieurs centaines de salariés de l'entreprise de micro-électronique Ermio occupent depuis jeudi leur usine pour dénoncer les licenciements massifs envisagés par la direction. Selon le comité d'entreprise, 5 000 des 6 800 employés sont menacés de licenciement. Actuellement, 4 000 sont déjà employés à temps partiel et 1 200 autres suivent des cours de recyclage.

La pression s'accroît sur le chancelier Kohl et les gouvernements des Länder occidentaux pour prendre des mesures à la hauteur de la

situation. L'effort financier qu'ils ont consenti jusqu'à présent était notoirement insuffisant. De nombreuses voix s'élèvent également dans les milieux politiques et économiques de l'Est pour réclamer que la Trauband, le holding d'État qui contrôle tous les avoirs de l'ancienne RDA, modifie sa politique. On souhaite que cette société ne se contente pas d'assimiler et de privatiser mais qu'elle soit plus active dans la reconstruction du tissu industriel de l'Est.

Une réunion au sommet des ministres-présidents des seize Länder allemands avec le chancelier Kohl, jeudi dernier, a permis de débattre de nouveaux moyens en faveur des régions et des communes orientales. La modification de la règle de répartition de l'impôt sur le chiffre d'affaires des entreprises permettra aux cinq nouveaux Länder de l'Est et de Berlin de recevoir 17 milliards de Deutschmarks supplémentaires d'ici à 1994, qui viendront s'ajouter aux 14 milliards du Fonds pour l'unité allemande, auxquels le gouvernement fédéral a renoncé.

HENRI DE BRESSON

les conservateurs aussi bien que les démocrates qui pourraient mener au chaos «qui mène à la dictature». Il préconise une «coalition des forces centristes» et définit ce centre par le refus à la fois «d'un retour au stalinisme et à la stagnation» et de «l'adventisme des forces qui se qualifient de radicales». Le centriste, pour le chef de l'Est, «peut se limiter, dans les conditions objectives actuelles de l'Union soviétique, aux critères les plus généraux du socialisme» - et non plus du communisme, comme il le disait mardi.

Mais il reste entendu que c'est le Parti communiste qui doit fournir l'impulsion de cette coalition centriste, et qui doit pour cela «dépasser les forces centrifuges en lui-même et se distancier à la fois du dogmatisme conservateur, qui veut un socialisme sans démocratie, et des forces libérales bourgeoises qui veulent la démocratie sans socialisme». Pour assurer ce qu'il appelle le «recentrage», M. Gorbatchev s'est entretenu, à son retour vendredi à Moscou, avec les responsables de la commission de contrôle du Parti communiste de la nécessité d'y «renforcer la discipline à tous les niveaux».

Le gouvernement accepte de négocier avec les mineurs

Le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par les syndicats indépendants de mineurs soviétiques pour soutenir leurs revendications salariales a été diversement suivi, vendredi 1^{er} mars. Le gouvernement a cependant accepté d'engager des négociations avec ces syndicats.

Les médias soviétiques et les comités de grève ont fourni des informations contradictoires sur le succès de la grève. Dans le bassin du Donbass en Ukraine, l'agence Tass et l'agence indépendante Interfax présentent le mouvement comme un échec, mais le comité de grève affirme qu'il a été bien suivi. Dans la région de Karaganda, où se trouve le troisième gisement d'URSS, vingt puits sur vingt-six ont cessé le travail. Les mineurs réclament des augmentations salariales de 100 % à 150 % alors que les autorités leur en proposent 40 % - (AFP, Reuter, AP).

Condamnation d'un opposant. - M^{me} Valeria Novodvorskaia, dirigeante du mouvement Union démocratique et opposante de longue date au régime communiste, a été acquittée, vendredi 1^{er} mars, par un tribunal de Moscou de l'accusation d'«atteinte à la dignité et à l'honneur du chef de l'État», après avoir traité M. Gorbatchev de «fasciste». Elle a en revanche été condamnée à deux ans de camp de travail pour avoir brûlé le drapeau soviétique, condamnation pour laquelle elle peut faire appel. - (UPL)

Le changement l'isolement de

L'armée, qui a pris le pouvoir le 23 février à Bangkok, s'est engagée à ne pas changer de politique étrangère. Cependant, on se préoccupe du conflit cambodgien et de l'infériorité des forces de la coalition opposée au régime de Phnom-Penh est attendu.

BANGKOK

Depuis son arrivée au pouvoir le 23 février, le général Prem Pracha a déclaré qu'il n'y avait pas de changement de politique étrangère. Cependant, on se préoccupe du conflit cambodgien et de l'infériorité des forces de la coalition opposée au régime de Phnom-Penh est attendu.

Le ministre de la défense

Le ministre de la Défense, M. Manuel Marín, a trouvé la mort samedi 2 mars à Bogotá. L'explosion d'une bombe dans la rue où il se trouvait a fait au moins dix morts et plusieurs blessés. Le ministre avait été assailli par une foule de manifestants.

Les sanctions

JOHANNESBURG
de notre correspondant
«Le Monde diplomatique» de mars sera en vente à partir du 5 mars

Les services de sécurité de la police criminelle

Les services de sécurité de la police cesseront d'exister, tant que tels, le 1^{er} avril, avant d'annoncer, devant le parlement, le ministre de la Justice, M. J. J. van der Merwe, en expliquant que l'agissait de «faire passer la police du champ politique à la police de la sécurité publique». Cette branche spéciale fusionnera avec le département de police criminelle.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Pour justifier cette décision, le ministre de la Justice a souligné la lutte contre les terroristes contre l'augmentation de la police criminelle. L'an passé, le département de la police criminelle a été créé, et les services de sécurité ont été transférés à la police criminelle.

ASIE

THAILANDE : les suites du coup d'État

Le changement de régime à Bangkok accroît l'isolement de Phnom-Penh et de Hanoi

L'armée, qui a pris le pouvoir le 23 février à Bangkok, s'est engagée à ne pas changer de politique étrangère. Cependant, en ce qui concerne le conflit cambodgien, un infléchissement en faveur de la coalition opposée au régime de Phnom-Penh est attendu.

BANGKOK

de notre correspondant

Depuis son accession au pouvoir, en août 1988, le gouvernement de M. Chatichai Choonhavan - renversé il y a huit jours par un coup d'État - avait adopté une attitude plutôt conciliante à l'égard du régime de Phnom-Penh, dont le premier ministre, M. Hun Sen, avait été reçu à plusieurs reprises à Bangkok. Des relations privilégiées s'étaient même établies entre l'équipe de M. Chatichai et des conseillers de M. Hun Sen et notamment son fils, M. Kraisa Choonhavan, aujourd'hui en fuite. Dans l'ensemble, tout en ménageant les intérêts des militaires, l'ancien gouvernement avait renforcé le dialogue avec le Vietnam et ses alliés cambodgiens.

Cette époque est révolue. Le général Suchinda Kraprayoon, chef de l'armée de terre et, à ce titre, l'officier le plus influent, a déjà annoncé que, tout en appuyant le plan de règlement des Nations unies et en soutenant les

efforts des diplomates français et indonésienne pour mettre fin au conflit, « toutes les parties doivent se réconcilier et partager le pouvoir ». En d'autres termes, tout accord sur le dos des Khmers rouges - la guérilla la plus forte - semble exclu dans l'esprit des Thaïlandais.

L'aval du roi aux militaires

L'armée, qui contrôle l'aide militaire aux trois mouvements de résistance - Khmers rouges, sihanoukistes et Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) de M. Son Sann - entretient de bonnes relations avec les Cambodgiens qui dirigent la lutte contre Phnom-Penh. En règle plus générale, son point de vue a toujours prédominé dans les relations avec les pays frontaliers de la Thaïlande. Mais l'entourage de M. Chatichai avait, dans une certaine mesure, contrebalancé cette influence en affichant l'ambition de faire passer l'Indochine d'« une zone de guerre en une zone de commerce ». Cette politique n'avait, il est vrai, guère porté de fruits en raison notamment des difficultés à régler la question cambodgienne.

Déjà reportée depuis des mois, la visite officielle que devait faire en Thaïlande le premier ministre vietnamien, M. Do Muoi, ne pourra strictement pas avoir lieu avant la for-

mation du gouvernement qui doit être nommé au lendemain de l'élection d'une nouvelle Assemblée, donc pas avant la fin de l'année. M. Chatichai avait joué un rôle diplomatique de premier plan. Les militaires ont annoncé que la politique étrangère du royaume serait de nouveau du ressort du ministère des affaires étrangères, en accord avec l'armée. Ce qui laisse prévoir davantage de fermeté à l'égard de Hanoi et de Phnom-Penh.

Dans l'immédiat, M. Hun Sen et son ministre des affaires étrangères, M. Hor Nam Hong, qui se trouvait récemment à Bangkok, ont perdu de précieux contacts dans la capitale thaïlandaise. Ils ne peuvent qu'espérer un retour sur le devant de la scène politique du général Chaowalit Yongchaiyudh qui, lorsqu'il commandait encore l'armée de terre, avait été le premier artisan du dialogue avec Phnom-Penh. Mais il paraît peu probable que cet ancien patron de l'armée, qui a formé son propre parti politique il y a quelques mois, fasse partie du gouvernement intérimaire qui sera nommé dans les prochains jours pour administrer le royaume sous le contrôle de militaires auxquels une Constitution provisoire, avalisée vendredi 1^{er} mars par le roi, donne pratiquement tous les pouvoirs.

Le coup d'État devait donc avoir au moins pour effet de renforcer l'isolement diplomatique de Phnom-Penh et de Hanoi. Ce qui explique peut-

être pourquoi les Vietnamiens ont de nouveau réclamé, jeudi, la reprise « urgente » de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, dont les travaux ont été suspendus en septembre 1989. La Chine, deuxième fournisseur d'armes à Bangkok après les États-Unis, devrait rapidement reconnaître le nouveau régime : son ambassadeur a été, jeudi, le premier diplomate reçu par les généraux au pouvoir.

Les Vietnamiens et leurs alliés de Phnom-Penh devront s'accommoder des nouvelles distances ainsi prises à leur égard par les Thaïlandais. D'autre part, il serait logique que le Vietnam ne prenne aucune véritable initiative diplomatique avant le VII^e congrès de son PC, qui se tiendra au plus tôt en juin.

Dans ces circonstances, il paraît encore moins probable que l'envoi annoncé, début mars à Phnom-Penh, d'une mission franco-indonésienne, accompagnée d'un représentant de l'ONU, puisse faire avancer des négociations déjà dans l'impasse depuis plus de deux mois. Les Khmers rouges et leurs alliés sont, en effet, encore moins prêts aujourd'hui qu'il y a deux ans à prendre en considération les amendements au plan de paix de l'ONU réclamés par leurs adversaires.

JEAN-CLAUDE POMONTI

A TRAVERS LE MONDE

EL SALVADOR

Dix-sept soldats victimes des guérilleros

La guérilla salvadorienne a attaqué, vendredi 1^{er} mars, le barrage hydroélectrique de Carron Grande, dans le centre du pays, faisant au moins dix-sept morts dans les rangs du détachement militaire qui gardait les installations. L'opération, qui a duré trois heures, a également provoqué de graves dommages dans la centrale, ce qui a privé la capitale d'une grande partie de son approvisionnement en électricité. Les guérilleros du Front Farabundo-Martí de libération nationale ont annoncé par ailleurs qu'ils observeraient deux trêves dans les combats, la première du 2 au 6 mars en signe de deuil après la mort de Guillermo Ungo, le leader de la gauche socialiste, mort jeudi à Mexico (le Monde du 2 mars), et la seconde les 9, 10 et 11 mars pour ne pas entraver le déroulement des élections législatives et municipales. - (AFP.)

COLOMBIE

Un troisième mouvement de guérilla dépose les armes

Après vingt-quatre ans de lutte armée et une année de négociations avec le gouvernement de M. Gaviria, quelque deux mille militants de la guérilla maïste de l'Ar-

mée populaire de libération (EPL) ont déposé officiellement leurs armes, vendredi 1^{er} mars. Ils veulent transformer leur organisation en parti politique, également sous le nom d'EPL (Espérance, paix et liberté). Les armes ont été remises à des délégués du Parti socialiste espagnol et de l'Internationale socialiste dans six camps différents du pays. Elles seront fondues et transformées en matière première pour ériger, dans une dizaine de jours, un monument à la paix dans la ville de Medellín. L'Etat donnera aux deux mille anciens guérilleros environ 127 dollars par mois et pendant six mois, afin de faciliter leur réinsertion sociale.

L'EPL est la troisième organisation de guérilla à déposer ses armes, après le M-19 en mars 1990 et le PRT (Parti révolutionnaire des Travailleurs) en janvier dernier. - (AFP.)

MAROC

Grâce royale pour 2268 détenus

Hassan II a accordé des mesures de grâce en faveur de 2 268 détenus, à l'occasion du 30^e anniversaire de son accession au Trône, a indiqué, vendredi 1^{er} mars, le ministère de l'Information. 1 826 prisonniers bénéficient d'une grâce totale sur le reliquat de leur peine. Comme d'habitude, aucune précision n'a été donnée sur les bénéficiaires de ces mesures. A cet égard, la représentation du Front Polisario en France a rappelé, dans un communiqué, que le roi « continue de détenir dans ses prisons, et d'une façon arbitraire, des centaines de Sahraouis ».

D'autre part, dans un message de félicitations adressé, vendredi, au roi du Maroc, à l'occasion du 30^e anniversaire de son accession au Trône, M. Mitterrand « forme des vœux pour la poursuite de (notre) dialogue et du renforcement des liens étroits et solides qui unissent (nos) deux pays ». « J'y attache d'autant plus de prix, ajoute-t-il, qu'ils seront essentiels au bon développement de la coopération entre l'Europe et le Maghreb ». (AFP)

(Publicité)

Le mérite de deux chercheurs américains

LES JEUNES DE 50 ans

NEW-YORK - La nouvelle du pouvoir anti-âge d'une nouvelle pommade cosmétique fait le tour du monde.

Les chercheurs du Laboratoire AMA et de l'IRSI de New-York, après avoir accepté l'étude leur ayant été confiée par une multinationale en produits cosmétiques pour pharmaciens, viennent de terminer deux tests sur la découverte d'une pommade anti-âge à base de rétinol. G. Letticia, coordinateur de l'équipe AMA, à la fin des 30 jours de tests sur des volontaires, en examinant les clichés de la peau a relevé une réduction significative de la profondeur des rides. Ces clichés ont été soumis par l'équipe de l'IRSI à des mesures subséquentes.

Le dermatologue D. Gornley a confirmé : « La nouvelle préparation s'est révélée efficace dans la réduction du nombre et de la profondeur des rides du visage, avec amélioration de la partie traitée quatre fois supérieure, en moyenne, à la partie non traitée ».

Après de telles déclarations, ici à New-York, le siège de la société Korti, productrice de la nouvelle pommade, est assailli de demandes de personnes souhaitant tester la nouveauté.

En France on la trouve auprès de quelques pharmaciens, sous deux formules : Anti-Age Retard pour une action visible en quelques mois et Anti-Age Super pour une action énergique, selon les conseils du pharmacien. Pour les personnes de 55 ans et plus existe une préparation spécifique.

SRI-LANKA

Le ministre de la défense a été tué dans un attentat

Le ministre de la défense srilankais a trouvé la mort dans un attentat samedi 2 mars dans la banlieue de Colombo. L'explosion d'une voiture piégée lors du passage du convoi dans lequel se trouvait M. Ranjan Wijeratne a fait au moins quinze morts et plusieurs blessés. « Nous n'avons pas été capables de reconnaître son corps dans sa voiture », a déclaré un responsable militaire.

L'attentat s'est produit dans un quartier où sont situées les résidences

de nombreux membres du gouvernement et de hauts fonctionnaires, ainsi que plusieurs missions diplomatiques et des bâtiments militaires. M. Wijeratne dirigeait personnellement la lutte contre la guérilla séparatiste tamoule du LTTE (Tigres de libération de l'Éclat tamoul) après avoir contribué à l'écrasement, en 1989, des terroristes cinghalais du JVP. Selon la police, le LTTE pourrait être responsable de l'attentat. - (AFP, Reuters.)

EN BREF

ALGERIE : Assassinat du correspondant de l'Agence Reuters. - M. Philip Shehadi, correspondant de l'Agence Reuters en Algérie, a été retrouvé mort poignardé, vendredi 1^{er} mars, dans son appartement d'Alger. D'origine libanaise mais de nationalité algérienne, ce journaliste de trente-trois ans était en poste à Alger depuis mai 1989 après avoir travaillé au Proche-Orient, notamment au Koweït. Mais, selon le consul des États-Unis, la police algérienne n'a aucune preuve que ce meurtre soit un acte terroriste lié à la crise du Golfe. - (Reuters.)

IRLANDE DU NORD : un soldat tué. - Un militaire britannique a été tué et trois autres ont été grièvement blessés, vendredi 1^{er} mars, dans l'explosion d'une bombe à Armagh, en Irlande du Nord. La police soupçonne fortement l'IRA (Armée républicaine irlandaise) d'être à l'origine de cette explosion. Cinq membres des forces de sécurité britanniques ont été tués en Ulster depuis le début de l'année. - (AFP.)

KENYA : Arrestation de deux directeurs de journaux. - Le directeur du Nairobi Law Monthly,

M. Gitobu Imanyara, a été arrêté, vendredi 1^{er} mars, par des policiers en civil qui ont perquisitionné son bureau et son domicile. D'autre part, le responsable du mensuel « Finance » aurait aussi été interpellé, d'après un de ses collaborateurs. L'arrestation de M. Imanyara, qui venait de recevoir la plume d'or de la Liberté pour 1991, attribuée par la Fédération internationale des éditeurs de journaux, intervient deux jours après la saisie de son mensuel qui évoquait la création d'un nouveau parti politique, par le chef de file de l'opposition, M. Oginga Odinga. (corresp.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : selon une délégation de parlementaires français

Les sanctions « pourront être levées » en juin

JOHANNESBURG

de notre correspondant

« A la fin du mois de juin, l'Afrique du Sud retrouvera sa place dans la communauté internationale », ont estimé cinq parlementaires français, au terme d'un séjour d'information d'une semaine. Dès que l'abrogation des dernières lois de l'apartheid aura été votée par le Parlement, « les sanctions pourront être levées », viennent de déclarer, dans un communiqué commun, ces députés du Parti socialiste et de l'opposition, membres de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

M. Jeanny Lorgeoux, député

socialiste du Loiret-et-Cher, qui conduisait la délégation, a rendu hommage au président De Klerk et à M. Nelson Mandela, qui s'efforcent de trouver les voies de la réconciliation nationale. Les parlementaires ont été reçus par le chef de l'Etat et par les ministres des affaires étrangères, du développement constitutionnel, de la loi et de l'ordre, et du commerce et de l'industrie. Les députés ont aussi rencontré M. Mandela et les membres de la direction du Congrès national africain (ANC) ainsi que M. Mangosuthu Buthelezi, président du parti Inkatha à dominante zouloue, les responsables d'extrême gauche du Congrès panafricainiste (PAC), de l'Organi-

sation du peuple de l'Azanie (Azapo) et le porte-parole du Parti conservateur.

Les députés ont fait état d'un « consensus pour accoucher d'une nouvelle société non raciale et démocratique » de la part des formations politiques à l'exception du Parti conservateur « opposé aux réformes ». Ils se sont dit surpris par le « réalisme » de leurs interlocuteurs en matière économique et ont noté « une volonté de développer une économie de marché », y compris au sein du PAC.

Le processus de réformes en cours est « irréversible », ont-ils constaté, soulignant qu'il fallait aider « le président à mener la politique engagée ». M. Lorgeoux

considère que la décision de la Communauté économique européenne de lever « les sanctions sur les investissements » est une manifestation de « soutien » aux changements en Afrique du Sud.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Prétoria va gérer les affaires du Ciskei

L'« indépendance » du Ciskei, que seule l'Afrique du Sud reconnaît depuis 1981, a pris fin, de facto, mercredi 27 février, après la signature d'un accord entre le régime de Prétoria et le gouvernement de ce bastion noir. Cet accord confie à l'Afrique du Sud la gestion des affaires courantes de ce territoire, l'autorisant à y nommer des fonctionnaires sud-africains à la tête de quatre ministères techniques dont ceux des finances et de l'agriculture. L'homme fort du pays, le général Josh « Oupa » Gqozo, n'a pas caché qu'il s'agissait de la « première pas sur la voie de la réintégration au sein d'une Afrique du Sud nouvelle et non-raciale ».

Ce territoire de 8 000 kilomètres carrés, peuplé d'environ un million d'habitants, avait connu, depuis le début de l'année, deux tentatives de putsch. Il est le premier des quatre « États » noirs prétendument « indépendants » à faire marche arrière. Des milliers de manifestants ont défilé, vendredi, dans Bisho, la capitale du Ciskei, pour demander la démission du général Gqozo, et la réintégration immédiate à l'Afrique du Sud. - (AFP.)

Les services de sécurité et le département de la police criminelle vont fusionner

Les services de sécurité de la police cesseront d'exister, en tant que tels, le 1^{er} avril, vient d'annoncer, devant le parlement, le ministre de la Loi et de l'Ordre, en expliquant qu'il s'agissait de « faire sortir la police du champ politique ».

Cette branche spéciale fusionnera avec le département de police criminelle.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Pour justifier cette restructuration, le ministre de la loi et de l'ordre a souligné la diminution d'actes terroristes contre l'Etat (vingt-sept au cours des trois derniers mois) et l'augmentation de près de 9 % de la criminalité, l'an passé. Le nouveau département, qui groupera les services de sécurité et la police criminelle, s'appellera « section d'enquête

et de combat contre le crime ». Il sera toutefois dirigé par le général Basil Smith, issu, comme de nombreux responsables et commissaires de police, des services de sécurité. Chacune des deux composantes de cette nouvelle section conservera cependant ses structures propres, jusqu'à ce qu'une « organisation idéale » soit mise sur pied.

En tout état de cause, les services de sécurité ne seront plus utilisés « exclusivement pour la collecte de renseignements », a précisé le ministre, soulignant cependant le rôle primordial de la police pour protéger les structures de l'Etat. Il a aussi indiqué que, si 60 % des effectifs de police étaient composés de noirs, de métis et d'indiens, très peu d'entre eux occupaient des postes de responsabilité. « Cela doit changer », a-t-il dit, précisant que « les promotions se feront au mérite ».

A son avis, la police est en sous-effectif avec « deux policiers pour mille personnes, alors qu'il en faut

deux à trois et quatre ». Même si « dix mille recrues » sont déjà en formation, « cela n'est pas suffisant », a estimé le ministre. C'est pourquoi « nous avons rassemblé les quatre mille hommes des services de sécurité et les huit mille fonctionnaires de police criminelle, afin de lutter contre toutes les formes de crimes ».

Le très sérieux quotidien Business Day, a rappelé que « les services de sécurité étaient l'une des composantes de la police, qui protégeait le régime de l'apartheid en bannissant les organisations et leurs militants, en espionnant les lignes téléphoniques et le courrier, en accumulant d'épais dossiers sur les citoyens. Ils interrogeaient les suspects dont certains mouraient mystérieusement en détention. Ils veillaient à la conformité politique. Ils étaient l'élite », a conclu le journal avec une ironie mordante.

F. F.

uest

NERAUX
LA PENSEE
JURIDIQUE
avant et après
CODE CIVIL

SCIENCES

Le ciel vu du ciel

Avec le lancement, par la fusée Ariane, du satellite MOP-2 les météorologistes devraient étoffer leur surveillance du globe

Le lancement de la quarante-deuxième fusée Ariane, qui devait mettre en orbite un satellite luxembourgeois de télévision directe (Astra-1B) et un satellite d'observation météorologique européen (MOP-2), a été reporté, dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, de vingt-quatre heures. A deux reprises, en effet, le compte à rebours a dû être interrompu à Kourou (Guyane).

Il le fut une première fois, à 1 minute et 14 secondes de la mise à feu, en raison d'une transmission incorrecte d'une donnée (pression d'un réservoir d'hélium du troisième étage) entre deux calculateurs d'une micro-couche d'alimentation. Puis, une deuxième fois, vingt secondes seulement avant le tir, en raison de la non-acquisition d'un ordre d'armement de la chaîne pyrotechnique chargée de détruire le lanceur en cas d'accident au décollage. Finalement, rien de très grave, puisque les responsables de l'Arianespace envisageaient de lancer Ariane et ses deux satellites dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 mars.

Avec le temps, les lancements de satellites sont entrés dans la routine. Pourtant, chaque mise en orbite est une opération délicate que le mauvais fonctionnement d'un interrupteur à trois sous peut faire capoter, comme ce fut le cas avec l'un des satellites de télécommunications français, Télécom-1. Mais, dans la majeure partie des cas, le tir est un succès qui contribue à affirmer la crédibilité des activités spatiales et à nous faire oublier, du fait de cette multiplication des mises en orbite (plus d'un cent par an), jusqu'à nos satellites et à leur mission.

Un seul échec à cette règle : METEOSAT-3. Sans lui, sans cet indispensable auxiliaire de l'espace, les Gilets-Petits, Laurent Cabrol et autres metteurs en scène télévisuels du temps qu'il fera demain ne seraient plus crédibles. Sans la fameuse « station satellite » ou anticyclone et dépressions s'affrontent dans un immuable tournoiement, le bulletin du journal de vingt heures serait un bulletin sans vie. Bien peu, à l'exception peut-être des ingénieurs-météo, auraient imaginé une telle médiatisation lorsque fut lancé, en novembre 1977, le premier exemplaire de cette famille de satellites européens.

Trois satellites sur la même orbite

Premier satellite météorologique de tous les temps, TIROS-1, lancé en avril 1960 par les Américains, avait pour but de nous mettre la puce à l'oreille. Malgré ses possibilités limitées - il ne pouvait prendre des photographies qu'à la lumière du jour - il permit de signaler, dix jours après son lancement, la formation d'un typhon et d'avertir les habitants de la ville australienne de Brisbane de l'imminence du danger. Aujourd'hui, plus personne ne songe à contester l'utilité des satellites météorologiques. La tendance serait plutôt à la surenchère, chacun estimant, pour des raisons très personnelles, qu'il est urgent de connaître le temps à un moins quinze jours.

On n'en est pas encore là. Mais les météorologistes peuvent déjà se rassurer, avec une probabilité raisonnable, à faire des prévisions pour les cinq jours à venir. Andé, cela tient de la boule de cristal. Pour une raison simple : le temps qu'il fera demain dans une région est certainement influencé par celui qu'il fait aujourd'hui de l'autre côté du globe. On conçoit donc que la tâche de la Météorologie nationale ne soit pas facile, même si elle dispose, comme ses collègues étrangers, d'informations et de modèles très pointus. Le nombre de paramètres à prendre en compte est tel, la connaissance des échanges océan-atmosphère est si incomplète, la description numérique de ces phénomènes colossaux si imparfaite, qu'il est difficile d'aller plus vite.

Les progrès viendront, notamment de la multiplication des satellites d'observation météorologiques. Deux réseaux permettent

aujourd'hui de recueillir les informations nécessaires : l'un est constitué par les satellites américains NOAA placés en orbite polaire à 850 km d'altitude, qui desservent deux fois par jour une photographie complète du globe; l'autre est formé par les satellites géostationnaires qui, apparentés à 36 000 km au-dessus de l'équateur, embrassent toujours la même vaste zone d'observation.

Le satellite METEOSAT appartient à cette dernière catégorie. Il contribue au programme mondial de veille météorologique, qu'il assure actuellement avec trois autres satellites : deux américains (GOES-W et GOES-E) et un japonais (GMS). A ce jour, quatre METEOSAT ont été lancés. Le premier a cessé de fonctionner fin 1979, après deux ans de service entamés de quelques incidents. Le deuxième, au bord de l'épuisement - ses réserves de carburant sont pratiquement vides - finira ses dix ans en juin. Le troisième, lancé en juin 1988 et toujours propriété de l'Agence spatiale européenne, est en réserve de la République. Le service est donc assuré par METEOSAT-4, premier exemplaire d'une nouvelle famille de satellites météorologiques connus sous le nom de MOP (Météorologie Opérationnelle) et propriété de l'Organisation européenne de météorologie Eumetsat.

Lancé le 6 mars 1989 et placé comme ses prédécesseurs par O' de longitude, juste au-dessus du golfe de Guinée, METEOSAT-4 (MOP-1) se doit, pour offrir une couverture sans faille de sa zone d'observation, d'être équilibré par un deuxième satellite prêt à pallier ses pannes. C'est le rôle dévolu aujourd'hui au vieux METEOSAT-3, et c'est celui qu'aura peut-être demain METEOSAT-5 (MOP-2) qu'Arianespace sous sa coiffe pour son quarante-deuxième vol. Trois satellites vont donc se retrouver sur la même position orbitale. C'est beaucoup. Mais l'un des satellites américains en position au-dessus de Kourou (Guyane), le GOES-E, commençant à donner des signes de faiblesse, ce triplet permettra le cas échéant de maintenir METEOSAT-4 en METEOSAT-5 vers la Guyane, et d'assurer si nécessaire la pérennité de la mission.

En confiant au lanceur européen Ariane et à l'Agence spatiale européenne le soin de lancer son

deuxième satellite opérationnel METEOSAT-5, l'Organisation Eumetsat s'apprête à mettre en place le deuxième volet de son infrastructure spatiale. En effet, METEOSAT-5 est le deuxième exemplaire d'une nouvelle génération de trois satellites, commandés en 1984 à un groupe d'industriels européens conduits par l'Aérospatiale (1) pour la somme de 139,1 millions d'unités de compte, soit 1,1 milliard de francs (prix 1984).

Comme les premiers METEOSAT, ces satellites consistent pour l'essentiel en un puissant télescope - un radiomètre réalisé par Matra - qui concentre la lumière qu'il reçoit sur une série de détecteurs permettant d'obtenir simultanément quatre images : deux en lumière visible, et deux dans l'infrarouge. Grâce à la rotation du satellite autour de son axe, combinée à un lent mouvement du télescope, il devient possible d'observer presque un tiers de la surface du globe. D'où le nombre phénoménal d'images - 350 000 - prises par les satellites METEOSAT à la date de février 1989.

Ces images, renvoyées vers le sol, sont captées par le centre de traitement de Darmstadt (Allemagne) où elles sont analysées, corrigées, améliorées et retransmises au satellite qui les redistribue aux différents utilisateurs (environ un million de stations). A cette tâche essentielle, METEOSAT-5 ajoute la collecte de données recueillies par quatre cents balises automatiques dispersées dans sa zone d'observation. Il est équipé de deux canaux de télécommunications pour assurer une nouvelle mission de dissémination de données météorologiques (mission MDD). Tous services très attendus par Eumetsat et ses membres qui, à l'origine, auraient dû voir lancer leur satellite en avril 1990 et ne le « toucheront », du fait notamment des reports de calendrier dus aux difficultés passées rencontrées par Ariane, qu'au mois de mai prochain.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
(1) Font également partie de ce consortium d'industriels : MBB et ANT (Allemagne), MBG (Grande-Bretagne), Selenia Spazio (Italie), Eca (Belgique), Matra et Sep (France), Casa (Espagne).

EN BREF

■ SIDA : environ neuf mille cas dans les hôpitaux français. - Neuf mille malades atteints de sida sont actuellement pris en charge dans les hôpitaux français, a déclaré, vendredi 1^{er} mars, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, précisant qu'au 31 décembre 1990, 13 145 cas de sida avaient été recensés en France. Le ministre s'attend à une croissance, dans les trois prochaines années, « mais à un rythme sensiblement ralenti ». « Le nombre de malades atteints de sida vivants augmentera d'environ 50 % à 60 %, alors que la progression des porteurs de virus sera plus faible », a précisé M. Durieux, qui a par ailleurs souligné la nécessité d'un ajustement qualitatif et quantitatif du fonctionnement hospitalier. Il existe dans les hôpitaux français près de 500 services qui concourent à la lutte contre le sida, dont 200 à l'Assistance publique de Paris.

■ Sicile : la plupart des chefs de la Mafia libérés ont été remis en prison. - La plupart des chefs de la Mafia qui avaient été libérés la semaine dernière (le Monde du 28 février) pour des raisons de procédure ont été remis en prison, vendredi 1^{er} mars, à la suite d'un décret adopté en conseil des ministres, indique-t-on de source policière à Palerme.

La libération, autorisée par un jugement de la cour d'appel de Palerme, de 41 importants parains de la Mafia sicilienne avait créé un important scandale en Italie, où certains avaient mis en cause l'attitude des juges. Ces mafiosi, parmi lesquels le « pape » de Cosa nostra, Michele Greco, et plusieurs autres dangereux, avaient été libérés en application du nouveau code de procédure pénale, entré en vigueur en novembre 1990. Ce nouveau code imposait la libération de tous les condamnés attendant, depuis plus d'un an, leur jugement en appel. - (AFP)

■ AUTOMOBILISME : Prost et Alain Prost chez Ferrari en 1992. - Les pilotes français Alain Prost et Jean Alesi resteront chez Ferrari pour le championnat du monde de formule 1 en 1992, a annoncé, vendredi 1^{er} mars, l'écurie italienne. L'accord pour la poursuite de cette collaboration en 1992 a été trouvé avec Alain Prost, selon le critère de politique de stabilité établi dans les programmes sportifs de Ferrari.

■ FOOTBALL : L'Olympique de Marseille accède, son vainqueur en 1991, au tournoi de la Coupe de France. En battant, à domicile, Monaco (1-0) grâce à un but de Bruno Germain en match amical de la 29^{ème} journée du championnat de France de football, l'Olympique de Marseille a réussi, vendredi 1^{er} mars, une excellente opération. Les champions de France, qui précèdent désormais leurs dauphins marseillais de six points au classement général, ont fait un grand pas vers un troisième titre national consécutif et, ce, à quelques jours de leur rencontre, en demi-finale de Coupe d'Europe des clubs champions, avec le Milan AC, mercredi 6 février. A Nice, en revanche, Montpellier a fort mal préparé son déplacement, mercredi prochain également, à Old Trafford, où les Hérautiques affronteront le club anglais de Manchester United en quart de finale aller de la Coupe des vainqueurs de coupe. Les Montpellierains ont été battus (0-2) par l'OGC Nice qui s'est imposé grâce aux deux buts marqués par Jules Bocandé et Fabrice Mégé.

■ VOILE : Course autour du monde en solitaire avec escale. - Alain Gauthier (Generali-Concorde) a viré en tête au cap Horn, mercredi 27 février, dans la troisième étape du BOC Challenge, la course autour du monde en solitaire avec escale. Il a précédé de vingt-neuf heures Christophe Auguin (Groupe-Secor), son plus dangereux concurrent, qui comptait un peu moins de quatre heures d'avance sur lui au classement général.

JUSTICE

Devant le tribunal correctionnel d'Ajaccio

Les méthodes expéditives de sept syndicalistes agricoles corses

A peine un mois après la séquestration et le bref enlèvement de M. Aurélien Garcia, commissaire au développement économique de la Corse, les membres du commando auteurs de la prise d'otage - sept agriculteurs du Syndicat corse de l'agriculture (nationaliste) - ont comparu, vendredi 1^{er} mars, devant le tribunal correctionnel d'Ajaccio.

AJACCIO

de notre envoyée spéciale

Un beau saucisson soigneusement ficelé et emballé : de M. Aurélien Garcia, sémiologue et dynamisme commissaire au développement économique de la Corse, dont la nomination avait été annoncée en grande pompe un an plus tôt - à l'issue d'un comité interministériel (le Monde du 18 janvier), on ne voyait plus, une fois qu'il était passé par les mains du commando, que les moustaches, qu'il a, dit-on, retrouvées. Empaqueté dans un sac de couchage décoré de petits Mickey du meilleur goût, entortillé dans du ruban adhésif, ce 30 janvier, M. Garcia avait dû passer un sale quart d'heure.

Las d'attendre son feu vert - et les subventions de l'Etat - pour lancer un projet de développement de la filière porcine, un commando du Syndicat corse de l'agriculture (SCA), un nationalisme clairement revendiqué, avait, ce jour-là, décidé de réexpédier, au sens littéral du terme, M. Garcia à Paris, soigneusement emballé et déposé sur le tapis roulant de l'aéroport Campo del Oro d'Ajaccio, avec une pancarte indiquant : « Aux bons soins de M. Chérèque », ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire.

On eut beau, au cours du transport en camionnette entre Ajaccio et l'aéroport, prendre soin de lui, lui éviter de se cogner au gré des cahots, lui mettre un sac sous la tête en guise d'oreiller, s'être dépêché à lui donner un verre d'eau quand on s'est mis à défaire ses liens, M. Garcia ne prit pas à la légère cette manifestation de mauvaise humeur corse. Il déposa plainte pour arrestation illégale, enlève-

ment et séquestration arbitraire et, sans plus attendre, quitta l'île, comme l'avait fait, quelque temps plus tôt, sa famille.

Rude coup porté à la politique gouvernementale en Corse. Ce qui, d'un point de vue insulaire, pouvait passer pour une coutume locale déclenchait aussitôt les foudres du parquet général de Bastia, décidé, depuis la nomination de M. Jean-Louis Nadal (le Monde daté 27-28 janvier), à faire respecter la loi républicaine dans l'île. Accompagné d'une plainte du préfet de région, M. Alain Bidout, celle de M. Garcia devait donc déboucher, avec une célérité inaccoutumée, sur la tenue, le 1^{er} mars du procès des sept membres identifiés du commando devant le tribunal correctionnel d'Ajaccio.

Que ce soit à l'adresse des forces de police - qui avaient rapidement relâché les auteurs de l'enlèvement après avoir relevé leurs identités (fausses pour la plupart), sans en avertir le parquet, lequel n'appréhendait pas la plaisanterie - ou à destination de milieux nationalistes, le message transmis par le procureur de la République, M. Pierre-Yves Radigue, à l'audience, est clair : « L'action violente, griserie dans laquelle on plonge comme dans une fête », est une mode dépassée, que les autorités - judiciaires du moins - entendent reléguer au musée des traditions populaires. S'il est « vrai que la justice est restée trop longtemps passive, voire discrète », il va falloir, selon le procureur, s'habituer à des mœurs nouvelles. Ridiculiser M. Garcia en le déguisant en Mickey, c'est humilier un homme et un fonctionnaire de l'Etat de surcroît. Désormais, on ne passera plus sur ces fantaisies.

Une tribune de révé

Carrés, solidement plantés sur leurs jambes écartées, solidaires, les sept membres du commando, M. Marcel Lorenzoni en tête (1), ont crânement fait front à l'audience. Pour eux et pour leurs avocats, M. Garcia, en fait, n'est que le symbole de la poudre aux yeux qu'on leur jette régulièrement à la figure depuis le continent. A eux qui souhaitent tant développer une véritable filière porcine en Corse, créant ainsi une centaine

d'emplois, M. Garcia aurait fait miroiter un soutien qu'il aurait fini par refuser pour des raisons politiques. A Paris, ont expliqué les prévenus, on trouvait mal venu, après les assassinats à répétition de cet hiver, de traiter avec des nationalistes avérés.

M. Garcia, empêché de venir au procès pour des raisons de santé - selon le télégramme qu'il a adressé au tribunal, - n'a donc pu y porter la contradiction. Comme aucun avocat n'était venu le représenter, pas plus que le préfet qui avait pourtant contribué au déclenchement des poursuites, le procès a été une belle occasion pour les agriculteurs et leurs conseils, sept heures durant, de dénoncer la politique velléitaire et « coloniale » de la France en Corse.

On se mit donc à faire le procès de M. Garcia, qui n'aurait pas hésité, au temps où ses relations avec le SCA étaient au beau fixe, à partir « se gouverner de langoustes en Sardaigne » avec ses futurs ravisseurs, au cours d'une mission d'étude. Passionné et partisan, le public n'a pas manqué, tout au long de la journée, un épisode de cette farce tragi-comique qui offrait une tribune de rêve aux thèses nationalistes et que les huit avocats des sept prévenus, sans bonder leur plaisir, ont utilisées à satiété. « La justice doit être aux côtés du peuple corse : nous sommes sur notre terre. Nous ne voulons pas d'une justice d'Etat, d'une justice fantôme qu'on nous a imposée », a prévenu M. Marie-Hélène Mattéi. De son côté, M. Antoine Solacaro, en appelant à la solidarité des trois magistrats du siège qui ont tous des noms corses, a prévenu, sur un ton qui sonnait comme une menace, que « ce serait un mauvais calcul de vouloir restaurer l'autorité de l'Etat sur le dos » de ses clients - « ces hommes dont la Corse est fière » - si, d'aventure, les réquisitions du procureur - trente mois avec sursis pour Marcel Lorenzoni et vingt mois avec sursis pour ses six amis - devaient être suivies par le tribunal.

Le jugement mis en délibéré sera rendu le 8 mars.

AGATHE LOGEART

(1) Les autres prévenus sont : M. Pierre Maggi, Alain Ferradi, Ouz Angelini, Jean-Yves Orzelli, Pierre Bickdorff et Jean-Claude Leca.

A la cour d'assises de Vienne

Waltraud Wagner, l'autodidacte de la mort sans ordonnance

La deuxième audience du procès des infirmières (« le Monde » du 2 mars) a été consacrée, mardi 1^{er} mars à Vienne, à l'audition de Waltraud Wagner, la principale inculpée. Elle est accusée de meurtre de trente-deux patients et risque la peine maximum applicable en Autriche, la prison à perpétuité.

VIENNE

de notre envoyée spéciale

Le destin de la petite « Walli », fille d'un fermier de Basse-Autriche, avait été scellé depuis son enfance : elle serait infirmière. N'avait-elle pas soigné jusqu'à leur mort, avec un dévouement exemplaire, sa grand-mère grabataire et son père atteint d'hémiplégie ? Waltraud Wagner, entrée à l'école d'infirmières de Mistelbach, était une élève modèle pour la partie pratique mais totalement fichée avec l'enseignement théorique. Elle échoua, de ce fait, au diplôme de fin d'études mais cela ne la découragea pas.

A dix-sept ans, en 1975, elle « monta » à Vienne chez sa sœur, où elle logea jusqu'à son arrestation, en avril 1989. Les hôpitaux publics de la capitale manquaient cruellement de personnel ; elle est donc immédiatement embauchée comme aide-soignante à l'hôpital de Lainz. Après son passage au service de physiothérapie, elle est mutée, en 1981, au service de médecine numéro 1. Ce département de l'hôpital est, un peu, le bataillon disciplinaire des blouses blanches : médecins et infirmières diplômées n'y font

qu'un bref passage à la sortie de l'école et l'on y mute d'office ceux qui ont commis une quelconque bêtise dans des services réputés plus nobles.

Si Waltraud a choisi ce « Tataro » de la santé, ce n'est pas pour avoir détesté dans l'exercice de ses modestes fonctions d'aide-soignante, au contraire : elle sait qu'ici, où la proportion de non-diplômés est deux fois plus importante qu'ailleurs, elle devrait, enfin, accéder à de nouvelles responsabilités. Au lieu de vider les pissettoirs à longueur de journée, elle pourra faire des piqûres, placer des perfusions, bref faire comme si elle n'avait pas raté son diplôme.

Active, gaie, serviable

Le pavillon 5 de Lainz, où elle officie maintenant, reçoit des malades à bout de souffle. Les trois quarts d'entre eux ont plus de soixante-quinze ans ; beaucoup sont grabataires ou incontinents et gémissent de douleur en raison de leurs escarres. Petit à petit, Waltraud prend de l'importance dans ce purgatoire aux portes de la mort. On la dit active, gaie et serviable. Les médecins l'apprécient, car ce n'est pas elle qui va les réveiller la nuit pour donner un calmant à un moribond qui râle. Elle arrive avant l'heure et ne s'en va pas avant d'avoir transmis intégralement les consignes à celle qui lui succède.

La mort est la compagne quotidienne de son activité. Un jour, en 1983, lors d'une intervention pré-opératoire sur un malade

anxieux-agité, elle s'aperçoit, en assistant un médecin, qu'avec une injection de Rohypnol l'activité respiratoire peut s'arrêter et le patient alors entrer dans l'éternité avec le sourire de la douleur calmée. Le médecin, bien sûr, réanimera le malade, mais cela a donné des idées à Waltraud. Elle commence, seule d'abord, puis avec son amie Irène Leidolf, à décider souverainement et sans en référer à personne, du sort des malades de son service. C'est si facile. Dans les nuits lourdes de l'hôpital, lorsque l'on est seule ou presque, il suffit de se servir à la pharmacie jamais fermée, jamais contrôlée et de prendre une ampoule de Rohypnol, de Valium ou de Dominal forte pour que cesse le rôle insupportable d'un agonisant.

Au pays de Freud, les mécanismes de refoulement ont joué à plein. Le taux de mortalité pendant le service de Waltraud Wagner, six fois plus élevé que celui de ses collègues, était devenu un sujet de plaisanterie : « Tiens ! celui-ci bouge encore, mais il ne survivra pas à Walli », se disait-on en se passant le relais. Au fond, même si l'on soupçonnait quelque chose, on savait inconsciemment gré à Waltraud d'assurer un « turn over » macabre qui libérait le service de ses éléments les plus pénibles. Les médecins signaient sans sourciller les permis d'inhumation.

Alors, Waltraud Wagner avait fini par se forger une morale de la nécessité, qui l'autorisait à jouer sans entraves du pouvoir de fixer, à son gré, le jour et l'heure des morts annoncées.

LUC ROSENZWEIG

Le Monde

HEURES LOCALES

Que faire des ghettos de centre-ville ?

Paris, Lyon et Marseille appliquent des stratégies différentes pour la « reconquête » de quartiers populaires comme la Goutte-d'Or, la place du Pont et Belsunce

EFFLUVES de thé à la menthe et de pâtisseries orientales, hommes en djellaba et femmes voilées, marchands de valises pour des départs vers l'autre côté de la Méditerranée, les trois plus grandes villes françaises ont longtemps toléré dans leur cœur même des cartes postales exotiques. La Goutte-d'Or à Paris, la place du Pont à Lyon, les quartiers Belsunce et Port-de-la-Made à Marseille, offraient encore, il n'y a pas si longtemps, une invitation au voyage.

Mais ces métropoles ont désormais d'autres ambitions. Au-delà des pressions politiques, c'est toute la dynamique des centres urbains qui se joue sur ces terrains trop bien situés. OPAH, procédures de RHU, ZAC, les opérations de réhabilitation et de rénovation se multiplient, modifiant l'équilibre de ces quartiers. Celui-ci s'appuyait sur une longue tradition. Ils accueillent depuis toujours les différents vagues d'immigration, soit parce qu'ils avaient échappé aux rénovations haussmanniennes (la Goutte-d'Or), soit parce qu'ils se trouvaient près des lieux de transit (Belsunce est coincé entre la gare Saint-Charles et le port autonome).

Différentes communautés s'y sont donc successivement installées, et souvent mêlées. A la Goutte-d'Or comme à Marseille, les commerçants sont souvent aux mains de juifs marocains. Les résidents et les clients sont maghrébins, bien que la partie nord de la Goutte-d'Or se présente plutôt comme un quartier noir. Les habitants d'origine européenne n'ont jamais complètement déserté les lieux, mais ils sont devenus moins visibles en raison de deux phénomènes : la présence en masse d'étrangers dans la rue et la spécialisation des commerces. « La notion de place de village où l'on se rencontre et où l'on prend le temps de flâner est mal comprise dans nos villes, et a contribué à la mauvaise image de la place du Pont », explique Fati Bouarroua, de l'Alpi, une association chargée du redynamisme à Lyon. Même sentiment à Marseille, où les péloponnés sous l'arc de triomphe ont servi d'aire de repos. Quant aux boutiques, leurs enseignes sont désormais souvent écrites en arabe : « Le dernier boucher européen a fermé il y a un mois, regrette Michel Neyremont, président de l'association Paris-Goutte-d'Or et professeur d'arabe. Cela pose quelques problèmes aux personnes âgées qui font leurs courses ».

Des enclaves menacées de déloger

Dans le même temps, l'habitat s'est dégradé. La plupart des logements étaient en effet régis par la loi de 1948, et les faibles loyers perçus par les propriétaires ne les incitaient pas à d'importants travaux de rénovation. Par ailleurs, la politique des municipalités a sans doute joué un rôle dans ce lent naufrage : les immeubles et les appartements acquis par droit de préemption ont souvent été murés, et ces « dents creuses » ont évidemment eu un effet néfaste sur l'environnement.

Ces trois quartiers ont donc formé une enclave dans la ville. On y tolérât ce qui, ailleurs, est pourchassé : des joueurs de boules, des vendeurs à la sauvette, des hôtels et des restaurants en déshérence, des zones d'hygiène et de sécurité, et même un « marché aux voleurs » à la Goutte-d'Or. D'où l'impression d'insécurité. « Elle est effectivement plus forte qu'ailleurs, même si dans les faits le quartier n'est pas plus dangereux qu'un autre », explique Alain Juppé, maire du dix-huitième arrondissement de Paris. Le seul problème véritable, c'est la drogue. Et comme tout autour, sur les grands boulevards, le standing remonte, la tentation est grande d'éliminer l'élément négatif. A Lyon, ce sont les commerçants qui font pression. « Il y a une galerie dans le quartier, raconte André Bourgoigne, maire du troisième arrondissement de Lyon. Son propriétaire est venu me voir récemment pour se plaindre. Le peintre parisien qui voulait exposer chez lui s'était défilé lorsqu'il avait vu où elle se situait ».



Du coup, les trois villes ont décidé d'intervenir. Pour Marseille, il s'agit d'une véritable « reconquête » du centre-ville. Il faut dire que le site est stratégique. On est à la limite de l'hyper-centre, de l'autre côté de la Canebière qui a longtemps séparé riches et pauvres. En outre, c'est ici que se situe la vitrine de la cité phocéenne. En l'absence de périphérie, la Porte-d'Aix est pratiquement une voie d'accès obligée. De même, à Lyon, la place du Pont amorce la seule diagonale de la ville, et les urbanistes font passer par là la nécessaire liaison entre la presqu'île et le centre d'affaires de la Part-Dieu. Quant à la Goutte-d'Or, elle n'est soumise qu'aux pressions du marché immobilier parisien.

Que faire ? Marseille a choisi une solution extrême. « Nous appliquons une stratégie d'encerclement », explique Albert Hini, premier adjoint de Robert Vigouroux. Nous avons lancé des programmes importants de port et d'autre du quartier. Tout en haut, à la Porte-d'Aix, il y a déjà le conseil régional. Une Cité de la musique et un centre d'affaires construits par l'architecte Mario Botta vont suivre. A l'autre bout, Rogers va s'occuper de l'éclairage. Un nouveau trafic piéton et automobile va ainsi être favorisé. De plus, à la suite de l'université qui vient d'être inaugurée, « plusieurs centaines » de logements étudiants sont prévus ici. De quoi provoquer un nouveau dosage des populations. « Nous voulons en faire un quartier comme les autres, où viendront habiter ceux qui le souhaitent », précise encore Albert Hini. Ce libéralisme est tempéré de mesures plus autoritaires : les commerces dans la rue d'Aix, déjà réhabilités, sont restés tous murés. Pour éviter leur déqualification, la municipalité a en effet décidé de les livrer en bloc lorsqu'elle jugera le quartier présentable. « Cela peut prendre encore deux ou trois ans ».

L'opération lyonnaise se veut un peu moins radicale. Sans doute le sera-t-elle cependant à plus ou moins long terme. Un bâtiment de 40 mètres de haut avec façade miroir a en effet été autorisé par la précédente municipalité à la place d'un ancien Prisunic. Cette ZAC privée s'annonce très haut de gamme : bureaux, logements de luxe et hôtel quatre étoiles au programme. « Nous avons hérité de ce projet, nous en avons développé la logique », explique André Bourgoigne. Pour que le bâtiment prenne sa valeur, il fallait une avenue. L'ilot Montcey devant donc être rasé afin d'ouvrir un axe piéton parsemé de parterres à la française. « Il est évident que les façades de part et d'autre ne pourront pas rester en l'état », annonce André Bourgoigne. « Du coup, on verra disparaître les cous-cous à 20 francs et les petites chambres pas chères qui répondent à la demande de la population actuelle. Celle-ci ne pourra plus suivre et va devoir partir. Par un phénomène de tache

de rouille, un bouleversement total du quartier est donc à attendre », commente Fati Bouarroua. Sans doute en ira-t-il de même à la Goutte-d'Or, encore qu'Alain Juppé se montre très ferme. « Je tiens à conserver à ce quartier son aspect populaire », dit-il. Ainsi, la trame des rues et la hauteur des immeubles doivent être respectées, tandis qu'est maintenue sur place une forte proportion de logements sociaux. L'opération consiste donc seulement, en principe, à reconstruire ce qui est déclaré insalubre et à ajouter des équipements publics. Certains sont d'ailleurs des symboles, comme le commissariat, qui vient d'être terminé. Mais on n'empêchera pas les démarcheurs plus ou moins officieux qui tentent de racheter, tant que leur cote n'est pas trop haute, quelques beaux immeubles ou les pavillons de la villa Poissonnière.

Le mélange des communautés

Les municipalités, en principe, assurent le logement sur place. La plupart des expropriés de la Goutte-d'Or ont ainsi été dispersés aux alentours, dans le dix-huitième et le dix-neuvième arrondissements. On cherche des solutions pour les futures victimes de l'opération de place du Pont à Lyon. Mais les communes de Vaux-en-Velin et des Minguettes, un moment pressenties, ont montré peu d'empressement. Marseille a géré ce problème avec encore plus de difficultés. Une partie de la population semble en effet s'être simplement transportée de l'autre côté de la Canebière, autour de la gare de l'Est. Le reste est parti vers les tristement fameux quartiers nord, situés sur le territoire même de la commune.

A ces relogements classiques se sont ajoutés des cas plus délicats. Dans les trois villes, les hôtels meublés étaient nombreux et leurs occupants ne souhaitaient pas forcément se retrouver dans un foyer Sonacotra. Il y avait également un nombre important d'occupants sans baux officiels, et évidemment des travailleurs en situation irrégulière. « Il nous semble juste d'ignorer ceux qui ont choisi d'ignorer la loi », affirme Albert Hini. « Beaucoup d'associations, dont Paris-Goutte-d'Or, se sont battues pour faire appliquer les procédures de logement aux occupants de bonne foi, rétorque à Paris, Michel Neyremont. Mais il faut savoir qu'une déclaration de péril sur un immeuble est une procédure d'urgence. On n'a pas toujours le temps de préparer le logement ».

Là est pourtant la question. On ne gagnera rien en rejetant toutes les populations en banlieue, alors que dans ces quartiers le mélange des communautés avait sa place. Ils abritent en outre de nombreux lieux de prière, dont la mosquée Al Fath, rue Polonceau, à Paris n'est que le plus visible. Derrière un rideau de fer, rue Myrta, on déploie les tapis de prière. Là, mais aussi dans des cours, des garages ou des appartements que l'on a peine à recenser. Que va-t-il se passer lorsque leurs occupants seront frappés d'expulsion ? Une mosquée a été promise par Alain Juppé. Un emplacement lui avait même été attribué. Il a été aujourd'hui affecté à d'autres fonctions. « A Marseille, le maire s'est exprimé clairement », explique M. Hini. Nous délivrerons les permis de construire pour une mosquée si son recteur est français et si l'intervient aucun financement de pays étrangers. En attendant, les travaux avancent dans les trois quartiers.

JEAN-LOUIS ANDRÉ

Des idées pour les ruraux

QUELQUES jours après qu'à Bordeaux une convention nationale eut largement débattu, les 28 février et 1^{er} mars, de l'avenir du monde rural, Mairéquip, le premier salon de l'aménagement des communes rurales et des collectivités territoriales, va distinguer la 5^e mars sept élus « non urbains ». Leurs initiatives prouvent qu'avec des idées, de l'énergie et de l'enthousiasme, il est possible de mettre en œuvre, même au niveau de collectivités de dimension réduite, des innovations qui apportent des solutions pratiques à l'administration de la vie locale.

Huit domaines avaient été choisis par les organisateurs de ce concours des Echarpes d'or de l'innovation locale. Aucun prix n'a été décerné au titre de l'intercommunalité. Non que parmi les deux cent trente-huit dossiers de candidature, pas un n'ait fait état d'expériences intéressantes, mais il est difficile d'être, sur ce sujet, en avance d'une loi. Les meilleures initiatives pour le développement local et la création d'emplois sont celles de Rochefort-en-Terre (Morbihan) et de Saint-Martin-de-Villereglan (Aude). L'antenne administrative de Gerbepal (Vosges) a permis de maintenir des services en milieu rural. La rénovation des habitations du Mesnilbus (Manche) est une des réussites au chapitre culture-sports-tourisme-loisirs, domaine dans lequel ont été présentées la plus de réalisations. Le combat de la municipalité du Lardin-Saint-Lazare (Dordogne), à la fois contre la pollution et la menace de fermeture d'une papeterie, est exemplaire de la défense de l'environnement. En créant un label du patrimoine rural, les communes rassemblées autour de Ploerdut (Morbihan) montrent ce que peut réaliser une association. Enfin, le conseil général du Haut-Rhin a mobilisé trois cent soixante dix-sept communes autour d'une fête de l'eau grâce à une bonne communication.

En mettant en valeur ces innovations, les organisateurs de Mairéquip, qui se tiendra du 5 au 8 mars en marge du Salon de l'agriculture, ont voulu présenter à des milliers d'élus ruraux présents à Paris des exemples pour les aider à choisir, à investir, à financer, à améliorer leur gestion et à développer leur collectivité. Ces informations complèteront une manifestation qui se veut aussi, autour d'une exposition, un lieu de rencontres avec les entreprises. Mairéquip souhaite également engager, grâce à quatre colloques, une réflexion sur l'avenir du monde rural : enjeu majeur pour les années à venir.

CHRISTOPHE DE CHENAY

LIRE EGALEMENT

Dossier : Taxe professionnelle : l'Arlésienne de la péréquation

Un impôt local précieux pour encourager la coopération intercommunale, mais politiquement délicat à manier

- L'indicateur de la semaine
- Pragmatisme économique et clivage gauche-droite
- La charte du Grand Rouen
- Une image pour les parcs nationaux

Pages 13 à 16

« A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle... »

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

L'école du Grand Meaulnes en vacances

A Pâques, les derniers élèves abandonneront l'établissement. Un projet de musée attend le bon vouloir des collectivités locales

COUP de nostalgie à Epi-neuil-le-Fléuriel, dans le Cher. L'école d'Alain-Fournier prépare sa dernière récré. Première héroïne, par ordre d'entrée en scène, du roman de l'enfant du pays, elle se retire, donc, tout au fond de son village, lui-même blotti au fond de son département. Aux prochaines vacances de Pâques, elle se mettra en disponibilité, les trente-cinq gamins de la commune gagnant l'école de filles récemment restaurée, de l'autre côté du bourg.

Dix mille visiteurs par an

En un siècle, la « longue maison rouge, avec cinq portes vitrées, sous les vignes vierges » est restée fidèle au portrait inaugural du *Grand Meaulnes*. Ni gracieuse ni vilaine, cette vieille fille de l'enseignement public achève modestement son journal, discrète jusqu'à l'anonymat que trahit à peine la plaque murale rappelant ce qu'elle fut.

Le fils Fournier se prénomme encore Henri lorsqu'il franchit ses grilles pour la première fois. Il a cinq ans. Il y a tout juste cent ans. Ses parents viennent d'être nommés instituteurs dans cette école, si près des champs qu'on l'imagine de tous temps buissonnière. En sept ans, de

1891 à 1898, il va filer un écheveau de souvenirs, tisser les premières ébauches de son futur roman. Augustin Meaulnes, personnage central du roman, n'est pas simplement né ici. Il y a été conçu et y a vécu au milieu des Coffin, Moncheboeuf et Fromentin dont la descendance musarde encore dans les rues du bourg.

Lorsque tombe, dans le bois de Saint-Rémy, en septembre 1914, Alain-Fournier, l'école s'efface des mémoires. Aujourd'hui comme hier, aucune signalisation n'y conduit, à croire qu'elle s'est imprégnée de l'atmosphère pour les secrets des personnages du roman. Veuve, orpheline, jusqu'à l'arrivée, il y a maintenant plus de trente ans, d'André et Henri Lullier, un couple d'instituteurs qui va devenir, très vite, sa famille adoptive. Les deux enseignants redécouvrent le roman, retrouvent les sentiers perdus et guident, avec passion et bénédiction, tous ceux qui veulent leur emboîter le pas. Ils sont désormais dix mille visiteurs par an, dont quatre mille écoliers, venus jusque du Japon. La reine Juliana de Belgique, ou le président François Mitterrand, se sont laissés prendre - quelquefois à plusieurs reprises - à ce jeu de piste littéraire.

Depuis un an pourtant, l'école recevait moins. La voici bientôt à la

retraite, avec le projet de devenir musée. « Nous ne pouvions rien faire tant que l'école n'était pas libérée par les élèves », explique le maire d'Epi-neuil, Robert Judet. Il compte fermement désormais sur la motivation des anciens élèves de l'école pour animer le futur musée. L'association

est à relancer. Propriété communale, inscrite à l'inventaire des monuments historiques, la bâtisse lorgne vers la moindre bonne volonté.

PATRICK MARTINAT

(Lire la suite page 14.)

... Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

HEURES LOCALES

DÉBAT

Vézelay : toute la lumière sur la colline éternelle

par Raymond Janot

AINS donc, la région de Bourgogne se serait appâtée à faire main basse sur Vézelay. Mal renseigné, on pourrait partager le frisson que fait courir la lecture d'un article paru dans le *Monde* du 18 février, sous le titre « Nuages sur la colline éternelle ». Si nuage il y a, c'est bien le brouillard entretenu à dessein autour d'un dossier qui ne manque pourtant pas de clarté, dès lors qu'on se penche dessus avec honnêteté.

Dans le cadre du contrat de plan Etat-Région, cinq sites culturels ont été retenus en Bourgogne pour faire l'objet d'une mise en valeur particulière. Dont celui de Vézelay. L'Etat et le conseil régional, avant de consacrer de l'argent à leur valorisation, souhaitent recueillir des réflexions globales sur chaque site. Et pour Vézelay, cela a été fait à un cabinet d'audit, « Culture Espaces », choisi sur des références et des résumés certains.

L'étude est conduite et, comme il est naturel, ses conclusions sont adressées aux responsables de la région, de l'Etat, et aux édiles de Vézelay afin qu'ils en prennent connaissance. Il s'agit d'un simple document de travail. Les recommandations ne sauraient, à aucun moment, constituer un « projet de la région ». Cela, chacun le sait.

Pourtant, dès lors, des fuites sont organisées, l'opinion locale est travaillée habilement, la désinformation court dans la ville. On dresse de nouveaux remparts contre l'administration et le grand capital, liés pour offrir la colline à des « promoteurs » venus du sombre pays de l'illusion et de l'inquiétude.

Si jamais on m'avait interrogé, ce qui aurait dû être la première démarche de toute personne soucieuse de savoir quelles suites seraient données à ces sottises, j'aurais répondu que je partagerais la consternation des Vézéliens.

que les recommandations avancées par Culture Espaces n'avaient aucune chance d'aboutir, que moi-même, natif de la région de Vézelay et pèlerin régulier de ses chemins inspirés, j'étais le plus ardent défenseur d'un patrimoine qui doit être à l'abri des convoitises politiques, financières et mercantiles.

Renouer les fils du dialogue

C'est d'ailleurs le message que je suis allé porter aux habitants le 9 février dernier. Là, tout un samedi après-midi, j'ai engagé un dialogue serein, transparent, sans complaisance mais constructif avec les Vézéliens. Je me suis attaché à renouer les fils du dialogue. Car je sais qu'une politique de développement ne saurait se penser et se bâtir sans l'adhésion et la mobilisation des principaux acteurs : les citoyens. C'est ma conception de la démocratie.

Aujourd'hui, les nuées de l'incompréhension se dissipent. A l'écoute désormais du « terrain », j'entends rappeler que nulle âme, si choisie soit-elle, ne peut prétendre s'approprier l'esprit de Vézelay et la vision de son avenir. Toute la population a voix au chapitre. C'est à l'issue de cette concertation qu'un plan d'actions sera arrêté par la région et l'Etat. Il devra prendre en considération deux constats : l'accès à un patrimoine qui appartient à l'humanité, tenant compte du caractère sacré du site, et le respect des choix faits par la population locale, désireuse de vivre et de travailler au pays.

► Raymond Janot est président du conseil régional de Bourgogne.

BLOC-NOTES

AGENDA

- Chambres régionales des comptes et communes. - La Press club de France organise le mardi 19 mars un atelier avec deux avocats du barreau de Paris pour étudier comment les chambres régionales des comptes exercent leur contrôle sur les communes.
- Press club de France, 11 avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : (18-1) 47-23-78-16.
- La FM, dix ans après. - A l'initiative de Gérard Delfau, sénateur (PS) de l'Hérault, un colloque est organisé au Sénat le 5 mars sur l'état de la FM, dix ans après la libération des ondes. Son titre pose d'ailleurs une question : « Dix ans, la maturité ? » à laquelle les participants tenteront de répondre. Le bilan des radios associatives et les collaborations avec les collectivités locales seront présentés.
- Françoise Kraje, Sénat, 15, rue de Valenciennes, 75006 Paris.
- La ville et le sport, le choix de la performance. - La Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales organise le 14 mars, avec le concours de l'université de Paris-Dauphine et de l'Association nationale des directeurs d'installations et des services des sports, un séminaire sur la ville et le sport. Les débats

porteront sur la place du service des sports dans les structures municipales, les mutations et les ambitions des politiques sportives municipales et sur le statut du personnel du service des sports.

Fondation pour la gestion des villes, 59, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : (18-1) 42-56-39-70.

Analyse financière et notation. - On appelle rating le procédé d'évaluation des capacités financières des collectivités locales. Le séminaire organisé le 12 mars à Paris par la Fondation pour la gestion des villes tendra à présenter les nouvelles méthodes d'analyse de l'endettement.

Fondation pour la gestion des villes, 59, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 42-56-39-70.

Les perspectives de financement des collectivités locales. - Le groupe « décentralisation développement régional et local » de l'Association des anciens Sciences Po organise le 14 mars à Paris une conférence-débat animée par M. Jean-Pierre Fourcade, président du comité des finances locales, ancien ministre, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France chargé des finances (18h30 à la Maison des X, 12, rue de Poitiers, 75007 Paris).

Association des anciens Sciences Po, 224, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

CONTACTS

Braille. - Le journal municipal de Villeurbanne comporte, depuis le mois de février, quatre pages, destinées aux non-voyants, qui reprennent le sommaire du journal et quelques informations pratiques. Elles sont fabriquées par les élèves de l'Ecole nationale des déficients visuels de Villeurbanne. Le coût de cette opération est relativement modique : 2 000 francs pour un tirage de 400 exemplaires.

Renseignements au 78-03-67-33.

Elus et famille. - L'Association nationale pour la démocratie locale (ANDL) vient de publier un guide destiné aux élus locaux chargés de la famille. Cet ouvrage de 40 pages présente les différents systèmes d'accueil des enfants : crèches collectives, familiales ou parentales, halte-garderie, garderies périscolaires, jardins d'enfants... et leur financement.

L'ANDL est présidée par M. Dominique Perben, député RPR et maire de Chalon-sur-Saône, et regroupe environ 5 000 élus locaux.

Renseignements au 49-55-63-43.

NOMINATIONS

Anne Fendit nommée secrétaire général de la ville de Suresnes. - A la suite du départ de Robert Mantot pour la Fondation pour la gestion des villes (le *Monde* du 23-24 décembre 1990), Anne Fendit a été nommée à la date du 1^{er} mars secrétaire général de la ville de Suresnes (Hauts-de-Seine).

(Agé de trente-deux ans, Anne Fendit est diplômée de l'Ecole supérieure de commerce de Paris. Elle a été directrice des finances et de l'information de la ville de Suresnes (Seine-et-Marne), puis directrice administrative et financière de la ville d'Abidjan-Adjamé en Côte d'Ivoire. Elle a ensuite été secrétaire général adjoint, puis secrétaire général de la ville de Suresnes. Elle fait depuis 1989 secrétaire général adjoint de Nantes.)

PUBLICATIONS

Risques majeurs. - A l'heure où les collectivités locales doivent prendre des mesures de prévention contre d'éventuels attentats, le directeur du service d'hygiène et de sécurité de la ville de Marseille, M. Claude Collin, publie un livre blanc sur les risques majeurs.

L'ouvrage, réalisé après concertation avec l'Association des ingénieurs des villes de France et le Centre national de la fonction publique territoriale, plaide pour la reconnaissance d'un nouveau métier, le « risque-majeur ». Il demande une formation appropriée pour répondre aux problèmes d'origine sociale (Vaucluse, Vaucluse), naturelle (Nîmes), ou technologique (pollution de Toul).

Renseignements au (16-1) 42-46-81-82.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

L'Observatoire interrégional de la politique (OIP) a été créé en 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional. L'OIP offre à ses régions partenaires un tableau

de bord annuel de la politique sociale et économique dans chaque région ; un baromètre de l'image de la région et des attentes de l'opinion à son égard ; des analyses sur des problèmes spécifiques.

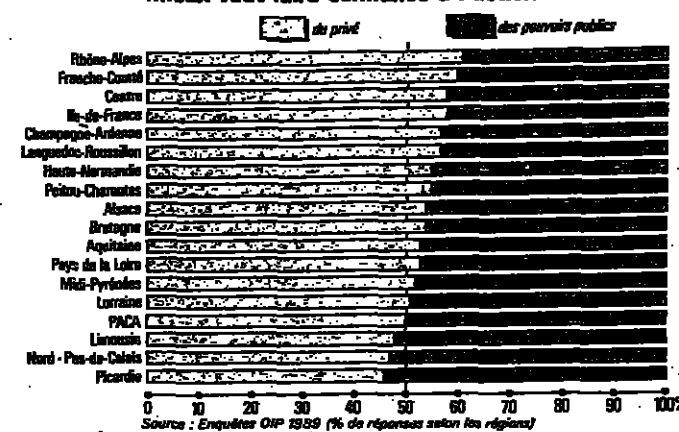
Toutes les quatre semaines, nous publions un indicateur politique à partir des travaux de l'OIP.

Public ou privé : un bon indicateur des choix politiques

A qui s'en remettre pour assurer le développement économique de la région ? L'avantage revient, le plus souvent, au secteur privé, mais à côté de quelques opinions tranchées (Rhône-Alpes, Franche-Comté, Centre), beaucoup sont hésitantes. Sur les trois cas où la balance penche du côté des pouvoirs publics, deux (Nord-Pas-de-Calais, Limousin) sont les régions de gauche (graphique 1). Rien d'étonnant. Derrière les choix entre privé et public se cachent de profonds clivages entre la gauche et la droite. Ceux-ci s'observent au sein des régions de gauche comme de droite, avec deux phénomènes complémentaires : la gauche croit moins aux pouvoirs publics dans les régions de droite que dans celles de gauche ; la droite est moins hostile à l'action des pouvoirs publics dans les régions de gauche que dans celles de droite. Il existe, au-delà des préférences politiques individuelles, des traditions culturelles. N'est-ce pas la vieille culture industrielle qui transparaît dans les choix de la droite en Nord-Pas-de-Calais (graphique 2) ?

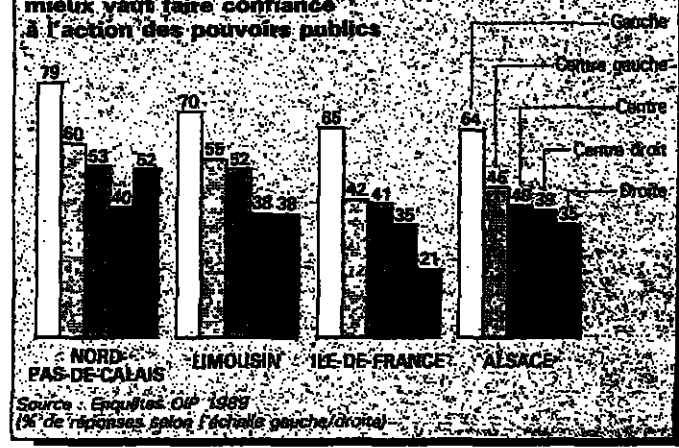
Enquêtes régionales réalisées en 1989 et 1990 auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes de dix-huit ans et plus par région. Méthode des quotas. Les données sont exprimées en pourcentage de l'OIP en 1989. Alsace : Aquitaine ; Bretagne ; Centre ; Champagne-Ardenne ; Franche-Comté ; Ile-de-France ; Languedoc-Roussillon ; Limousin ; Lorraine ; Midi-Pyrénées ; Nord-Pas-de-Calais ; Haute-Normandie ; Pays-de-la-Loire ; Picardie ; Poitou-Charentes ; Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Rhône-Alpes. En 1990 : les mêmes plus la Bourgogne.

1 Pour développer des activités nouvelles dans la région, mieux vaut faire confiance à l'action...



Source : Enquêtes OIP 1989 (% de réponses selon les régions)

2 Pour développer des activités nouvelles dans la région, mieux vaut faire confiance à l'action des pouvoirs publics



Source : Enquêtes OIP 1989 (% de réponses selon l'orientation politique)

Pragmatisme économique et clivage gauche-droite

par Jean-Claude Thoenig

L'ÉTAT-PROVIDENCE n'est plus crédible comme le mythe sauveur. Marx et même Keynes sont morts. Mais le reflux a aussi frappé l'autre pôle, celui du néo-libéralisme à tout crin : la dérégulation sauvage et le laissez-faire perdent leur attrait. Aujourd'hui, l'opinion publique veut bien de l'entrepreneur, mais redécouvre que le fonctionnaire n'est pas inutile. En même temps, le prêt-à-porter en matière économique, les schémas carés, semblent artificiels. Y a-t-il vraiment une recette pour combattre le chômage qui soit la meilleure et capable à elle seule de tout résoudre tout de suite ?

Or le sondage réalisé par l'OIP suggère des enseignements qui invitent à beaucoup de prudence. Ainsi, à la différence du reste des régions, trois d'entre elles - le Nord-Pas-de-Calais, le Limousin, la Picardie - voient en leur sein une majorité de personnes interrogées faire confiance en priorité à l'action des pouvoirs publics pour assurer le développement économique.

A quoi attribuer de telles exceptions ? A une culture régionale spécifique, à un sentiment aigu de crise du tissu privé local face à la situation économique ou à des interventions exceptionnellement dynamiques des pouvoirs publics régionaux ? La réponse est, en grande partie, à chercher ailleurs. Deux de ces régions - le Nord-Pas-de-Calais, le Limousin - sont gouvernées par la gauche. La troisième - la Picardie - comprend une assise de gauche très solide. Et si l'attitude à l'égard de la gestion du fait économique s'explique par l'attitude à l'égard du choix politique ?

La France de gauche continue à privilégier l'action des pouvoirs publics, alors que celle de droite fait confiance d'abord à l'initiative privée. Le fait est que 67% des personnes qui se sentent proches de l'extrême gauche ou du Parti communiste privilégient l'intervention publique. 52% de celles qui se sentent proches du Parti socialiste partagent cette opinion. A droite, pour les sympathisants de l'UDF, du RPR et du Front national, les choix s'inversent : dans les trois cas, c'est environ 65% de personnes qui sont accordées à l'initiative

privée. Le clivage entre la gauche et la droite est le seul qui fasse et dé fasse les majorités d'opinion en matière de gestion du développement économique. C'est ainsi qu'il se retrouve partout à l'œuvre, quel que soit le lieu de résidence - ville ou zone rurale - ou l'âge. Enfin, et surtout, il pèse de la même manière dans toutes les régions.

De tels constats massifs suggèrent quelques commentaires. Le premier invite à beaucoup de modestie quant aux dissertations sur l'évolution du paysage culturel et idéologique en France. L'économie dans sa relation à la puissance publique demeure un enjeu de débat. Les discours sur le compromis au centre et le pragmatisme en matière de politiques publiques méritent plus que des manœuvres ou des démolitions.

Un rêve banalisé

Une deuxième observation concerne le fait régional. Vu à travers le prisme de l'interventionnisme économique, il n'a pas véritablement acquis de phénomènes d'apprentissage. Or toutes les régions n'opèrent pas les mêmes choix dans l'allocation de leurs ressources, et certains choix s'avèrent ici des succès, là plutôt des échecs si on les juge en termes de résultats sur le terrain (emplois créés, etc.). Et pourtant, les opinions régionalement comparées ne se différencient pas fondamentalement entre elles.

C'est ainsi que la décentralisation n'est pas perçue par les Français comme la solution de royaume aux difficultés éprouvées par l'Etat, les pouvoirs publics locaux et régionaux étant chargés de faire ce que l'Etat-Guilliver ne sait pas faire ou ce dont il s'est délaissé : sauver les emplois, relancer la demande, etc. Au contraire, c'est plutôt le réalisme qui prévaut. Aux régions de prouver qu'elles ont une utilité pour changer le quotidien. Les Français jugeront sur pièce qui gagnera : les pouvoirs publics (l'Etat, la région, le département, la commune), les entreprises ou tous ensemble ?

Les institutions régionales ont leur chance, mais leur partie n'est pas

facile à jouer. Certes, elles ont quelque argent et des espaces d'action dans lesquels s'engouffrer. Cela dit, elles demeurent moins un cadre de référence identitaire qu'une opportunité instrumentale. Autrement dit, elles apparaissent à leurs habitants d'abord comme un guichet supplémentaire, encore assez peu comme le symbole d'un projet économique auquel les habitants s'identifient communautairement. Et cette crédibilité économique reste coincée par l'ombre de l'Etat et la variété de ses interventions. Nationaliser ou privatiser, relancer la demande ou contenir l'évolution des salaires font plus « sérieux », sont des interventions perçues comme plus déterminantes que le fait d'allouer des crédits à la formation professionnelle ou d'aménager des zones d'activité industrielle.

Le temps semble lointain où l'espace régional mobilisait des hommes et des milieux venus de tous bords sur le thème consensuel du développement économique. A la fin des années 50 et jusqu'au milieu des années 60, de gauche comme de droite, se reconstruisaient autour de l'économie régionale et de la planification toutes sortes de réformateurs : jeunes dirigeants d'entreprise, syndicalistes chrétiens, jeunes agriculteurs, notables modernistes, etc. Aujourd'hui, la région est devenue une réalité institutionnelle et administrative. Le rêve s'est banalisé. La durée des temps et les désillusions du volontarisme ont marqué de leur empreinte les projets et les capacités d'action. Beaucoup de travail correct reste à faire pour que la région devienne une entité majeure, efficace et surtout crédible. La pédagogie du développement économique régional mériterait un peu plus d'attention de la part des pouvoirs publics, qui en ont la charge.

► Jean-Claude Thoenig est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (groupe d'analyse des politiques publiques).

L'école du Grand Meaulnes en vacances

Suite de la page 13

La région Centre vient de mener une étude de valorisation des maisons d'écrivains et son président, Maurice Dousset, lors de sa visite à Epineuil, jeudi 28 février, au nom de son adolescence retrouvée, a promis de « faire un effort particulier ». Le conseiller général, Jean Dumontet, maire de Vesdun, à 10 kilomètres d'ici, s'efforce de sensibiliser le département.

La mobilisation s'amorce

Face à l'absence de projet, l'Etat a prêté l'oreille et le préfet du Cher, Roland Hodet, a présidé cette semaine une première réunion de travail, tandis que le député Alain Calmat écrivait au ministre de la culture Jack Lang.

Au pied du bâtiment, qui cache ses rides sans vraiment faire illusion, la mobilisation s'amorce. Il est temps.

Le plafond menace de s'effondrer. Déjà quelques gravats jonchent le sol de la mansarde. La commune de 488 habitants doit veiller sur ses 4 300 hectares avec de petits moyens. Que faire avec une trousse médicale quand il faudrait un hôpital de campagne ? La municipalité, soucieuse de sauvegarder le site, commence à y réfléchir. Derrière ses grilles, l'école attend un peu plus d'enthousiasme et de cohérence. Le roman d'Alain-Fournier a éparpillé ses pages à Epineuil, à La Chapelle-d'Angillon, à Nançay, à Bourges. Les paysages ont subventionné le décor du roman, les collectivités locales pourraient s'en inspirer.

PATRICK MARTINAT

Le réseau TGV et le développement local

Session de formation les

13 & 14 Mars 91

à Paris

Places limitées à 25 personnes

avec intervenants de haut niveau : de la SNCF, de la DATAR, du Ministère de l'Équipement et de « témoins » acteurs de terrain

Projet de schéma directeur Enjeux nationaux et européens pour l'aménagement du territoire Impact et valorisation économique du TGV

Renseignements à l'Institut des Managers du Développement Local 40.25.39.02

Ce qui fait la
de notre mag
ce n'est pas un
son prix...



92

92 EXPRES

HEURES LOCALES

Rouen voit grand

Une charte vient de tracer la voie à une « eurocité » normande, mais l'avenir de l'agglomération dépend de l'issue des querelles politiques actuelles

L'AGGLOMÉRATION de Rouen piétine. Le temps semble s'être arrêté depuis la publication en 1973 du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de l'ensemble urbain organisé autour de Rouen dans un rayon de 30 kilomètres. On parlait à l'époque d'une conurbation d'un million d'habitants allant de Barentin au nord à Elbeuf au sud. Aujourd'hui, elle ne compte que 500 000 habitants vivant dans une mosaïque de collectivités et de syndicats de communes jaloux de leur indépendance.

La dure période de la reconversion, après la quasi-disparition des industries métallurgiques et textiles, les compressions d'emplois portuaires, la restructuration des plates-formes chimiques (engrais) et pétrochimiques, a laissé des traces. Car l'énergie dépensée à colmater les brèches pour limiter la poussée du chômage (taux supérieur de deux points à la moyenne nationale) a stoppé le développement local alors que d'autres métropoles régionales poursuivaient leur marche en avant. Conséquence : un retard chronique à la veille de l'échéance européenne, que de nombreux élus politiques et socio-professionnels du Grand Rouen mesurent avec effroi.

Quatre idées majeures

La « charte pour une eurocité » que vient de proposer le Comité d'expansion du Grand Rouen s'inscrit dans un mouvement accéléré de création d'organismes d'animation en tant que tel. Animé par M. Michel Guez, adjoint (PR) de M. Jean Lecanuet à la mairie de Rouen, ce comité souhaite au moins bousculer les clivages habi-

tuels, à défaut d'édicter des plans d'aménagement et d'urbanisme. Cette charte est le fruit de neuf mois de réflexion de plus de deux cents personnes de toutes professions et de toutes sensibilités, aidées dans leur travail par le BIPE (Bureau d'information et de prévisions économiques).

Quatre idées-propositions majeures en sont sorties : mettre en révision le schéma directeur Rouen-Elbeuf, choisir l'excellence avec deux pôles de recherche : « moteur-combustion », « chimie fine, pharmacie » ; faire de l'environnement un atout en utilisant l'important travail de recherche pour sa protection ; valoriser l'image de la Seine « grand lieu symbolique de Rouen » par le tourisme fluvial.

Absence d'outil de développement

« Cette charte n'est pas un Livre blanc énumérant les distorsions techniques et sectorielles, les retards et les programmes à mettre en œuvre », préviennent les auteurs de la charte, sans doute échaudés par des échecs antérieurs des urbanistes et aménageurs. Ils préfèrent s'adresser « solennellement à tous les élus en leur demandant de renforcer la coopération intercommunale et la cohérence des projets qui naissent ici et là : réseau de métrobus, liaison TGV, déplacement de l'université, contournement autoroutier de Rouen, grand stade ».

Un des rédacteurs de la charte est formel : « La cohérence spatiale de tous les chantiers en cours ne peut se faire à partir des seules stratégies communales. Il nous faut un grand projet, un grand dessein. Rouen n'a pas la fonction centrale d'une eurocité dans laquelle le citoyen se reconnaît ».

Il est vrai que si Rouen, ville de 100 000 habitants, n'est déjà pas le moteur d'une agglomération de trente-trois communes (350 000 habitants) avec ses grandes fractures politiques (droites, PS, PCF), elle ne joue le rôle de chef-lieu de département et de capitale de la Haute-Normandie que pour ses seules fonctions administratives. « Les élus sont rendus impuissants faute d'un outil de développement cohérent, et la mémoire technique fait cruellement défaut », disent encore les rédacteurs de la charte. Quelques exemples de discordances sont élogiques.

M. Michel Guez, président du Comité d'expansion, n'avait-il pas déclaré au lendemain de l'inauguration de la gare SNCF de Rouen rive droite en 1987 qu'il serait nécessaire d'en construire une nouvelle, plus au centre de l'agglomération ? M. Jacques Mouchard, président de la CCI de Rouen, n'a-t-il pas récemment confié qu'il ne souhaitait à personne d'avoir un jour à construire un aéroport, lui qui doit faire face à l'énorme spectacle de la facture d'un équipement espié depuis vingt ans ?

Les socialistes, conduits par Laurent Fabius, député et premier adjoint au maire du Grand-Quevilly, n'ont-ils pas repris sans discussion le projet de métro du SIVMR (Syndicat intercommunal à vocations multiples de Rouen) qu'ils avaient pourtant combattu lorsqu'ils étaient dans l'opposition à M. Lecanuet avant les élections municipales de 1989 ? La décision vient d'être prise de lancer les travaux de construction de ce réseau de métro-bus (2 milliards de francs d'investissements, 15 kilomètres de voies, mise en service en 1994), mais jusqu'à la fin des désaccords

ont subsisté entre le maire de Rouen, l'élu du Grand-Quevilly, président du SIVMR, et les élus communistes sur le tracé, sa fonction dans le développement des quartiers et communes desservis.

Un projet clair pour tous

Les auteurs de la charte du Comité d'expansion ont choisi de s'adresser directement à M. Fabius et à M. Lecanuet pour qu'ils approuvent ensemble leurs documents et leur profession de foi : « Nous voulons un Grand Rouen plus ambitieux, plus ouvert sur le monde, plus solidaire, travaillant en réseau avec les principales villes normandes (Le Havre, Caen) pour compter au vingt et unième siècle. Eurocité est une ville qui a une ambition traduite dans un projet collectif dynamique, clair pour tous ».

L'écho renvoyé par M. Lecanuet ne les a qu'en partie rassurés. Sans doute irrité de recevoir tant de conseils, le sénateur et maire de Rouen préfère changer le cadre du débat : « Nous devons jouer notre avenir en relation avec Paris dans le dialogue. Car Rouen, c'est le fief qui s'enfonce vers Paris. La Normandie, constituée en réseau de grandes villes, doit être la façade maritime de l'Île-de-France. » Sur un autre registre, Laurent Fabius se dit lui aussi « sensible à ce coup de main puissant » des auteurs de la charte pour une eurocité « du grand futur », mais, en butte aux tracasseries du maire de Rouen pour construire le réseau de métrobus, pour transformer le Syndicat d'agglomérations qu'il préside en district, il attend « la même énergie pour l'aider à faire aboutir les projets immédiats ».

ETIENNE BANZET

Une image très nature

Le mariage entre fonctionnaires et graphistes a donné une identité aux parcs nationaux

« VOTRE identité devra être aussi belle et aussi juste que les tapisseries de la Dame à la licorne » : c'est sur cette gogare que Pierre Bernard, cofondateur de l'atelier de création graphique GRAPUS, a emporté l'appel d'offres lancé en 1989 par les parcs nationaux de France, en quête d'identité graphique.

But de l'opération : « Trouver une image fidèle à la réalité des parcs nationaux, qui reflète le foisonnement, la richesse et la diversité de la nature et non un signe lapidaire qui schématiserait et réduise », dit François Letourneau, directeur de la protection de la nature au ministère de l'environnement. Même son de cloche chez Emmanuel Michau, coordonnateur du comité de pilotage mis en place pour la circonstance. « Nous voulons nous démarquer de l'image publicitaire, du design industriel, pour aboutir à un signe poétique qui fasse rêver et qui incarne une certaine modernité ».

C'est sur ces bases, révélatrices d'une démarche ambitieuse et audacieuse, que GRAPUS commença à travailler. Premier souci, celui de créer « une image à la hauteur du sujet : la nature. Il fallait donc éviter les simplifications, le symbolisme primaire et chercher une icône complexe, précieuse et riche », explique le graphiste Julie de la Celle. Rapidement la réflexion s'articule autour du « mouvement universel des plantes », rapproché de « la multitude des formes spirales rencontrées dans la nature ».

La variété des espèces végétales et animales, ajoutée à l'idée de la spirale, aboutit au concept de l'emblème exhaustif, baroque, qui ne succombe pas à la facile tentation du logo passe-partout. Aux côtés de l'emblème, une typographie simple et lisible, pour écrire d'une certaine façon - et non au hasard ou parti pris esthétique - le nom de chaque parc et sa qualité de « parc national ». Afin que chaque établissement respire au sein de la norme graphi-



que, chacun s'est vu attribuer une couleur, qui marque sa propre identité. Celui de la Guadeloupe a même sauvé sa mascotte, « puisqu'il ne s'agissait pas de sacrifier le raton laveur sur l'autel de la nébuleuse ». L'anecdote révèle une des difficultés majeures de la tâche, consistant à unifier l'identité des parcs nationaux, tout en respectant les spécificités « locales ».

Singulièrement, cette image, qui peut sembler compliquée, « a rencontré l'adhésion immédiate de tous ceux qui travaillent pour les parcs nationaux : y compris celle du ministre, d'abord surpris, puis convaincu », commente François Letourneau.

Depuis plus d'un an, c'est un étrange couple qui a évolué : celui d'une administration très déconcentrée, qui, avec ses lourdeurs intrinsèques et sa démocratie interne, va découvrant le « graphic design », et d'artistes qui, dans leur atelier montreuillois, avec leurs exigences, cultivent une incessante pédagogie pour défendre la déclinaison minutieuse de leur spirale novatrice. De part et d'autre - ils le reconnaissent tous - « un gros investissement en temps, en concertation et en échanges », pour un coût d'environ 700 000 francs, dont les résultats feront l'objet, l'été prochain, d'une exposition au Centre Beaubourg.

RICHARD FERRAND

REPÈRES

ALSACE

Faux radars dans le Haut-Rhin

Dans le concours national « Innovons pour la sécurité », ouvert aux agents de l'équipement, le département du Haut-Rhin a fait 138 des 350 propositions recueillies pour améliorer la sécurité routière. La plus spectaculaire : la mise en place de radars et de véhicules de gendarmerie fictifs pour amener les conducteurs à lever le pied aux abords des chantiers routiers. La plus astucieuse : l'utilisation du timbre comme support pour « rappeler les règles essentielles de sécurité et la signification de la signalisation verticale et horizontale ». Elle a valu à son auteur le deuxième prix national.

Deux autres suggestions hautes-rhinoises figurent dans le lot des trente meilleures innovations françaises : l'installation de régulateurs rétro-réfléchissants coulés sur la chaussée à des intervalles différents pour amener le conducteur à adapter sa vitesse, sa trajectoire et son comportement, ainsi que le lancement d'un Chat botté sur les routes qui, à l'instar de Bison futé, pourrait donner des conseils de prudence.

MIDI-PYRÉNÉES

De nouveaux contrats villes-région

Pour que Midi-Pyrénées cesse d'être une région à trois vitesses, avec une métropole de pointe isolée, des villes moyennes assoupies et un espace rural en voie de désertification, le président du conseil régional, M. Marc Censi (PR), souhaite en effet dynamiser le réseau des villes moyennes. Elles sont invitées à signer des conventions triennales destinées à améliorer les voies de communication avec Toulouse, maintenir l'occupation rurale, former les hommes, et favoriser la recherche et le transfert de technologie. La région Midi-Pyrénées pourrait signer prochainement trois conventions avec les villes de Tarbes-Lourdes (Hautes-Pyrénées), Foix-Pamiers (Ariège), et Albi (Tarn). Elle avait déjà récemment signé des chartes avec Toulouse, Auch (Gers), Castres-Mazamet (Tarn), et le district du Grand-Rodez (Aveyron) (le Monde daté 16-17 décembre 1990).

Ce qui fait la valeur de notre magazine ce n'est pas uniquement son prix...



Grand Prix 1991 du meilleur journal des collectivités locales décerné par l'U.J.J.E.F.*

92 EXPRESS
LE MAGAZINE DES HAUTES-DE-SEINE
MENSUEL
L'union des Journalistes et Journalistes d'Entreprise de France

Entreprises d'Ile de France, gagnez Budapest.



FOIRE INTERNATIONALE DE BUDAPEST DU 22 AU 30 MAI 1991

SOYEZ PRESENT A L'EST:

Un événement commercial majeur en Hongrie, la Foire Internationale de Budapest, vous ouvre ses portes avec 2000 exposants dont près de 1500 étrangers. Si votre secteur d'activité recouvre le domaine des biens d'équipement (télécommunications, industries mécaniques, industries de pointe, énergie et génie énergétique, protection de l'environnement, équipement, loisirs et santé), le Conseil Régional d'Ile de France vous offre l'occasion unique de faire connaître vos produits et votre savoir-faire à des partenaires hongrois et étrangers, à des conditions exceptionnelles.

Renseignez-vous avant le 11 mars 1991 en appelant le 40 43 84 75

ou le 40 43 73 06, ou écrivez au Conseil Régional d'Ile de France,

Actions Internationales, 33 rue Barbet de Jouy, 75700 Paris.



CONSEIL REGIONAL
ILE-DE-FRANCE

Oui, je souhaite recevoir votre documentation Foire Internationale de Budapest, du 22 au 30 mai 1991.

Société : _____

Nom : _____ Fonction : _____

Adresse : _____

Tél : _____

HEURES LOCALES

DOSSIER

Taxe professionnelle : l'Arlésienne de la péréquation

Recette fiscale de première importance, l'ancienne « patente » est étrangement absente du dispositif gouvernemental de répartition entre communes riches et pauvres

Plusieurs fois repoussée pour cause de guerre du Golfe, la session extraordinaire que le Parlement devait consacrer à la loi de répartition de la dotation globale de fonctionnement ne se tiendra peut-être pas avant le 2 avril, date de la session de printemps. Le projet de loi Joxe-Marchand sur l'administration territoriale, que les parlementaires auront de toute façon à voter, induira également une réflexion sur la péréquation de la taxe professionnelle entre collectivités riches et pauvres. Cet impôt local est un outil précieux pour encourager la coopération intercommunale, mais politiquement délicat à manier.

DES quatre impôts qui constituent la fiscalité locale directe : taxes sur le foncier bâti et non bâti, taxe d'habitation et taxe professionnelle, cette dernière présente au moins deux caractéristiques bien spécifiques. Elle est intimement associée aux fluctuations de l'activité économique du pays à travers ses entreprises, et elle procure aux budgets locaux l'essentiel de leurs ressources. D'où la sensibilité des milieux d'affaires à son égard, le doigt avec lequel les gouvernements la manipulent lorsqu'il s'agit d'alléger les charges des entreprises et relancer l'économie, et le rôle que pourrait jouer cet impôt dans une politique à vaste échelle de péréquation entre les villes, départements et régions riches et pauvres.

Quelques « chiffres-repères » à ce sujet. Les ressources dégagées par la taxe professionnelle (TP) ont augmenté l'année dernière de 13,3 % (et de 23,4 % si l'on isole les seuls budgets des régions), alors que la fiscalité directe locale, globalement, ne progressait que de 10,3 %. Ce bond s'explique essentiellement par la conjoncture soutenue des années 1988-1989. 110 milliards de francs auront été versés à ce titre dans les caisses locales en 1991.

Il s'agit d'une enveloppe financière considérable qui, bon an mal an, couvre 45 à 50 % de l'ensemble des recettes des collectivités de la fiscalité locale directe. Qu'une commune qui a peu d'entreprises sur

son territoire leur applique des taux faibles de TP pour ne pas les pénaliser, et elle sera obligée, par contre-coup, de pressurer davantage les habitants à travers la taxe d'habitation. Qu'un département, en revanche, en forte expansion donc riche en matière imposable, décide aussi des taux relativement élevés, et les ménages en seront épargnés d'autant.

Jeune, la taxe professionnelle n'a que quinze ans. Elle est née en 1975 (remplaçant la patente), mais sous une mauvaise étoile. Dès l'origine, le système fait pousser les hauts cris. « Impôt imbécile, pénalisant l'économie », entend-on dire au

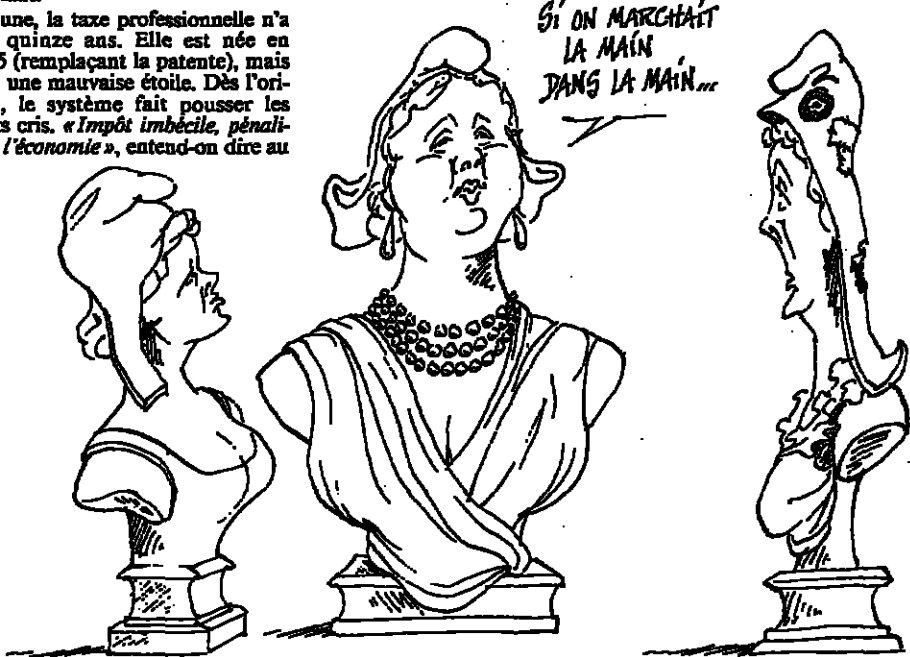
commerce, on limitera les ressources qu'apporte un hypermarché à une commune pour en redistribuer une partie aux petites boutiques rurales alentour, et à leurs dernières boutiques. Bref, la plasticité de la TP n'a pas de bornes...

Tous ces allègements ne se traduisent pas par des manques à gagner pour les collectivités. L'Etat

lementaux et communaux de péréquation de la TP. Mais le Fonds national (850 millions de francs en 1990) profite dans la réalité beaucoup plus aux grandes villes qu'aux petites, car son volume est insuffisant et ses critères de redistribution trop peu sélectifs, comme l'a montré le récent rapport du député socialiste de l'Ariège, M. Augustin

Marchand sur l'administration territoriale prévoit, notamment, la mise en place de communautés de villes. Dans ce cas, c'est l'organe communautaire, se substituant aux entités qui le composent, qui voterait le taux de TP et percevrait le produit correspondant pour financer les équipements et charges nécessaires. S'il reste un solde, l'argent sera redistribué aux communes membres. Voilà pour le principe : mais à n'en pas douter, députés et sénateurs proposeront des inflexions et demanderont des simulations. Et en tout état de cause, il faudra prévoir de longs délais avant d'aboutir à une harmonisation complète des taux.

F. Gr.



Grand écart

LES écarts des bases financières et des taux de taxe professionnelle appliqués aux entreprises sont considérables. La riche Ile-de-France affiche une base par habitant de 10 093 francs, et n'impose qu'un taux de 0,58 %. En Languedoc-Roussillon, sous-industrialisé, les chiffres sont respectivement de 4 293 francs et 1,92 %.

Quand la TP rapporte 630 francs dans la Haute-Garonne, ou 734 francs dans les Hauts-de-Seine, elle représente trois à quatre fois moins dans le Gers et les Côtes-d'Armor. Enfin, les communes de moins de 700 habitants du Limousin s'appuient sur une base de 1 879 francs, tandis que les villes alsaciennes de 20 000 à 100 000 habitants ont 9 000 à 10 500 francs.

Les chambres de commerce, dont une partie importante des budgets est alimentée par une taxe additionnelle à la TP, ont elles aussi des attitudes très diverses vis-à-vis de leurs ressortissants. Le taux monte à 3,8 % à Saint-Malo (en 1987) alors qu'il ne dépasse pas 0,8 % à Béthune.

F. Gr.

Les entreprises circonspectes sur le projet de « loi Joxe »

Un entretien avec Philippe Clément, président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie

« Régulièrement, les milieux économiques dénoncent l'augmentation des impôts locaux et notamment de la taxe professionnelle qui frappe les entreprises. S'agit-il d'un impôt malin, obsolète, rétrograde ?

— La croissance des impôts locaux est indéniable, mais c'est le fait des collectivités locales, et non celui des chambres de commerce et d'industrie. En particulier, il faut savoir que la pression sur les entreprises en faveur des chambres (dont la part est déjà faible : 4 % à peine du produit total de la taxe professionnelle) est en diminution, comme cela peut se vérifier sur les feuilles d'imposition de cette année.

— Faut-il supprimer la taxe professionnelle ? Mais par quoi la remplacer ? Elle existe dans d'autres pays, en RFA par exemple.

— Si on la supprimait, il faudrait bien la remplacer. Mais s'il est normal que les entreprises participent à l'effort collectif, encore faudrait-il que cet effort soit mieux équilibré entre les différentes catégories de contribuables et que ses modalités (en particulier son assiette) soient modifiées pour ne pas pénaliser l'emploi et l'investissement.

— En effet, cette taxe est trop lourde par rapport aux deux autres impôts locaux (foncier bâti et non bâti) et mal répartie, car elle frappe surtout les entreprises de main-d'œuvre et celles qui investissent le plus.

Trouver un compromis

— On constate d'une commune à l'autre (parfois entre deux communes limitrophes) des différences considérables de taux de taxe professionnelle. Dans un projet de loi Joxe-Marchand qui va être discuté au Parlement, le gouvernement propose des formules de coopération intercommunale et de mise en commun des ressources de taxe professionnelle. Qu'en pensez-vous ?

— Les différences constatées

entre les taux de taxe professionnelle demeurent un élément déterminant dans les critères d'implantation ou d'extension des entreprises. De ce fait, elles favorisent autant une concentration qu'une diminution des investissements.

— Il est nécessaire de trouver un compromis entre, d'une part, la concurrence fiscale, qui bénéficie in fine aux entreprises — notamment industrielles — et d'autre part, une nécessaire solidarité des territoires entre eux.

— En première analyse, sur le plan fiscal, les dispositions du projet de loi sur l'administration territoriale semblent assez pertinentes, si l'on exclut notamment le pouvoir fiscal donné à des élus locaux désignés au second degré (« conseil de communauté »). Ce nouveau pouvoir contrevient au principe du vote de l'impôt par des élus responsables devant l'électeur.

— Plus généralement, la loi Joxe suscite des réactions contrastées chez les chefs d'entreprise élus par leurs pairs dans les chambres de commerce et d'industrie. S'ils approuvent sans réserve la relance de la déconcentration et de l'intercommunalité, ils ne sont pas sûrs que seront pris en compte les intérêts généraux des entreprises au niveau des bassins d'activité. A ce titre, les schémas départementaux de coopération intercommunale devraient être soumis à l'avis des compagnies consulaires pour éclairer les choix des élus politiques.

— Enfin, le transfert de compétences des communes à des communautés semble souvent justifié. Pour autant, les missions exercées par les chambres de commerce et d'industrie, parfois à la demande des communes elles-mêmes (aménagement des zones d'activité, actions de promotion économique, etc.), ne doivent pas être laissées pour compte. Sans s'accrocher à des prérogatives, elles souhaitent exercer leurs compétences, dans l'intérêt des entreprises, de manière efficace, en partenariat avec les collectivités locales, mais sans double emploi.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

patronat. Bref, il prend un mauvais départ, et à peine introduit, il faut amender le système, multiplier les exonérations, les dégrèvements, les exceptions. Il ne se passe quasiment pas d'année, depuis cette date, sans que la TP fasse l'objet de bricolages législatifs successifs.

Ne sont pas assujettis à la TP les entreprises de presse, les petits artisans, le monde agricole, les sages-femmes, etc. Des exonérations plus ou moins justifiées puisque 64 % des cotisations sont supportées par...

0,7 % des entreprises. Pour favoriser l'emploi, les communes sont autorisées à exonérer de TP pendant cinq ans les nouvelles implantations. Une année, l'Etat introduit un abattement général des bases de 16 %, une autre, il plafonne à 3,5 % de sa valeur ajoutée la cotisation de chaque firme. Coût pour le budget national de cette mesure : 3,4 milliards de francs en 1991-1992. Et pour sauver le petit

compense par des dotations ce qu'elles ne reçoivent pas des contribuables : 15 milliards en 1985, 24,8 en 1988, 33 en 1991. De ce fait, l'Etat, qui prend à sa charge plus de 30 % du produit de la TP, apparaît comme le premier contribuable local. Et tout se passe comme si le contribuable national se substituait pour une large part aux redevables locaux.

A la surprise de beaucoup, le gouvernement de M. Michel Rocard n'a pas jugé opportun de jouer sur le volet de la TP pour construire sa politique de péréquation territoriale. Il ne veut pas ouvrir de nouvelles potentialités avec le CNPF, ou les chambres de commerce. Le projet préparé par le ministère de l'Intérieur ne prend en compte que la DGF et, pour l'Ile-de-France, les recettes fiscales des villes les plus fortunées.

Il est vrai qu'il existe depuis 1980 des mécanismes nationaux, dépar-

Bonrepais. Les fonds départementaux fonctionnent mieux, semble-t-il, mais les sommes restent assez faibles. Une lacune : il n'existe pas de fonds régionaux ou interrégionaux.

La TP constitue pourtant un outil efficace pour encourager la coopération et la solidarité intercommunales. Depuis dix ans les communes peuvent, de leur propre chef, créer des structures communautaires et, pour éviter des surenchères coûteuses par la manipulation des taux d'une localité à l'autre et neutraliser les distorsions de concurrence, mettre en commun tout ou partie de leurs ressources de TP. La forme la plus intégrée est, dans les huit villes nouvelles, celle des syndicats d'agglomération nouvelle (SAN), puisque les communes membres sont dépossédées de leur TP au profit du syndicat et ne conservent que le produit des trois autres taxes. Le projet Joxe-

Ingrandes ou la richesse partagée

Condamnée au mariage, cette commune nantie hésite entre le conseil général de la Vienne et la ville de Châtellerauld

LA petite commune d'Ingrandes, dans la banlieue de Châtellerauld, fait bien des envieux. Alors qu'elle ne compte que 2 000 âmes, elle perçoit une taxe professionnelle de 6,6 millions de francs — l'équivalent de ce que reçoivent des communes de 5 000 habitants.

Pourtant, Ingrandes ne doit pas sa richesse au seul hasard, c'est-à-dire à son implantation de choix, près de l'autoroute Paris-Bordeaux et du réseau de voies ferrées. Son maire, Michel Monteny (divers droite), en place depuis 1977, a reconnu les communes voisines. « Si, faire son boulot d'élite », Cet ancien chargé de mission au ministère de l'Industrie de Georges Pompidou, reconstruit l'administration de sociétés, a tiré parti de son expérience et... de ses relations pour faire venir une dizaine de grandes entreprises « aux champs ». Les plus importantes sont Les Fonderies du Poirou (filiale de Renault qui emploie 900 personnes), les entreprises Agie et Hutchinson-SNC qui comptent, respectivement, 480 et 206 salariés.

Avec un tissu industriel aussi important que le sien, Ingrandes devrait percevoir une taxe professionnelle bien plus élevée encore. Mais, soucieux d'établir une certaine solidarité avec les autres communes, le législateur a prévu de prélever une part de la taxe communale lorsque celle-ci excède deux fois la moyenne par habitant constatée au niveau national. Sur les 11 millions de francs revenant

à Ingrandes, près de la moitié (5,2 millions de francs) sont ainsi versés directement à un fonds départemental de péréquation.

« J'approuve totalement cette disposition du 10 janvier 1980, même si je n'en suis pas bénéficiaire, car il est bon que la loi tempère les égoïsmes », affirme M. Monteny, qui avait été, en 1977, jusqu'à envisager la création d'un syndicat intercommunal — pour partager une partie de sa taxe professionnelle.

Le sénateur et les communes rurales

La distribution du fonds départemental (dont les modalités sont fixées par une loi de 1986) ne reçoit pas, toutefois, une approbation unanime. Actuellement, 219 communes se partagent, à part pratiquement égale, cette manne distribuée par le président du conseil général de la Vienne, René Monory, sénateur d'Union centriste. Une véritable équité exigerait pourtant que la distribution soit mieux pondérée, estime le maire socialiste de Châtellerauld, Edith Cresson. Si la répartition du fonds départemental tenait mieux compte du critère de la domiciliation, sa municipalité, qui accueille plus de la moitié des salariés d'Ingrandes, percevrait 900 000 francs, au lieu de 300 000. « Ce serait plus juste, dans la mesure où c'est nous qui devons répondre aux besoins de ces personnes », dit-elle. La ville-centre doit faire face aux demandes des salariés de la périphérie en logements, équipements socio-

éducatifs ou centres de loisirs, alors qu'elle ne dispose que des ressources de ses propres contribuables ».

Si M^e Cresson est évidemment favorable au projet de loi Joxe, qui, notamment, préconise une meilleure prise en compte du critère de la population pour la répartition de la taxe professionnelle dans les communautés de villes, le sénateur Monory ne l'entend pas de cette oreille. Le « saupoudrage » du fonds départemental n'est pas pour déplaire à ses électeurs, maires des petites communes rurales de la Vienne. Il a donc vu d'un très mauvais œil la proposition avancée par le bouillant maire d'Ingrandes de constituer un district fiscalisé avec quatre communes limitrophes. Pour ne pas alourdir la feuille d'impôt des contribuables, le maire envisage en effet de baisser les autres lignes de fiscalisation, et notamment la taxe professionnelle. Le président du conseil général, visiblement furieux à l'idée de voir cette manne diminuer, a menacé d'émettre un avis défavorable sur la constitution du district, si M. Monteny ne lui signait pas une convention par laquelle il s'engagerait à lui verser, malgré tout, le même écartement.

Le maire d'Ingrandes, qui pourrait aisément faire valoir ses droits auprès du tribunal administratif, a préféré faire allégeance au président du département. Hormis ses affinités politiques, il possède en effet un point commun avec le sénateur : son absence de goût

pour les concentrations urbaines, et notamment celle de Châtellerauld, gîte, qui plus est, par un adversaire socialiste d'envergure. Michel Monteny éprouve une profonde aversion à l'idée d'être absorbé dans une vaste agglomération châtelleraulaise. Son projet de district, destiné à renforcer, un tant soit peu, le poids de sa commune, ressemble d'ailleurs fort à une manœuvre défensive.

Lorsque M^e Cresson rappelle que, dans le projet de loi Joxe, les coopérations intercommunales se fondent sur la libre volonté des communes, M. Monteny fait remarquer qu'il existe une « règle des deux tiers » (lorsque les deux tiers d'un ensemble de communes veulent constituer une communauté, le troisième tiers doit en faire partie, quel que soit son avis).

Le maire de Châtellerauld défend aussi la logique géographique et économique du bassin d'emploi, qui conduirait à la constitution d'une agglomération élargie. Tout en reconnaissant le bien-fondé de ce raisonnement, M. Monteny envisage plus volontiers de s'intégrer à une communauté de vingt-cinq communes (hormis la ville-centre) que pourrait constituer M. Monory. Cette solution lui semble la mieux à même de préserver deux acquis : son pouvoir de décision... et la richesse relative d'Ingrandes.

RAFAËLE RIVAIS

Le message de l'Europe

Les députés européens ont voté hier, à Strasbourg, une résolution sur la situation de l'Europe. Elle appelle à une plus grande coopération entre les États membres de l'Union européenne.

Nous sommes en présence d'une situation qui nécessite une action coordonnée de la part de tous les États membres de l'Union européenne.

Répondant à une question posée par le député socialiste de la Croix-Rouge, M. Cresson a déclaré que le Fonds européen de développement régional (FEDER) avait déjà versé 600 000 millions de francs pour la reconstruction de la région de Béthune.

Absente du conseil diplomatique de la Vienne, M. Monteny a déclaré qu'il était en mesure de fournir des informations sur la situation de la commune d'Ingrandes.

De son côté, M. Cresson a déclaré qu'elle était favorable au projet de loi Joxe, qui, notamment, préconise une meilleure prise en compte du critère de la population pour la répartition de la taxe professionnelle dans les communautés de villes.

PÉTROLE =

Pre du baril de pétrole brut... Les cours du pétrole ont augmenté hier, à New York, de 1,34 dollar par baril.

مركز لدراسات

Le message de l'Europe

Les Douze examineront la nouvelle donne dans le Golfe, le 4 mars, lors de la réunion habituelle des ministres des affaires étrangères. Ils feront notamment une évaluation politique sur l'aide à accorder aux États de la région. Par la voix de M. Abel Matutes, commissaire chargé, notamment, de la politique méditerranéenne, la Commission a déjà indiqué le 28 février qu'elle voulait « d'abord remédier aux conséquences d'une guerre que la coalition et la Communauté n'ont pas voulue ».

« Nous avons, estime M. Matutes, en tant que Communauté un message spécifique : issue elle-même de plusieurs guerres fratricides, l'entreprise européenne est fondée sur le dialogue et l'intégration régionale - économique d'abord, politique ensuite - comme moyens de faire progresser la paix... La Communauté travaille sur divers aspects de l'après-guerre : reconstruction, sécurité, règlement des questions politiques, coopération économique à l'échelle du Moyen-Orient et de la Méditerranée ».

Répondant à une demande du Comité international de la Croix-Rouge, la Commission a déjà décidé l'octroi d'un aide de 500 000 écus (3,5 millions de francs) pour les civils irakiens victimes de la guerre, notamment en vue de l'achat et de la mise en service d'une station d'épuration d'eau ayant une capacité de 800 000 litres par jour, bien nécessaire dans une ville pratiquement privée d'eau potable. L'aide européenne ne devant avoir aucun caractère sélectif, la Commission a aussi discuté jeudi de la ventilation d'une somme de 250 millions d'écus à partager entre Israël et les Palestiniens des territoires occupés.

Absente du devant de la scène diplomatique et militaire ces dernières semaines, l'Europe des Douze entend apparemment se retrancher en jouant un rôle dans la réparation des dégâts par la distribution de la marine communautaire. Sur les 350 millions d'écus pour 1991 et le 1,2 milliard d'écus pour 1992 que la Commission voudrait obtenir du Conseil et du Parlement à titre de « réserve pour d'éventuelles aides complémentaires », une bonne partie pourrait être affectée à la reconstruction des pays où le canon a tonné.

De son côté, M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, a apporté son appui à l'idée de créer une banque internationale pour la reconstruction et le développement du Proche-Orient. Là aussi, les Allemands sont prêts à apporter leur savoir-faire...

J. de la G.

PÉTROLE =

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New-York	19,38 + 0,22
Brent à Londres	18,80 - 0,30

Les cours du pétrole ont terminé la semaine sur une note assez fermée, les opérateurs anticipant une prochaine réduction de la production au sein de l'OPEP lors de la prochaine réunion de l'organisation à Genève.

Les conséquences de la guerre du Golfe

Peut-on stabiliser les prix du pétrole ?

Comment gagner la « paix du pétrole » au lendemain de cette « guerre du pétrole » qui s'est achevée sans avoir dit son nom ? Le débat devrait bientôt reprendre, au-delà des déclarations d'intention sur la nécessaire stabilisation des prix du brut, avec les réunions de l'Agence internationale de l'énergie, le 6 mars à Paris, et de l'OPEP, le 11 mars à Genève.

Les chocs de 1973 et de 1979 ont montré combien la volatilité des cours et leur caractère imprévisible pouvaient être fatals aux économies industrielles, qui ont bâti leur essor sur un accès massif à une énergie à bon marché. Plus que les difficultés des spécialistes à prévoir à quel niveau s'établirait le marché pétrolier à la veille de l'engagement armé dans le Golfe, c'est leur incapacité d'anticiper les mouvements erratiques des prix qui témoigne d'une impuissance chronique face aux humeurs de l'or noir. Qui pouvait penser et surtout empêcher qu'en moins de deux heures les cotations puissent perdre 14 dollars ?

Chacun est conscient que plus aucun pays ne peut supporter de tels soubresauts, qui remettent en question de manière brutale les ressorts de l'investissement, de l'emploi, de la consommation et de la production de richesses, en un mot de la croissance.

Le bon cours de l'or noir

Contenir les variations du pétrole, comme on le fit naguère - avec des succès éphémères - sur d'autres matières premières, supposerait le recours à différents principes et instruments encore controversés, même si les réflexions engagées font référence au mythe d'un accord de l'éclair, qui permettrait pendant une trentaine d'années - avant son explosion en 1985

- d'assagir les cours du métal grâce aux interventions sophistiquées d'un stock régulateur. En premier lieu, il faudrait trancher la question du bon prix de l'or noir, acceptable tant par les producteurs (donc rémunérateur) que par les consommateurs (donc juste, c'est-à-dire non discriminatoire pour l'activité). Cela suppose pour les producteurs, ceux de l'OPEP et les NOPEP, qu'ils partent d'une même voix pour définir une fourchette de prix (un plancher et un plafond) devant être défendue au sein d'un accord avec l'aval des consommateurs. On devine d'ores et déjà les embûches en perspective.

Liens bilatéraux d'Etat à Etat

En fonction de leurs coûts respectifs de production et du poids sensiblement différent du pétrole dans leurs recettes d'exportation, les producteurs auront toutes les peines du monde à s'entendre sur un même prix. Rien ne garantit non plus que les consommateurs acceptent collectivement de mener un dialogue avec les pays exportateurs, certains préférant les liens bilatéraux d'Etat à Etat.

Les accords de régulation des prix peuvent manier deux instruments, soit les quotas, soit les stocks-tampon. L'application des quotas soulève de réels obstacles. Chaque producteur est tenté d'accroître ses exportations au maximum pour se voir distribuer une plus forte proportion du contingent global. Cette pression sur l'offre se traduit souvent par l'écoulement de la matière première « hors quotas » et la création d'un marché parallèle qui vient affaiblir la discipline des producteurs sur le marché principal. Paradoxalement, les quotas encouragent un excès latent d'offre, au lieu de l'ajuster aux besoins. Le mécanisme d'ensemble est à la merci de francs-tireurs qui, en dehors de toute concertation,

profitent de l'effort de stabilisation des prix pour écouler massivement leur production.

La gestion d'un stock régulateur (qui éponge le marché en cas de surplus et l'alimente en situation de pénurie) suppose que chacun participe à l'effort de financement de la marchandise tenue en réserve. Plus le nombre de producteurs est restreint, meilleures sont les chances de succès. Mais il convient encore d'associer les consommateurs à l'effort de stockage.

Dans le cas précis du pétrole, il faudrait ainsi que l'OPEP et les NOPEP d'une part, l'AE d'autre part s'entendent pour gérer en commun un volant de production tenu à l'écart du marché, avec la lourdeur et le coût inhérents à une telle action.

Les accords préexistants ont tous échoué en raison du non-respect d'une de ces nombreuses conditions probables. Dans le cas de l'éclair, certains producteurs (le Brésil et la Chine) ont fait cavalier seul, ruinant les efforts des parties prenantes à l'accord et précipitant la faillite du stock régulateur que les gouvernements des pays consommateurs ne voulaient plus financer. L'accord sur le café, construit sur les quotas, a été « torpillé » par le développement d'un marché hors-quotas à prix bradés, ouvert aux pays de l'Est principalement.

Le pétrole a pendant plus d'une décennie (entre 1973 et 1985) constitué un modèle de stabilisation adossé à un cartel uni de producteurs dictant sa loi aux consommateurs. Ce temps est révolu. L'OPEP, qui se réunira le 11 mars à Genève, manque d'unité. Les pays consommateurs, dont l'Arabie saoudite et le Koweït, ont grand besoin aujourd'hui, sont dans une meilleure situation pour élargir le dialogue sur l'accès à une ressource pétrolière à prix stable.

ERIC FOTTORINO

La crise de l'Europe verte

Bruxelles propose de fortes économies sur les dépenses agricoles

La Commission européenne estime indispensable d'adopter sans attendre de très strictes mesures d'économie afin d'enrayer la progression insupportable des dépenses agricoles (+ 32 % en 1991 par rapport à 1990). Tel est le sens des propositions sur les prix de campagne qu'elle vient de soumettre aux États-membres, et dont les ministres de l'Agriculture des Douze commenceront à débattre au début de la semaine prochaine.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

L'Europe verte est à nouveau en crise. Des raisons conjoncturelles - chute de la consommation dans la CEE, perte de débouchés extérieurs en raison de la crise du Golfe ou des troubles en URSS, baisse du dollar - avaient aggravé les effets d'une surproduction à nouveau chronique.

Il y a quelques semaines, la Commission avait présenté un projet de réforme radicale de la politique agricole commune (PAC) s'articulant autour d'une baisse spectaculaire des prix des céréales, partiellement compensée par des aides directes, que la majorité des États-membres avaient rejeté parce qu'il pénalisait les exploitations les plus rentables.

M. Jacques Delors, président de la Commission, avait souhaité un quasi-statut quo cette année en matière de prix agricoles (ils doivent être fixés en principe avant le 1^{er} avril, date de début de campagne pour les produits laitiers et la viande bovine), afin de ne pas interférer sur le débat de fond, à son avis incontournable, concernant la réforme de la PAC. Souhaitant difficile alors que la progression des dépenses de soutien des marchés conduisait, si rien n'était fait pour l'enrayer, à un

dépassement spectaculaire (900 millions d'écus, soit 6,3 milliards de francs en 1991) de l'enveloppe que les Douze ont décidée en 1988 d'affecter à l'agriculture.

Pour éviter cet obstacle, M. Delors proposa à ses collègues que l'enveloppe soit augmentée de 1,4 milliard d'écus afin de prendre en compte le coût de l'intégration de l'agriculture de l'ex-RDA à la PAC. C'est une source de dépense qui n'avait pas été prévue en 1988 lorsque furent établies les règles de la discipline budgétaire, les agriculteurs n'ayant pas à faire les frais de la réunification allemande. La majorité de la Commission a refusé de suivre M. Delors, mais on peut penser que le débat reprendra au niveau du conseil.

Un programme de gel des terres

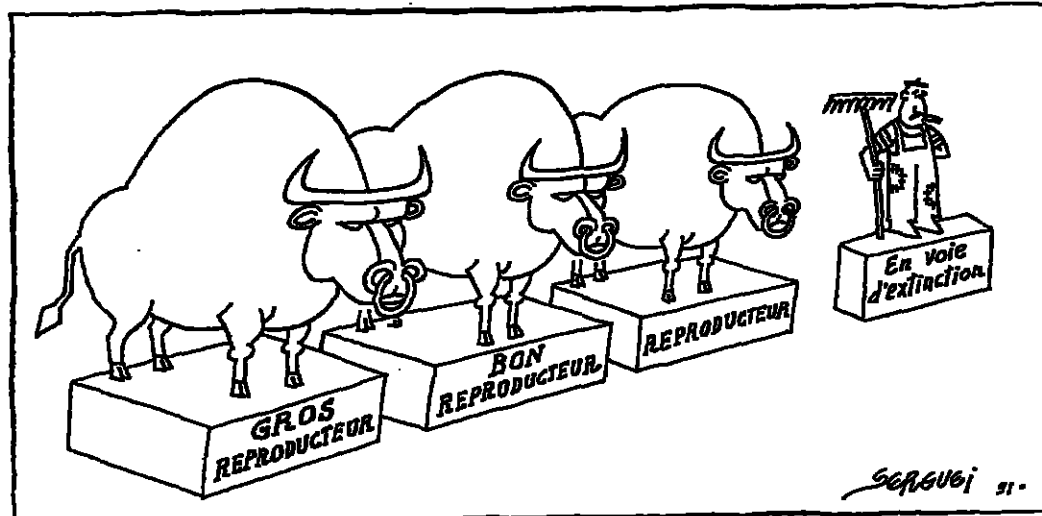
La « potion » que préconise maintenant la Commission, en reconnaissant qu'il s'agit là de mesures d'inspiration budgétaire qui ne permettront pas à elles seules l'assainissement du marché, est passablement amère. Elle préconise le doublement - de 3 % à 6 % - de la taxe de co-responsabilité à laquelle sont assujettis les producteurs de céréales. En seraient exonérés ceux qui s'engageraient à laisser en jachère au moins 15 % de surfaces cultivables de leur exploitation.

La Commission entend ainsi faire démarrer un programme de gel des terres qui existe déjà dans la réglementation communautaire, mais dont plusieurs États-membres, dont la France, ont jusqu'ici freiné la mise en œuvre. Elle propose une réduction de 2 % des quotas laitiers, la baisse du prix du sucre de 5 %, de celui des oléagineux de 3 %, et en outre un aménagement des modalités d'achat publiques d'intervention qui limiterait les garanties dont bénéficient aujourd'hui les producteurs de beurre, ainsi que ceux de viande bovine.

PHILIPPE LEMAÎTRE

La grande parade des paysans

Le Salon de l'agriculture ouvre ses portes à Paris



Le Salon de l'agriculture ouvre ses portes le dimanche 3 mars à Paris, porte de Versailles. Depuis le premier concours général d'animaux gras organisé en 1844 à Poissy, l'excellence agricole n'a cessé en un siècle et demi de se donner à voir comme une leçon de choses provinciale à l'adresse des citadins et à la gloire des meilleurs paysans-éleveurs entichés de médailles et de bêtes encordées.

Mais le Salon de l'agriculture, qui se donne des airs de « plus grande ferme de France » n'a pas toujours été ce grand brasseur populaire et bon enfant qui s'installe, une fois l'an, porte de Versailles, après avoir « nomadisé » au cours du siècle entre le champ de Mars, les voûtes du Grand Palais ou les fortifications de la capitale.

A l'origine, le concours est une affaire d'élite acaparée par une aristocratie physocratique et anglomane, un clan d'aristocrates, qui mène ses journées à croiser les races

d'outre-Manche (la fameuse Durham) avec des espèces indigènes. Dans un livre très éclairant et attrayant paru pour la « centième » du Salon de l'agriculture (1), l'historien Jean-Luc Mayaud montre le premier visage de cette manifestation et de sa genèse. On trouve dès 1755 un certain M. de Turbilly qui, en son domaine

angevin, organise une compétition entre ses fermiers. Les meilleurs reçoivent une décoration d'argent qu'ils peuvent porter « pendant une année, suspendue par un ruban vert à la boutonnière de leur habit ». Et qui leur donne droit « d'un bon d'honneur placé dans le chœur de l'église ». L'idée d'émulation et d'« évangélisation par l'exemple », selon l'heureuse expression de Jean-Luc Mayaud, servira de fil rouge à la modernisation agricole.

Soutenue par Louis-Napoléon Bonaparte (que ses exils en Angleterre ont familiarisés avec les compétitions de races bovines), la philosophie des concours se résume à une obsession : l'apologie de la grasse, l'apogée d'espèces précoces à prendre de l'embonpoint. Le « Napoléon des paysans » n'a-t-il pas l'ambition d'augmenter la production nationale de viande pour donner à chacun son « pot au feu » ?

Boules de suif

A cette époque, les palmiers foisonnent de patronymes nobilités, de ducs et de marquis dont les bêtes exhibent leurs boules de suif à la veille de la Mi-Carême. La date des concours est bien choisie. Les bouchers peuvent acheter, pour leurs étals de fête, les bœufs gras primés avec, à l'encolure, leur glorieuse plaque (on note même un trafic de fausses pla-

ques de gagnant...). Les peintres du dimanche installent leur chevalet devant les passes de ces « artistes de la grasse ».

Avec la naissance du concours général proprement dit, en 1870, l'Etat, jusqu'ici discret, s'implique davantage et insuffle à l'excellence agricole les valeurs républicaines. Le bœuf gras est décerné par le bœuf qui travaille, creuse des sillons et assure une descendance. On se met à fustiger la grasse, on tourne en dérision les « immenses rouleaux de saindoux toujours couchés » que sont les porcs. L'heure a sonné des gros reproducteurs, généreux en tempérament au labeur et en viande de qualité pour la boucherie. Le Salon devient aussi une entreprise commerciale, et les meilleurs lauréats sont vendus à des acheteurs de Buenos-Aires.

Dans le même temps, un capitalisme foncier, composé de gros éleveurs roturiers puis d'agriculteurs agronomes, sonne la fin de la noblesse du dix-neuvième siècle. On revient aux races indigènes, mais avec un esprit permanent de sélection des espèces. La charolaise triomphe, devant la normande et la limousine. Au fil des années, la « démocratisation » se mesure à la diffusion de l'excellence à travers un nombre croissant de départements. Les compétitions, ouvertes aux seuls bœufs et porcs, s'étendent désormais aux vaches, volailles, chèvres et

chiens de berger, fromages, vins, beurres et fruits charnus.

Interrompu au total une vingtaine de fois (pendant la Commune de Paris en 1871, pendant les épidémies de typhus et de brucellose en 1872-1973, au cours des deux guerres mondiales et dans la période de reconstruction), le concours connaît son âge d'or pendant les « années folles », tant par sa fréquentation que par les bonds réalisés dans la propagation du progrès. Menacé de suppression dans l'entre-deux-guerres par la politique de « déflation extrême » de Pierre Laval, il a toutefois traversé le siècle pour s'imposer tant aux professionnels qu'au public et aux dirigeants du pays qui font du rendez-vous de la porte de Versailles une étape obligée de leur parcours politique.

« L'Etat s'est progressivement engagé jusqu'à transformer le concours en outil pédagogique et en instrument de propagande de la modernité agricole avant de s'effacer pour laisser s'exprimer plus largement les organismes professionnels », conclut Jean-Luc Mayaud. Élitiste et populaire, Salon aux dimensions d'un grand hall troué d'un « ring », parisien et provincial, le concours agricole cultive les paradoxes avec délice. Ainsi son succès va-t-il grandissant à mesure qu'à travers la France rurale disparaissent les paysans.

Autre singularité, l'agriculture dite noble, celle de la grande culture céréalière, accepte sans état d'âme apparent le caractère très animalier du Salon, même si la dimension végétale et agronomique a pris de l'ampleur. Surprise encore : France-culture ouvrira cette année ses micros en direct de ce « Salon du siècle ». Les émissions « Le pays d'ici », « Les chemins de la connaissance », « Le temps qui change » et « Grand Angle » éclaireront les facettes les plus diverses du monde agricole contemporain, avec des écrivains, des sociologues, des ethnologues, des agronomes et des femmes paysannes. Initiative qui réjouit et reconforte, comme si tant de beau monde se pressait au chevet d'un malade - l'agriculture - pour mieux s'assurer qu'il vit encore.

E. F.

(1) Cent cinquante ans d'excellence agricole en France. Histoire du concours général agricole. Belfand, 196 pages, 120 francs.

► Du 3 au 10 mars, pare des expositions de la porte de Versailles à Paris, de 9 à 19 heures.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 25 FÉVRIER AU 1^{er} MARS

PARIS

Triomphe modeste

+1,7%

Si le déclenchement de la guerre le 17 janvier était accueilli avec euphorie par les boursiers, l'arrêt des combats et la défaite de M. Saddam Hussein, ces derniers jours, les ont apparemment laissés de marbre. Comme si tout avait été prévu. En effet, un conflit court se soldait par une victoire des alliés était l'hypothèse retenue par les investisseurs dès le déclenchement des hostilités.

Depuis quelques temps, leurs préoccupations sont autres. A la conviction d'une débâcle des armées irakiennes au Koweït, moteur de la hausse boursière, s'est substituée l'incertitude quant à l'avenir.

Les gestionnaires s'interrogent désormais sur la santé des économies occidentales, sur la vigueur ou non d'une éventuelle reprise pour sortir de la récession actuelle et donc sur l'évolution des taux d'intérêt dans le monde. Reflétant ces interrogations, les indices boursiers ont donc fluctué de manière modérée dans un sens ou dans l'autre permettant toutefois à la place française d'enregistrer son septième bilan hebdomadaire consécutif positif (+1,74 %).

Par sa longueur, ce phénomène est assez rare. En 1989, la hausse d'été avait duré six semaines. L'année précédente, en 1988, la Bourse avait connu, entre septembre et novembre,

l'un de ses plus longs mouvements de reprise étalé sur neuf semaines. L'indice CAC 40 avait alors gagné 16,5 %. Cette performance est cependant inférieure aux 20 % de progression que vient d'enregistrer la place française entre la mi-janvier et aujourd'hui.

Toutefois, en s'inscrivant vendredi à 1 746,79 points, le baromètre de la place française est encore en deçà (-10,8 %) des 1 960,07 points affichés la veille de la crise ouverte par l'invasion du Koweït par l'Irak. Lundi, le marché saluait positivement l'offensive terrestre des armées coalisées, déclenchée la veille, tout en observant une certaine modération. L'indice CAC 40 s'appréciait de 1,65 %. Rien à voir avec les 7,05 % de progression enregistrés le 17 janvier, au soir des premiers raids aériens.

Sans débordement

Mardi, les intervenants se montraient plus anxieux, s'interrogeant sur l'après-guerre (-1,88 %). Ce comportement n'était pas spécifique à l'Hexagone, puisque l'ensemble des grandes Bourses internationales évoluaient de manière analogue avec des fluctuations plus ou moins fortes. A cela s'ajoutait en France la publication d'une série d'indicateurs peu encourageants : mauvais résultat du commerce extérieur en janvier (5,8 milliards de francs de déficits), hausse du chômage (0,4 %) pour le même mois et

baisse de 0,4 % de la production nationale au quatrième trimestre de 1990. Ces informations contribuaient à peser sur la tendance le lendemain durant la matinée. Mais la décision de la Banque d'Angleterre d'assouplir une nouvelle fois sa politique du crédit redonnait du baume au cœur des intervenants. La journée commença dans le rouge, s'acheva sur un gain de 1,09 %.

Jeudi, l'arrêt des hostilités dans le Golfe au quarante-deuxième jour de combat était accueilli avec satisfaction par l'ensemble des places boursières mais, là encore, sans débordement. L'indice CAC 40 gagnait 1,66 % sur un marché emmené par les valeurs de BTP susceptibles de participer à la reconstruction de l'Irak et du Koweït.

Si le retour à la paix devait permettre une relance de la machine économique, l'ampleur de ce redémarrage et les besoins financiers multiples pourraient en contrepartie freiner la détente du loyer de l'argent un peu partout dans le monde. A ce raisonnement tenu par des analystes et confirmé selon eux par les tensions à la hausse sur les taux longs aux Etats-Unis, s'est ajoutée vendredi une certaine prudence devant les légers signes de faiblesse du franc face au mark rendant plus difficile une détente des taux France. A la veille du week-end, l'heure était aux prises de bénéfices (-0,74 %) dans un marché actif. Le volume des échanges a atteint

les 2,35 milliards de francs sur le règlement mensuel.

Si les transactions se sont étoffées depuis plusieurs semaines, en revanche les prises de participations, augmentations de capital ou introductions en Bourse sont toujours des denrées rares. Après plusieurs mois de déconvenue, Eurotunnel est repassé au-dessus de la barre des 50 francs au moment où la Communauté européenne décidait d'accorder un prêt de 2 milliards de francs. Depuis les premiers jours de janvier avec 43,7 % de gains, cette valeur s'inscrit parmi les sept plus fortes hausses de l'année talonnant BIC, dont le titre est particulièrement recherché, porté par des spéculations et des rumeurs sur les problèmes de succession de son fondateur Marcel Bich. Vendredi, l'action Beghin faisait l'objet d'importants échanges. Ferruzzi confirmait, en fin de journée, avoir porté sa participation dans le groupe sucrier de 56 % à 60 %, pour un montant estimé à 4,5 millions de francs.

Enfin, les cotations de la Midland Bank étaient suspendues vendredi en raison d'une opération de restructuration des activités. Selon certaines rumeurs, il s'agirait en fait de la cession par cet établissement de son département crédit client spécialisés dans l'immobilier qui serait délégué à une autre entité. Cette perspective que jeudi, à la veille de sa suspension, la Midland s'est appréciée à plus de 15 %.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Optimisme tempéré

+0,71%

Wall Street a évolué irrégulièrement avec d'amples écarts d'aspect positif pour l'économie américaine de la victoire alliée au Proche-Orient étant assombri par la hausse des taux d'intérêt à long terme. Après plusieurs tentatives infructueuses, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a franchi de justesse la barre des 2 900 points vendredi. Au terme des cinq séances, la hausse est modeste (+0,71 %), tandis que l'activité est demeurée soutenue.

Pourtant la bourse new-yorkaise avait débuté la semaine par une forte reprise, l'indice progressant lundi de près de 40 points au cours des premiers échanges. Les investisseurs saluaient ainsi les premiers succès de l'attaque terrestre des forces de la coalition contre l'Irak. La séance se terminait toutefois avec un léger déclin : les participants commençant à porter davantage attention sur la conjoncture après la guerre du Golfe, jugeant le moment opportun pour prendre des bénéfices.

A une économie américaine en récession se greffent les problèmes affectant les banques et qui nécessitent d'importants capitaux au

moment où le déficit budgétaire fédéral atteint des proportions alarmantes.

Par ailleurs, la Réserve fédérale américaine (Fed), qui avait récemment fait baisser les taux d'intérêt afin de relancer la croissance économique, ne semble plus disposée à assouplir davantage sa politique monétaire dans la crainte d'une reprise de l'inflation. Les statistiques économiques publiées cette semaine ont ravi auprès des investisseurs cette crainte.

Indice Dow Jones du 1^{er} mars : 2 909,90 (contre 2 899,36).

	Cours 22 fév.	Cours 1 ^{er} mars
Alex	64 3/4	65 3/4
AT&T	33 1/4	33 3/8
Boeing	47 3/4	49 1/4
Chase Man. Bank	14 3/8	14 3/4
De Pont de Nemours	37 7/8	38 1/4
Eastman Kodak	45 7/8	43 3/4
Exxon	53 7/8	55 3/4
Ford	29 1/2	33 1/4
General Electric	69 3/8	68 7/8
General Motors	36 3/8	39 1/2
Goodyear	28 3/8	21 1/8
IBM	133	131 1/8
ITT	55 1/4	57 1/8
Mobil Oil	59 1/4	63
Pfizer	101 1/2	104 1/8
Schlumberger	59 1/4	63 1/8
Tesaco	59 3/4	64 1/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	148	148 1/2
Union Carbide	19 1/4	19 1/8
USX	30	30 3/8
Westinghouse	30 1/8	27 1/4
Xerox Corp.	54 3/4	56 3/8

TOKYO

Attente nerveuse

-0,08%

L'écrasante victoire américaine dans le Golfe n'a pas eu l'effet escompté sur le Kabuto-cho. Au lieu d'être porté par cet événement, le marché japonais est resté nerveux. Les deux hausses de la semaine ont été annulées par trois baisses. Résultat : un indice Nikkei, le thermomètre de Tokyo, qui, en ouvrant à 25 902 yens pour clôturer à 25 881,57 yens, vendredi, est revenu quasiment à son point de départ au terme d'une semaine de yo-yo.

La situation est d'autant plus « irritante », selon le mot d'un professionnel, que cette victoire rapide sur l'Irak doit servir de ressort à l'économie mondiale en tirant les Etats-Unis de leur ornière, ce qui profitera directement au Japon, son premier partenaire. Autre vertu supposée du dénouement rapide et sans bavure du conflit du Golfe : libérer la pression que fait peser sur les activités boursières la politique de restriction monétaire en vigueur à Tokyo en permettant que s'amorce une détente sur le front des taux d'intérêt.

Mais rien ne se passe comme l'espèrent les marchés. M. Yasushi Mieno, gouverneur de la Banque du Japon, n'a visiblement aucune intention d'assouplir d'un iota sa politique. Son collègue américain paraît camper sur les mêmes positions de fermeté. D'autant également d'une baisse des taux, Wall Street a piqué du nez au lieu de saluer la fin de la guerre du Golfe par un petit coup de galop. L'attitude des opérateurs japonais a donc été de se replier dans un « wait and see » d'où ils ne sortent que pour lancer des opérations spéculatives aussitôt suivies de prises de bénéfices. D'où une Bourse qui finit février sur une note grise.

Indices du 1^{er} mars : Nikkei 25 881,57 contre 25 902,81 ; Topix 931,66 contre 922,88.

	Cours 22 fév.	Cours 1 ^{er} mars
Akai	690	755
BridgeStone	1 130	1 120
Canon	1 410	1 520
Fuji Bank	2 510	2 550
Honda Motors	1 370	1 400
Matsumoto Electric	1 780	1 790
Mitsubishi Heavy	822	820
Sony Corp.	6 750	6 700
Toyota Motors	1 790	1 840

LONDRES

Soulagement et baisse des taux + 3,1%

La Bourse de Londres a nettement progressé (+3,1 %) cette semaine, soulagée par l'attaque terrestre des alliés dimanche dernier, puis par la libération du Koweït et la fin de la guerre annoncée par le président George Bush cent heures après l'offensive.

Le marché a également bénéficié d'une baisse de 0,5 % des taux d'intérêt (à 13 %) mercredi pour la deuxième fois en deux semaines, qui a écarté les inquiétudes provoquées lundi par l'accroissement du déficit de la balance des paiements courants à 1,23 milliard de livres en janvier, alors que les analystes s'attendaient à un chiffre de 800 millions.

Indices « FT » du 1^{er} mars, 100 valeurs : 2 386,9 (contre 2 314,3) ; 30 valeurs : 1 918,2 (contre 1 846,7) ; Fonds d'Etat : 84,56 (contre 85,57) ; Mines d'or : 143,0 (contre 127,0).

	Cours 22 fév.	Cours 1 ^{er} mars
Bovater	5,30	5,52
BP	3,23	3,32
Charter	4,70	4,87
Comptel	1,63	1,67
De Beers	11,43	10,47
Gazco	9,25	9,72
GLS	14,50	14,50
ICI	10,22	10,35
Reuter	7,91	8
Shell	4,62	4,72
Unilever	7,18	7,12
Vickers	2,06	2,23

FRANCFORT

Turbulences - 4,16%

Le succès rapide remporté par les alliés lors des combats terrestres et la libération du Koweït ont tiré la cote en début de la semaine à la bourse de Francfort. Toutefois, des prises de bénéfice et une séance de consolidation, laissant les événements du Golfe au second plan, ont limité les gains.

Le marché a enfin été beaucoup plus préoccupé par les problèmes intérieurs, comme la décision d'une hausse d'impôts, les manifestations contre les suppressions d'emplois et les grèves dans la métallurgie pour des réajustements de salaires dans l'ex-RDA. Dans ce contexte, les investisseurs ont préféré se tenir à l'écart du marché entraînant une baisse de 4,16 % de l'indice DAX.

Indices du 1^{er} mars : DAX 1 516,74 (contre 1 582,52) ; Commerzbank 1 845,10 points (contre 1 901).

	Cours 22 fév.	Cours 1 ^{er} mars
ABG	207	206
BASF	233,50	226,10
Bayer	260,70	254
Commerzbank	267,80	256
Deutschebank	663,50	643,50
Hoechst	242,80	234,50
Karstadt	284	277
Mannesmann	387,50	372
Siemens	436,10	406,60
Volkswagen	384,50	365

Alimentation

	1-3-91	Diff.
Béghin-Soy	760	+ 50
Bongrain	2 550	+ 5
BSN	780	+ 3
Carrefour	3 430	+ 99
Casino G. P. Péra	1 450	+ 2
Eurosuper	3 520	+ 220
Guyenne-Gasc.	1 165	+ 17
LVMH	3 825	+ 77
Gal. Lafayette	325	+ 4
Neuville Galeries	703	+ 34
Ogilvy	273	+ 5
Pern. Ricard	1 163	+ 5
Promodis	2 118	+ 23
Saint-Louis	1 336	+ 43
Sauv. Pernier	1 405	+ 15
Neut	31 200	+ 600

Valeurs diverses

	1-3-91	Diff.
Accor	785	+ 1
Air liquide	666	+ 1
Arjomand	2 005	+ 65
Bic	705	+ 65
Bis	345	inch.
CGIP	1 063	+ 9
Emile	480,90	+ 1,90
Euro-Disney	111,30	+ 0,10
Europe 1	1 258	+ 59
Eurotunnel	51,40	+ 3,55
Groupe Cifé	695	+ 2
Hachette	218,10	+ 0,90
Havas	512	+ 35
Marine Wende	317	+ 4
Navigation mixte	1 295	+ 5
Nord-Est	141,50	+ 8
L'Oréal	515	+ 12
Saint-Gobain	410	+ 5
Saatchi	810	+ 9
Sauv. Chiffon	274	+ 28,40
Sis Rostigol	752	+ 87

Matériel électrique

	1-3-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	591	+ 16
CSE (ex-Signaux)	197	+ 9,90
Général des eaux	2 479	+ 2
Intertechnique	1 231	+ 19
Labinal	798	+ 11
Legrand	3 682	+ 43
Lyon. des eaux	616	+ 30
Matra	280,20	+ 10,20
Morin-Gerin	533	+ 3
Moulinex	101,70	+ 0,20
Radiotechnique	365	+ 25
SEB	1 290	+ 5
Sectant-Aviation	479	+ 22
Thomson-CSF	139,70	+ 12,40
IBM	674	+ 19
ITT	294	+ 3,50
Schlumberger	336,30	+ 40,50
Siemens	2 080	+ 91

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	1-3-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100,05	+ 0,10
8,80 % 1977	120,90	inch.
10 % 1978	100,70	+ 0,40
9,80 % 1978	100,20	+ 0,30
9 % 1979	99,05	+ 0,10
10,80 % 1979	102,30	+ 1,40
CNE 3 %	3 085	+ 20
CNB 5 000 F	99,85	+ 0,10
CNB Paribas 5 000 F	99,60	inch.
CNB Suez 5 000 F	99,67	+ 0,07
CNT 5 000 F	99,85	+ 0,10

Filatures, textiles, magasins

	1-3-91	Diff.
Agache (Fin.)	995	+ 16
BHV	650	+ 49
Demart	1 976	+ 44
DMC	407,50	+ 3,50
Gal. Lafayette	1 614	+ 46
Neuville Galeries	325	+ 4
Printemps	634	+ 2
La Redoute	3 549	+ 70
SCOA	19	+ 2,45

Pétroles

	1-3-91	Diff.
BP-France	118,50	+ 12
ELF-Aquitaine	317,20	+ 28,70
Esso	689	+ 41
Primagas	763	+ 33
Sogefar	382	+ 5
Total	658	+ 11
Exxon	288,50	+ 14
Petrolina	1 860	+ 60
Royal Dutch	423	+ 21,70

Produits chimiques

	1-3-91	Diff.
Inat. Mérieux	4 000	inch.
Labo Roger Bellon	2 590	+ 25
Roussel-Uclaf	1 852	+ 51
Synthelabo	687	+ 22
BASF	779	+ 13
Bayer	872	+ 11
Hoechst	813	+ 8
Imp. Chemical	101,20	+ 0,70
Norsk Hydro	158,60	+ 3,60

Bâtiment, travaux publics

	1-3-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 125	+ 31
Bouygues	610	+ 63
Ciments franç.	1 224	+ 54
GTM	418,90	+ 41,9
Immeub. Ph.	55,40	+ 1
J. Lefebvre	342	+ 18
Lafarge-Coppée	387,20	+ 9,2
Poliet et Chaus.	482	+ 4
SGE-SB	132	+ 16

Mines d'or, diamants

	1-3-91	Diff.
Anglo-American	157,30	+ 9,30
Angold	327	+ 14
Bul. Gold M.	69,90	+ 6,40
De Beers	115,20	+ 2,80
Drief. Cons.	55,40	+ 4,80
Gencor	17,60	+ 0,65
Harmony	35	+ 2,35
Randfontein	19,45	+ 1,4
Saint-Helena	42,50	+ 4,50
Western Deep	136,70	+ 10,20

Métallurgie

	1-3-91	Diff.
Alpi	422	+ 2
Dassault-Aviation	450	+ 10
De Dietrich	1 538	+ 20
Fives-Lille	245,10	+ 40,60
Penhoët	467	+ 32
Peugeot	516	+ 14
SAGEM	1 491	+ 21
Strafor, Facon	1 052	+ 13
Valco	405,10	+ 13,90
Vallourec	315	+ 40,10

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 1^{er} mars 1991
Nombre de contrats : 105 891.

	COURS	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Premier	-	104,84	105,40	105,46
+ haut	-	104,84	105,42	105,46
+ bas	-	104,56	105,16	105,28
Dernier	-	104,68	105,32	105,42
Compensation	-	104,68	105,34	105,36

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	22-2-91	25-2-91	26-2-91	27-2-91	28-2-91
RM	2 396 070	3 073 750	1 245 193	3 550 768	3 532 486
Comptant	10 525 618	8 901 186	3 109 615	12 700 532	8 919 289
R. et obl.	106 223	300 763	86 311	193 102	312 348
Actions	13 027 911	12 275 699	4 441 119	16 444 402	12 764 123

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Prises de bénéfices

Pour la première fois depuis des années, les grands opérateurs sur le marché international des capitaux ont mesuré de réaliser d'importants bénéfices sur des transactions conclues peu de temps auparavant. Ils n'ont pas manqué de le faire. Les cours des obligations ont récemment, qui avaient très fortement monté depuis la fin de janvier, se sont en conséquence tassés dans presque tous les compartiments, et le volume d'emprunts nouveaux a considérablement diminué.

Cette évolution est liée à l'issue de la guerre du Golfe. Le déclenchement du conflit avait précipité une baisse générale du niveau de l'intérêt, incitant les investisseurs à répondre avec empressement aux propositions que leur faisaient les nombreux débiteurs attirés par un environnement si favorable. Le mouvement se justifiait notamment par la perspective d'un ralentissement de l'activité économique dans l'ensemble des grands pays industrialisés. La situation apparaît désormais sous un jour nouveau. Les affaires devraient reprendre surtout aux États-Unis, pays qui profitera le plus de la reconstruction du Koweït. Aussi ne peut-on plus tabler sur un nouvel assouplissement de la politique monétaire et sur une diminution des rendements outre-Atlantique.

De fait, il n'y a eu cette semaine qu'un seul emprunteur de premier plan à lever des fonds en très grandes quantités sur l'euro-marché. La Communauté économique européenne, la CEE, avait à se procurer 1 milliard d'écus pour le compte d'un de ses membres, la Grèce. Ce montant représente la première tranche d'un crédit de 2,2 milliards d'écus que les ministres des finances des douze ont décidé, lundi 25 février, d'octroyer à ce pays. Le Trésor d'Athènes peut se féliciter des conditions auxquelles le prêt lui a été consenti. Il est difficile d'imaginer qu'elles aient pu être meilleures.

La forme sous laquelle les fonds seront mis à la disposition de la Grèce diffère sensiblement de celle sous laquelle ils ont été levés, telle que les investisseurs en ont pris connaissance et qui consiste en deux euro-emprunts de 500 millions d'écus chacun, l'un de cinq ans de durée, l'autre de sept ans. Sauf le prix d'émission, le profil du

premier, placé sous la direction de CSFB, est exactement celui d'une opération précédente, d'un montant de 260 millions, lancée en janvier par le même débiteur et dont le produit était destiné à la Hongrie. Ces deux transactions, dont le taux d'intérêt nominal est de 9,75 % l'an, sont en réalité assimilables et elles vont fusionner pour constituer une grande ligne, de 760 millions, qui, en raison de sa taille, promet d'être activement négociée sur le marché secondaire. Le second emprunt, celui de sept ans, était confié à la Dresdner Bank. Son taux d'intérêt est de 9,25 %.

La CEE emprunte pour le compte de la Grèce

Dans son appel d'offres aux grandes banques internationales, la CEE avait spécifié que, pour répondre aux besoins de la Grèce, elle entendait nouer des contrats d'échanges de deux sortes concernant ses deux nouveaux emprunts. Pour moitié environ, celui de cinq ans devait être transformé en fonds en deutschemarks dans la rémunération serait fonction de l'évolution du marché monétaire allemand. La totalité de l'emprunt de sept ans devait certes demeurer en écus mais l'intérêt servi ne serait plus à taux fixe mais à taux variable. Il était prévu que les banques qui se chargeraient des transactions de swap ne seraient pas les mêmes que celles à qui la direction des emprunts avait été confiée. Le swap qui débouche sur du mark a été réalisé par Paribas et l'autre par l'Union de banques suisses.

En dissociant ainsi les rôles des intermédiaires financiers, la CEE tenait à parvenir à la plus grande transparence possible. Son précédent emprunt avait été dirigé par l'Eurobanque londonienne de Daiwa, la maison de titres japonaise à qui était également revenu d'organiser un swap de façon à fournir à la Hongrie des fonds en marks à la place de ceux en écus. Ce cumul avait été critiqué, certains n'hésitant pas à prétendre que Daiwa, pour obtenir un mandat aussi prestigieux que celui de la Communauté économique, avait subventionné l'opération de swap.

Les deux nouvelles émissions de la CEE ont vu le jour mardi 26 février, dans un marché fortement orienté à la baisse. Aussi leur

a-t-il été fait un premier accueil très réservé. Il est probable qu'elles auraient été mieux acceptées si les deux banques chefs de file avaient au départ non pas fixé le rendement des titres de façon absolue, mais de façon relative, par rapport à un emprunt de référence. On aurait ainsi pu constater leur évolution dans les limites de l'ensemble du marché auquel elles auraient été comme arrimées. Au lieu de cela, elles ont fluctué de façon beaucoup plus prononcée. Et les établissements du groupe de direction n'ont pas été en mesure de respecter le prix minimum de vente au-dessous duquel ils s'étaient pourtant promis de ne pas se défaire de titres.

S'attarder à de tels aspects techniques est nécessaire, car ils sont au cœur des débats actuels de l'euro-marché. De nombreuses grandes banques qui s'étaient jurées l'an passé de maintenir une rentabilité suffisante constatent avec dépit que leurs bonnes résolutions ne résistent pas à une détérioration du marché. Elles se livrent une concurrence acharnée dans le compartiment très jeune et très ouvert de l'écu où les places ne sont pas encore distribuées comme ils le sont ailleurs, pour les émissions libellées en dollars par exemple. Cela fait que si, comme la CEE, les débiteurs attribuent les mandats à ceux qui leur font les offres les plus alléchantes, le risque est grand qu'un emprunt soit émis à des conditions vraiment trop basses.

L'aspect rassurant de cette mésaventure est qu'elle ne parvient pas à entamer le prestige dont jouit le marché de l'écu. Chacun est convaincu que les titres de la Communauté trouveront bientôt preneurs et, déjà, on se prépare à la prochaine émission de la CEE qui, dans quelques semaines, va lever des fonds pour la Tchecoslovaquie. Il est question de quelque 200 millions d'écus. D'ici là, le compartiment de la monnaie européenne devrait avoir accueilli au moins un emprunt convertible en actions; le débiteur en sera un établissement luxembourgeois d'origine portugaise, Espírito Santo Financial Holding, et le montant portera sur 75 millions d'écus.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar sorti des sables

Un dollar à près de 1,54 deutschemark et de 5,25 francs, au plus haut depuis le 16 janvier dernier: tel a été l'effet de l'arrêt des hostilités dans le Golfe, qui laisse espérer aux milieux financiers américains une sortie rapide de la récession. En ce cas, la Réserve fédérale des États-Unis mettrait en sommeil sa politique de baisse des taux d'intérêt. C'est ce raisonnement qui a fait remonter les rendements des emprunts d'État à long terme (voir ci-dessous en rubrique «Marchés monétaires et obligataires»), phénomène de nature à rendre plus rémunérateurs les placements en dollars, d'où la hausse de cette devise.

Cette hausse a été continuée tout au long de la semaine, avec un point d'orgue à la veille du week-end. Dès lundi, après le lancement de l'offensive terrestre des alliés au Koweït, la devise américaine poursuivait le raffermissement amorcé

la semaine précédente, et passait de 1,48 DM à 1,51 DM, et de 5,06 F à 5,13. La levée partielle des incertitudes sur le Golfe dopait le «billet vert». Les jours suivants, la hausse se poursuivait à un rythme plus ralenti, avec une accélération jeudi sur l'augmentation de l'indice des directeurs d'achats des entreprises de la région de Chicago, passé de 40,6 points à 45 points en février (cet indice mesure l'intensité des achats, avec un maximum de 100 et un point médian de 50, frontière entre l'expansion et la récession). S'y ajoutait la hausse des rendements des obligations à long terme, pour les raisons évoquées précédemment.

Vendredi, toutefois, le dollar fléchissait un peu, revenant à 1,5350 DM et 5,22 F, la faible augmentation de l'indice national, cette fois, des directeurs d'achats américains, à 38,5 points contre 40 attendus, ayant déçu les opéra-

teurs. La hausse des taux d'intérêt à court terme en Allemagne a renforcé le mark en Europe, que ce soit vis-à-vis du franc suisse ou vis-à-vis du franc français.

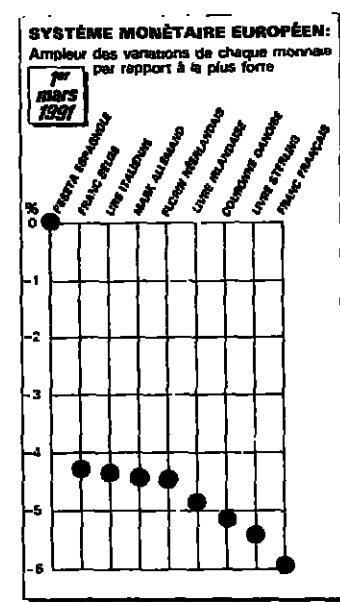
A Paris, le cours de la devise allemande montait à 3,4070 F, ce qui est de nature à gêner la Banque de France (voir ci-dessous). De son côté, la peseta caracole toujours en tête du système, dopée par les taux d'intérêt meurtriers maintenus par la Banque d'Espagne, ce qui gêne également la Banque de France, puisque notre monnaie est en queue du SME, avec un écart de 6 % avec la peseta, juste à la limite de l'écart maximal de 6,18 %.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 FÉVRIER AU 1^{er} MARS 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	\$ EU.	Franc français	Franc suisse	DM	Franc belge	Fl. bel.	Lin. italienne
New-York	1,5035	-	151,497	75,379	65,243	3,1655	57,891	0,00726
	1,5075	-	151,666	75,385	67,060	3,1562	59,283	0,00844
Paris	5,1400	5,2220	-	393,519	340,705	16,5305	302,286	4,5591
	5,1382	5,0770	-	397,57	340,46	16,5320	302,02	4,5411
Zurich	2,5259	1,3270	25,4117	-	86,5792	4,2006	76,8162	1,1579
	2,5277	1,3270	25,4258	-	86,6357	4,1592	75,5666	1,1422
Francfort	2,9714	1,5227	29,380	125,891	-	4,8518	82,725	1,3374
	2,9100	1,4912	29,3716	116,7736	-	4,8557	82,7091	1,3328
Bonnheim	60,1315	31,59	6,0484	23,065	20,5841	-	18,2665	2,7562
	60,1148	30,71	6,0488	24,0485	20,5841	-	18,2668	2,7468
Aussterdam	3,2883	1,7775	33,0811	1,3018	112,789	5,4085	-	1,50741
	3,2905	1,6816	33,1101	1,3163	112,728	5,4737	-	1,50357
Milan	2181,41	1146	219,456	863,092	747,70	36,2773	663,386	-
	2188,48	1118	220,308	875,489	748,731	36,4080	665,08	-
Tokyo	235,735	134,35	25,7726	104,2434	87,6557	4,2559	77,134	8,11793
	251,819	131,39	25,8617	102,819	88,0498	4,2754	78,1082	8,11744

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 1^{er} mars, 3,8868 F contre 3,8667 F le vendredi 23 février.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Vents contraires

Les tempêtes d'hiver sont rarement agréables et les marchés financiers s'en sont aperçus cette semaine, tiraillés entre l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt et les tensions observées de part et d'autre de l'Atlantique. L'évolution des cours du MATIF, oscillant entre 105,30 et 104,70, suivant les nouvelles du Golfe et, surtout, l'évolution des taux un peu partout, ont reflété cette contradiction.

L'espoir, tout d'abord. En France, les taux d'intérêt à court terme ont sensiblement fléchi, revenant à 9 1/8 %, niveau auquel la Banque de France les a stabilisés en reprenant des capitaux par émission de papier. Ce fléchissement est dû à une spéculation à la baisse, entretenue par les propos d'un sibiylisme de M. Pierre Bérégovoy, qui déclarait à la presse jeudi: «Je dirais que les indications données par le marché s'orientent dans la bonne direction». Mais, étant donné, naturellement, celle de la désescalade des taux.

Aussitôt, les opérateurs en ont conclu que la Banque de France allait baisser ses taux directeurs, actuellement fixés à 9,25 % la semaine prochaine, peut-être même dès lundi prochain, ce qui est peu probable. Si on y ajoute la nouvelle diminution du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre, ramené à 13,5 % à 13 %, et celle des taux sur les bons du Trésor espagnol, on conçoit qu'à Paris les espoirs d'une initiative de l'institut d'émission soient vifs.

Le mark à la hausse

Mais des vents contraires soufflent sur le marché. En Allemagne, les taux d'intérêt à court terme se sont très vivement tendus, atteignant 9 % de un jour à un an, tant la demande est vive, les banques ayant calculé leur juste pour la constitution de leurs réserves obligatoires. Résultat: elles ont dû emprunter 10 milliards de marks, jeudi, à la Bundesbank au guichet des avances sur titres (Lombard), au nouveau taux plafonné, porté de 8,50 % à 9 % fin janvier 1991, ce qui éveille des inquiétudes, car la Banque centrale n'aime pas cela. Mardi, elle va alimenter le marché à taux fixe, on verra bien à quel niveau.

Certes, le vote probable de l'augmentation des impôts en RFA (hausse des impôts directs et indirects, notamment de la taxe sur l'espace) sera de nature à apaiser un peu les tensions: le rendement de l'emprunt d'État à 10 ans (BUND) n'a guère varié, à 8,36 %, loin du 9 % qu'il avait atteint au printemps dernier. Mais le relèvement des impôts outre-Rhin n'aura lieu que le 1^{er} juillet prochain et, d'ici là, il faudra souffrir. Le fait que, de part et d'autre du Rhin, le loyer de l'argent au jour le jour soit pratiquement devenu identi-

que, pousse, naturellement, le mark à la hausse à Paris, ce qui pourrait inciter la Banque de France à la prudence. Par ailleurs, la rumeur d'un abaissement du taux d'intervention de la Banque d'Espagne courait en fin de semaine. Une telle initiative permettrait à la peseta de baisser un peu par rapport au franc et redonnerait une marge de manœuvre à la banque centrale française (voir ci-dessus en rubrique «Devise et or»).

Un fait est certain: la France a besoin d'une diminution de ses taux d'intérêt à court terme, pour abaisser les charges financières qui pèsent sur les petites et moyennes entreprises, dont beaucoup sont affectées par le ralentissement de l'économie. Mais, comme on le voit, il ne lui est guère possible de ne pas tenir compte du contexte européen.

Pour achever de brouiller les cartes, la fin des hostilités dans le Golfe et l'espoir d'une reprise de l'économie américaine ont éloigné la perspective d'une nouvelle baisse des taux d'intervention de la Réserve fédérale, et le rendement de l'emprunt du Trésor à 30 ans a bondi de 8,14 % à plus de 8,25 %. Du coup, le rendement de l'OTAT français à 10 ans est passé de 9 à 9,12 % en fin de semaine.

Sur le marché obligataire de Paris, le sentiment n'est pas à la morosité, en dépit des cabrioles du MATIF, avec un événement: cette semaine, le Crédit foncier de France a pu lancer un emprunt géant (JUMBO) 3,5 milliards de francs, en deux tranches, accompagnées chacune d'une innovation. La première, très classique dans son principe (3 milliards de francs à 8 ans et 290 jours, assimilable à la souche 9,20 % 2000, avec un rendement de 9,42 %) a été placée, avec succès, suivant un nouveau système en vigueur pour les émissions en eurofrancs: le placement s'effectue sans rétrocession de commissions, comme c'est la règle à l'heure actuelle, ce qui favorise les gros établissements placeurs (BNP, Crédit lyonnais, Société générale) - heureux de toucher la commission pleine - et

mécontente les petits, évincés du marché. Pour se défendre contre les récriminations des petits, le Crédit foncier avance que ce système est le seul possible pour lancer des gros emprunts.

Le même Crédit foncier a imaginé un produit nouveau pour les particuliers, des obligations que l'on pourrait appeler «fondantes» et qui, chaque trimestre, assurent au porteur un coupon constant, composé d'intérêts et de capital, jusqu'à l'extinction du titre au bout de dix ans, à l'imitation des prêts immobiliers dont les échéances mensuelles ou trimestrielles comprennent le paiement des intérêts et le remboursement du capital, en sifflet. Le gros emprunt a été usuellement placé, bien qu'il soit sorti un mauvais jour, mardi, marqué par une baisse des cours du MATIF, sur une vaine tentative de M. Saddam Hussein d'échapper à son sort. Quant à l'emprunt destiné aux particuliers, son montant initial de 525 millions de francs dépassait déjà 600 millions de francs avant toute publicité.

La Caisse nationale des télécommunications (CNT) a levé, avec succès, 1,1 milliard de francs à 10 ans, 9,20 % nominal et 9,30 % réel, avec émission en dessous du pair, ce qui est très apprécié par les investisseurs institutionnels puisqu'un gain en capital est acquis dès le début. La semaine prochaine, on attend un emprunt d'Air-France et du GORTP (Groupe-ment du bâtiment et des travaux publics) qui, autrefois, avait mauvaise presse, en raison des défaillances fréquentes dans ce secteur, mais qui est revenu en grâce, la sécurité étant plus grande et le coupon élevé, ce qui est toujours apprécié par le public. S'y ajoutera, comme il est de règle au début du mois, l'adjudication d'obligations assimilables du Trésor. Enfin, le Crédit agricole a lancé, pour son propre réseau, un emprunt de 2 milliards de francs, qui pourrait être porté à 2,3 milliards de francs, au taux nominal de 9,20 %, 9,48 % réel et sur une durée de neuf ans.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Léger raffermissement des métaux

La suspension des hostilités dans le Golfe a eu comme premier effet de stimuler légèrement les prix des métaux non ferreux sur le London Metal Exchange (LME). Depuis le début de la crise, les professionnels estimaient que deux conditions devaient être remplies pour redonner aux matières premières un peu d'éclat: une guerre courte au Moyen-Orient et une retombée des prix du pétrole afin de permettre aux pays industrialisés une reprise rapide de la croissance. Les marchés ont ainsi salué l'arrêt des combats comme la première étape nécessaire à la deuxième condition.

L'hypothèse de voir les prix du pétrole bruta fléchir restait cependant aléatoire en fin de semaine. Il y a fort à parier, en effet, que l'Arabie saoudite, soucieuse de raviver le poids de l'OPEP et d'accroître ses recettes pétrolières, va contrôler sa production. Les négociants, interrogés le vendredi 1^{er} mars, estimaient que les cours du baril pourraient se stabiliser bientôt autour de 20-21 dollars, un niveau qui satisfait les produc-

teurs sans compromettre une reprise dans les pays importateurs. S'agissant des métaux, redeviens très sensibles aux à-coups de la croissance, les perspectives restent moyennes. Les analystes sont ainsi pessimistes pour l'aluminium qui devrait connaître en 1991 une période de bas prix. Alors que la production devrait s'accroître de 10 % dans les trois ans à venir, la consommation va connaître un réel essoufflement. Le spectre de la pléthore se profile à nouveau, moins inquiétant cependant qu'au début de la décennie 80.

L'industrie de l'aluminium est en effet moins dépendante que par le passé des prix pétroliers. Les grandes firmes se sont délocalisées pour tirer avantage d'une énergie hydroélectrique bon marché (au Canada et en Australie) ou de réserves en charbon. Les installations d'aluminium des émirats arabes n'ont en outre pas été affectées par le conflit du Golfe, comme on l'avait craint un moment.

Incertitude pour le nickel

Une récente étude du courtier américain Shearson Lehman Brothers consacrée au nickel montre que ce métal, symbole de l'époque industrielle (les aciers inox représentent 60 % de ses débouchés), est très exposé aux risques de ralentissement économique, sinon de récession. En 1991, les prix devraient s'établir en moyenne à 3,75 dollars par livre, contre 4,03 dollars en 1990. Si on est loin, là encore, des prix enregistrés lors de la grande crise des métaux des années 1982-1987 (les cours moyens s'établissaient à 2,11 dollars la livre), les courtiers américains brosent un tableau assez sombre de la conjoncture du «métal du diable».

En dépit d'une baisse de la consommation de 4 % en 1991 (hors pays socialistes), la production mondiale risque de s'accroître de 2,5 %, avec une poussée sensible en Australie, au Brésil, au

Japon et en Corée. En fin d'année, les stocks mondiaux devaient passer de 1,4 à 1,8 mois de consommation, un niveau encore acceptable si on considère que, pendant les années noires du nickel, le surplus équivalait à quatre mois de demande.

L'inconscience principale du marché réside toujours dans les échanges Est-Ouest. «En 1990, observe Shearson Lehman, les exportations nettes de nickel du bloc soviétique ont atteint environ 100 000 tonnes, soit 15 % de la demande mondiale. Ces pays, l'URSS en particulier, sont devenus une source d'équilibre de l'offre au cours des trois dernières années.» Autrement dit, les irrégularités de livraisons en provenance de l'Est contribuent à l'instabilité des prix, d'autant que les stocks du LME sont composés pour l'essentiel de cathodes soviétiques.

L'URSS exportera-t-elle massivement en 1991? Sa quête de devises pourrait être entravée à la fois par le marasme industriel, qui affecte de manière générale l'économie soviétique, ainsi que par la réorganisation du commerce extérieur, dont les résultats sont pour l'instant confus. D'autres sources d'instabilité peuvent provenir de Cuba (dont le nickel est la seconde recette en monnaie forte après le sucre) et de Chine.

ERIC FOTTORINO

■ Hausse de 0,3 % des prix en Allemagne. - Au cours du mois de février, et selon des chiffres encore provisoires publiés par l'Office fédéral des statistiques, les prix de détail ont augmenté de 0,3 % dans la partie ouest de l'Allemagne. En un an (février 1991 comparé à février 1990), l'augmentation est de 2,7 %. L'Office fédéral des statistiques continue de différencier les chiffres de l'Allemagne de l'Ouest de ceux de l'ancienne RDA.

PRODUITS	COURS DU 1 ^{er} 3
Or (livres)	1 380 (+ 50)
Argent (livres)	1 570 (+ 25)
Aluminium (livres)	5 600 (+ 25)
Nickel (livres)	297,70 (+ 182)
Argent (livres)	548 (+ 8)
Café (livres)	1 121 (+ 26)
Caoutchouc (livres)	278 (+ 25,25)
Maïs (livres)	254 (+ 15,25)
Sucre (livres)	171,30 (+ 8,6)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

est paru

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Après les émeutes de la Réunion

M^e Jacques Vergès appelle le « peuple créole » à se mobiliser contre la « répression colonialiste »

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION
de notre envoyé spécial

Le blanc, symbole de pureté, est très à la mode, en ce moment, à la Réunion. C'est vêtu de propreté candide et de lin immaculé que M. Félicien Malbrouck, l'artisan plombier suspecté par les autorités d'avoir orchestré les agissements de certains « casseurs » (équivalent créole de « casseurs ») par l'intermédiaire d'un réseau de cibles, a exposé lui-même sa défense, vendredi 1^{er} mars, après avoir été remis en liberté sans qu'aucune charge ait été retenue contre lui dans le cadre de l'enquête en cours sur les émeutes meurtrières des 23, 24 et 25 février.

Tiré à quatre épingles comme un premier communiste, arborant à la boutonnière une petite croix en bois pour témoigner de la ferveur de ses sentiments religieux, cet

ancien boxeur s'est déclaré vierge de toutes les accusations dirigées contre lui, sur la foi d'indications livrées par le maire socialiste de Saint-Denis, M. Gilbert Annette, qui avait été le premier à le mettre publiquement en cause, relayé par le député UDC de l'île, M. Jean-Paul Virapoulle, qui l'avait présenté comme « un des cerveaux de l'opération ».

La police n'ayant découvert ni dans sa voiture ni chez lui aucun élément de preuve, pas le moindre « plan » et encore moins de fusil à pompe à canon scié, contrairement aux premières rumeurs, M. Félicien Malbrouck s'est déclaré victime d'« accusations absolument gratuites » et, après avoir pris les conseils d'un avocat, il a contre-attaqué en refusant de tenir le rôle de « l'ami » et en accusant à son tour « les hommes politiques » de chercher à « masquer leur totale imprévoyance et leur incurie ».

« J'appelle en particulier à la réunion », a-t-il précisé, le maire de la commune de Saint-Denis, dont les mains sont de toute évidence plus rouges que les miennes ».

Il a, en revanche, confirmé son engagement aux côtés du Parti communiste réunionnais (PCR), dont il fut le candidat à Saint-Denis aux élections cantonales de septembre 1988. « Moi, je ne suis pas de ceux qui changent de palette », s'est-il indigné. « J'ai été communiste, je reste communiste ». Il nous a même précisé que, le dimanche 24 février, en marge des incidents, il participait à une assemblée générale de militants communistes préparatoire à une élection cantonale partielle organisée, le dimanche 3 mars, dans le cinquième canton du chef-lieu.

« Une opération politicienne »

Il n'est pas certain que les convictions politiques ainsi affichées avec sincérité par M. Malbrouck contribuent à clarifier définitivement son cas car, au même moment, le secrétaire général du PCR, M. Paul Vergès, s'employait à soutenir, au contraire, que le PCR ne considérait plus, depuis longtemps, l'ancien boxeur comme l'un des siens.

La thèse du « complot » politique n'a, en tout cas, pas progressé d'un pouce, bien que le procureur de la République, M. Jacques Schiano, ait exprimé les mêmes certitudes que le préfet. Il a affirmé à l'un des trois quotidiens locaux que la police avait établi l'existence de « commandos organisés » et qu'il restait à « trouver les coupables et les commanditaires ». Selon lui, il y a d'autant plus d'urgence que « cette agitation n'est qu'un coup d'essai et risque de se reproduire », les manifestations en faveur de Tété Free-DOM (dont le matériel a été mis sous scellés à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel) n'ayant été que « l'amorce, la bombe de cette insurrection préparée depuis longtemps ».

M. Paul Vergès, secrétaire général du PCR, a promis à ses adversaires politiques des répliques judiciaires foudroyantes s'ils persistaient à soutenir que son parti est le chef d'orchestre clandestin du prétendu « complot ». « Ils se livrent à une opération politicienne alors que la situation est dramatique et que ces violences étaient prévisibles de longue date », a-t-il déclaré.

M. Vergès s'est déclaré prêt à remettre en question son soutien à M. François Mitterrand : « Venir nous pousser à quitter la majorité présidentielle ? Nous étions entrés librement dans cette majorité, nous sommes libres d'en sortir... ».

La journée du 1^{er} mars a été surtout marquée d'une pierre blanche par l'« ennemi public numéro un » désigné par la préfecture, M. Camille Sudre, le président de Tété Free-DOM, qui s'est fait plaisir en se livrant, accompagné d'une cohorte de journalistes, à une visite guidée du quartier du Chaudron, épicentre des émeutes, pour exhiber sa popularité auprès d'une population portée à le considérer comme un messie depuis qu'il lui a ouvert ses antennes.

Soutenu à la fois par M. Paul Vergès, qui venait de dire à quel point Tété Free-DOM, mélangé « le meilleur au pire », avait répondu, pendant cinq ans, à un « besoin social », et par M. Gilbert Annette, qui s'est déclaré, sur RFO, « non qualifié pour juger » son troisième adjoint, en charge de l'« animation » au conseil municipal, M. Sudre a serré beaucoup de mains. Il a surtout reçu

beaucoup d'encouragements, notamment de la part de M. André-Moïse Fontaine, un ancien combattant diabétique qui fait depuis huit jours la grève de la faim en brûlant des drapeaux tricolores sur la principale place du quartier en signe de solidarité avec Tété Free-DOM.

« La chasse aux créoles »

Cette promenade a eu un effet stimulant sur l'insurgé de la manifestation du samedi 23 février à la suite de laquelle se sont produits les premiers incidents. En fin d'après-midi, Radio Free-DOM a rouvert son antenne pour une émission intitulée « Radio-Riposte » en souvenir du passé radiophonique du PS (à l'époque où M. Mitterrand, premier secrétaire du PS, était poursuivi par la justice pour émissions illégales) et M. Sudre s'y est déclaré résolu à poursuivre son combat pour la liberté d'expression. Le mot guerre serait d'ailleurs plus juste. L'avocat du fondateur de Tété et Radio Free-DOM, M. Jacques Vergès, qui devait plaider en retard, samedi après-midi, contre la saisie de l'émetteur de télévision de son client, a en effet tenu, à ce micro, des propos qui ne paraissent pas de nature à calmer les esprits.

Le tableau dépeint par le frère du secrétaire général du PCR relève de l'apocalypse : « Le peuple créole est l'objet d'une répression colonialiste. (...) Les troupes venues de France font la chasse aux créoles comme on fait la chasse aux lapins. (...) C'est la manière dont on traitait les Algériens, les Canaques, les Malgaches, et on sait comment ça s'est terminé. (...) Les morts sont nos martyrs. (...) Il y a ici des fonctionnaires d'autorité, des gens qui considèrent les créoles comme de la merde, c'est intolérable. (...) Nous allons mettre en accusation les vrais coupables, ceux qui couvrent des méthodes de gangster, de trafiquants, de corrupteurs, d'assassins. (...) Nous devons résister parce que le moment est grave (...) Il nous faut, nous les créoles, nous mobiliser. »

ALAIN ROLLAT

L'avenir des normes européennes de télévision à haute définition

Bruxelles cherche un compromis entre les industriels et les chaînes privées

Faut-il, et dans quelles limites, infléchir la stratégie mise en œuvre par la Communauté pour introduire progressivement la télévision à haute définition (TVHD) ? Peut-on le faire sans mettre en péril la norme européenne de transmission HD-MAC, au développement de laquelle travaillent depuis plusieurs années, avec le concours des pouvoirs publics, l'industrie européenne de l'électronique grand public ? Telles étaient les questions posées par la Commission européenne lors d'une réunion de consultation organisée le 28 février à Bruxelles et à laquelle participaient des industriels, des télédiffuseurs, des opérateurs de satellites et des producteurs de programmes.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

M. Filippo Maria Pandolfi, vice-président responsable de la politique de la recherche, et M. Jean Dondelinger, commissaire chargé de l'audiovisuel, cherchent à favoriser la conclusion d'un compromis entre les industriels, d'une part, les télédiffuseurs privés et les opérateurs de satellites de moyenne puissance, d'autre part, qui ont, dans cette affaire, des intérêts considérables mais sensiblement différents. On est convaincu à Bruxelles que l'émergence d'un consensus est le seul moyen de s'opposer avec efficacité aux Japonais, qui se gardent bien, pour leur part, de progresser vers la TVHD en ordre dispersé. Dans cette perspective, les participants ont décidé de constituer un groupe de travail qui rendra ses conclusions le 27 mars prochain.

La directive adoptée par les Douze en 1986 qui favorise la technologie européenne en imposant la norme

MAC pour les transmissions par satellites de haute puissance (TDF, TVSAT) vient à expiration à la fin de l'année. Faut-il élargir cette contrainte aux satellites de moyenne puissance, tel Astra, plutôt plus performants que les satellites lourds et d'où émettent actuellement principalement en PAL-SECAM, la vingtaine de télévisions privées réunies au sein d'ATTC ?

L'industrie, qui a misé sur HD-MAC et la norme intermédiaire D2-MAC, réclame cette mesure de protection, selon elle nécessaire pour rentabiliser ses investissements. De leur côté, les chaînes publiques françaises et allemandes se sont engagées à émettre en D2-MAC. Les télévisions privées plaident au contraire pour la liberté du marché. Elles émettent à partir de satellites de moyenne puissance vers plusieurs millions de foyers équipés pour la réception en PAL ou SECAM et souhaitent ne pas devoir imposer à cette clientèle une adaptation coûteuse de leurs téléviseurs, voire leur remplacement. Ils font valoir en outre que la norme MAC pourrait bientôt se révéler dépassée par une technologie complètement numérique.

C'est entre ces deux positions contradictoires que la Commission s'efforce de trouver une voie moyenne. Ses services semblent convaincus que la norme numérique, bien qu'elle ne conteste pas à terme la supériorité, ne sera pas opérationnelle avant une dizaine d'années. Ils considèrent également qu'il serait dommageable pour tous (y compris pour le développement de la transmission par satellite) de se mettre à dos les télédiffuseurs privés en cherchant à imposer MAC de façon « non réaliste ». Cependant, ils souhaitent assurer clairement, en écartant les incertitudes, la promotion de la norme européenne, ce qui implique également, pense-t-on à Bruxelles, la défense de la norme D2-MAC.

L'objectif dont il convient maintenant de préciser les modalités serait donc d'inciter les télédiffuseurs à passer de PAL à MAC, mais de façon

progressive, sans rupture pour leur clientèle, d'une manière qui soit donc commercialement supportable. Il existe plusieurs voies possibles pour bâtir un tel compromis : rendre MAC obligatoire et exclusif, mais dans quelques années, en laissant une période d'adaptation, ou s'orienter vers ce qu'on appelle le « simulcast », c'est-à-dire l'obligation faite aux télédiffuseurs, avec une date butoir, d'émettre à la fois en PAL et en MAC.

PHILIPPE LEMAITRE

A Aix-en-Provence

Une bagarre oppose Gitans et jeunes Maghrébins

De violents affrontements, opposant deux cent cinquante jeunes Maghrébins et Gitans se sont produits vendredi soir 1^{er} mars à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), faisant au moins deux blessés. Les incidents ont éclaté après un combat de boxe organisé à proximité d'une fête foraine. Vers 23 heures, des jeunes gens d'origine maghrébine qui venaient d'assister, dans une salle du quartier du Bois-de-l'Audou, à la défaite de leur favori Abdelhak Lahmeri, battu en quart de finale des championnats de France de boxe poids légers par Jean-Baptiste Mendy, se sont querellés avec les forains gitans.

La querelle a très vite dégénéré en bagarre générale, certains des protagonistes utilisant des bâtons de base-ball. D'importants renforts de police ont été acheminés de Marseille pour venir en aide aux policiers aixois, dépassés par les événements. Samedi à 1 h 30, la police précisait que le calme avait pu être rétabli et que les forces de l'ordre avaient procédé à plusieurs interpellations.

EN BREF

Edwin Land, l'inventeur du Polaroid, est décédé. Edwin Land, l'inventeur américain de la photographie à développement instantané et fondateur de l'entreprise Polaroid, est mort vendredi 1^{er} mars, des suites d'une longue maladie, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Libération augmente son prix de vente. - Libération vendu 5,50 francs à partir du lundi 4 mars. Le quotidien avait fixé son prix de vente à 5 francs en janvier 1987. Pour justifier cette augmentation, la direction du journal fait état d'une inflation de 15 % depuis 1987 mais aussi de l'ampleur de la récession publicitaire. Elle précise que les recettes nettes de vente représentent 55 % du chiffre d'affaires du journal contre 45 % en provenance de la publicité et des petites annonces.

Grève à la Nouvelle République de Centre-Ouest. - La Nouvelle République de Centre-Ouest n'a pas paru samedi 2 mars en raison d'une grève de toutes les catégories du personnel. Les salariés du quotidien de Tours (300 000 exemplaires sur sept départements) protestent contre une réduction des effectifs et de leur pouvoir d'achat.

Démenti algérien aux rumeurs sur le départ de M. Saddam Hussein

Maintien au pouvoir, exil ou poursuites judiciaires ?

« C'est une pure affabulation de journaliste », a officiellement assuré un porte-parole du ministère algérien des affaires étrangères, vendredi soir 1^{er} mars, quelques heures après la publication, dans les colonnes du Monde, d'informations puisées à de « bonnes sources » locales par notre correspondant à Alger, Georges Macion, faisant état de tractations secrètes sur un éventuel exil en Algérie de M. Saddam Hussein.

Pour l'ambassadeur d'Irak aux Nations unies, appelé à réagir à cette nouvelle, il s'agit tout simplement d'une « idiotie » qui mérite, « évidemment », d'être démentie.

A Washington, on joue l'étonnement. Ainsi, le président George Bush s'est-il prudemment retranché derrière le démenti algérien (voir par ailleurs). Pour sa part, M. John Sununu, le secrétaire général de la Maison Blanche, s'est montré moins circonspect sur l'avenir politique du dictateur de Bagdad. A ses yeux, « tous les ingrédients sont là » pour que des troubles se produisent entre Tigre et Euphrate. « Nous avons toujours pensé que le peuple irakien ne serait pas très content, c'est le moins que l'on puisse dire, dès qu'il aura découvert ce que Saddam Hussein a fait au pays au cours des dernières années, l'ampleur de la défaite, le nombre des prisonniers de guerre, le nombre de vies perdues ».

Dans ses éditions du vendredi 1^{er} mars, le Washington Times fait état de la crainte des dirigeants américains de voir M. Saddam Hussein s'enfuir de son pays, soit vers l'Union soviétique, soit plus probablement vers la Mauritanie où sa famille a déjà trouvé refuge. Selon des responsables de l'administration américaine dont le journal cite les propos, l'Irak aurait envoyé en Irak quelque 3 000 dissidents armés - 1 500 Kurdes et 1 500 musulmans chiites - pour tenter de renverser ce « voisin insaisissable ». Le quotidien, se référant à un haut dignitaire de la Maison Blanche, laisse même entendre que le président irakien, cible de manifestations hos-

tiles brutalement réprimées par l'armée, aurait déjà été contraint de passer la main. Le souverain saoudien, d'habitude avare de jugements définitifs, a évoqué la prochaine émigration, en Irak, d'« hommes qui auront une stature nationale et islamique ». De l'avis du roi Fahd, « la situation qui prévaut actuellement, sera alors révoquée à jamais ».

« Nous ne voulons plus le rencontrer, ni voir son visage », a déclaré, de son côté, un haut responsable égyptien, tout en admettant que « c'est au peuple irakien de décider du sort de Saddam Hussein ». Quant à l'ambassadeur du Koweït à Washington, il n'a pas fait mystère de l'intention de son pays d'obtenir l'arrestation du dictateur de Bagdad et sa mise en jugement par un tribunal international. A son avis, « aucune nation civilisée qui croit à la loi ne devrait donner asile à pareil criminel ».

L'arrangement auquel Alger aurait souscrit et dont notre correspondant s'est fait l'écho, prévoyait que M. Saddam Hussein ne ferait l'objet d'aucunes poursuites pour crimes de guerre. Prié de dire si les Etats-Unis renonceraient ainsi à une action judiciaire, M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, s'est refusé, sur ce sujet, à engager l'avenir. « Savoir ce qui se passerait ou non après cela, a-t-il simplement indiqué, est une chose dont nous devons parler avec nos partenaires de la coalition ».

Les journalistes de CBS ont été libérés. L'équipe de la chaîne américaine CBS capturée par l'armée irakienne le 21 janvier a été relâchée à Bagdad, a annoncé samedi 2 mars le ministre irakien de l'Information. Les quatre membres de l'équipe avaient été faits prisonniers dans le secteur de la frontière saoudienne, où leur voiture avait été retrouvée vide quatre jours après le début de l'opération « Tempête du désert ». - (Reuters)

L'aéronavale française a besoin d'acheter quatre avions-radars américains

La marine française a besoin d'acheter au minimum quatre avions-radars embarqués, du modèle E 2C Hawkeye, à la société américaine Grumman pour la détection aérienne à basse altitude (contre avions et contre missiles) de ses unités navales, à commencer par le porte-avions. Cette demande est exprimée par le vice-amiral François Deramond, qui est le chef du Service central de l'aéronautique navale, dans un entretien qu'il a accordé à l'hebdomadaire spécialisé Air et Cosmos.

« La marine, explique le vice-amiral Deramond, veut pouvoir assurer, dans une « pastille » de 200 milles de rayon environ (370 kilomètres), la couverture d'une force aéronavale. Il faut pouvoir détecter à distance suffisante non seulement les aéronefs et

les bateaux hostiles, mais aussi les missiles, attaquant en vol nos avions. La solution viable pour la marine, compte tenu de ses besoins et de ce qui existe sur le marché, c'est l'E 2C Hawkeye de Grumman. Les besoins de la marine sont de quatre au minimum. Les plans de construction du Charles-de-Gaulle tiennent compte de la présence éventuelle à bord de trois Hawkeye. Il faut savoir qu'un Rafale occupe sensiblement la même surface qu'un Hawkeye allongé. Le vice-amiral Deramond ajoute que le montant de cette dépense est en cours d'examen, de façon que la programmation militaire à l'étude, pour les années 1991-1996, puisse la prendre en compte. Avec à son bord une première flottille de seize Rafale, basée normalement à Landivisiau (Finistère), le porte-avions à propulsion nucléaire Charles-de-Gaulle devrait être opérationnel en 1998. Comme il faudrait que le premier Hawkeye embarqué soit livré en 1996-1997, le vice-amiral Deramond estime nécessaire une décision l'an prochain au plus tard, pour une notification de commande avant 1993 à Grumman.

Dans le même entretien avec Air et Cosmos, le chef du service central de l'aéronautique navale recommande une autre décision, avant la fin de cette année, pour le remplacement des avions d'entraînement Fouga-Magister de la marine. Deux candidats sont en compétition : une version navale de l'Alpha Jet conçu par Dassault (en coopération avec l'Allemagne) ou le Goshawk 745 américain (une version du Hawk britannique). Les besoins de la marine nationale sont de trente appareils.

Déclaration des revenus de 1990 : envoi jusqu'au lundi 4 mars

Les contribuables ont jusqu'au lundi 4 mars à minuit pour remplir leurs déclarations d'impôts sur le revenu et l'envoyer à leurs centres des impôts. Le cachet de la poste fera foi de l'expédition dans les délais.

RAD

March

Grands report sur TF1 : prisons de la

à l'avance par les autorités des Républiques baltiques et siennes, il ne pourra pas commencer, ni informer les tats des dernières élections locales.

En réalité, celles-ci étaient une démonstration, seulement à l'égard de l'opinion occidentale, que le président soviétique le ton à l'adresse des gouvernements favorables aux États-Unis récents du Congrès, qui réuni à Coppenhague une sévère mise en garde, les péennes se borborent à Moscou d'employer la force comme en janvier, préchant des négociations de Kramlin ne mène que des lèvres.

Il faudra bien pourtant sur ce dossier : la fin de la crise du Golfe va ramener l'attention sur la crise de l'empire soviétique, et M. Gorbatchev a vrais problèmes.

L'article de SOPHE 3/1/91
M0147 - 0395 - 6.00 F